

République du MALI
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT
RURAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Direction Nationale de l'Appui
au Monde Rural

Union Européenne

Délégation de la Commission
des Communautés Européennes
en République du Mali

ÉVALUATION INTERMÉDIAIRE
DU PROJET PARC MALI III

PROPOSITIONS POUR UNE POURSUITE
DU PROJET

A. Martin
A. Bénites

Novembre 1997

Rapport n° 97-038



CIRAD-EMVT
Département Elevage et Médecine
Vétérinaire du CIRAD
Campus International de Baillarguet
B.P. 5035
Montferrier-sur-Lez
34032 Montpellier Cedex 1



B D P A
27, rue Louis Vicat
75738 PARIS Cedex

CIRAD-EMVT 1997

Tous droits de traduction, de reproduction par tous procédés,
de diffusion et de cession réservés pour tous pays.

AUTEUR : A. MARTIN
A. BENITES

ACCÈS au DOCUMENT :
Service Documentation du CIRAD

ORGANISME AUTEUR :
CIRAD-EMVT

ACCÈS à la RÉFÉRENCE du
DOCUMENT :
Libre

ETUDE FINANCÉE PAR :
UNION EUROPEENNE
REFERENCE : Contrat d'étude n° MLI 032

AU PROFIT DE : REPUBLIQUE DU MALI
Direction Nationale d'Appui au Monde Rural

TITRE : **EVALUATION INTERMEDIAIRE DU PROJET PARC MALI III
PROPOSITIONS POUR UNE POURSUITE DU PROJET**

TYPE D'APPROCHE : Mission d'expertise du 26 mai au 13 juin 1997

DATE et LIEU de PUBLICATION : Décembre 1997

PAYS ou RÉGIONS CONCERNÉS : MALI

MOTS-CLEFS : Evaluation, projet santé animale, campagne antipestique,
épidémiosurveillance, groupement

RÉSUMÉ :

La mission d'expert a permis de réaliser une évaluation du projet PARC MALI III, à la fois sur les aspects institutionnels, organisationnels et sur les volets techniques. Elle a également procédé à une évaluation de l'exécution financière, les financements du projet à la date de la mission n'étant engagés qu'à hauteur de 40 %.

Au regard des reliquants existants, du contexte régional préparant une nouvelle phase du programme PARC qui devrait être financée par le 8ème FED et en fonction des recommandations formulées par Bruxelles, la mission fait une proposition de mise en oeuvre d'une phase intérimaire de 2 ans.

Cette phase sera plus centrée sur la santé animale avec quatre volets ; un volet coordination et trois volets techniques :

- appui à la santé animale,
- appui à la privatisation de la profession vétérinaire,
- appui aux Groupements

AVANT - PROPOS

A la demande du Gouvernement du Mali, la délégation de la Commission Européenne de Bamako a lancé une consultation pour faire une évaluation à mi-parcours du projet PARC-MALI III (cf. termes de référence de l'étude en annexe 0).

Cette étude, confiée au CIRAD-EMVT a été conduite, en partenariat avec le BDPA, par Monsieur André Martin, docteur vétérinaire et Monsieur Alfredo Bénites, économiste, du 26 mai 1997 au 13 juin 1997, accompagné tout au long de leur séjour par le Coordinateur National du projet, le docteur Karamoko Wagué.

A Bamako, la mission a rencontré le Conseiller de la Délégation de l'Union Européenne, le Ministre du Développement Rural, son Conseiller Technique et le Coordinateur Régional du projet PARC. Elle a pu également s'entretenir avec le chef de la CAMOPA, les directeurs des nouvelles directions du MDRE et les chefs de divisions impliqués dans le projet PARC. Enfin, la mission a rencontré la Mission Française de Coopération et la Caisse Française de Développement.

Les déplacements sur le terrain, se sont fait avec le Coordinateur National et le responsable de la Cellule Technique d'Appui à la Privatisation, le docteur Daouda Diarra, et ont permis de visiter certains promoteurs d'unités vétérinaires du district de Bamako, des régions de Sikasso (3°), de Ségou (4°) et de Mopti (5°). Ces déplacements ont été également l'occasion d'entretiens avec les responsables institutionnels de ces régions et avec des groupements d'éleveurs.

Enfin, une réunion de restitution, présidée par le Dr Camara, Conseiller Technique auprès du Ministre, a eu lieu le mardi 10 juin en présence des responsables techniques du projet, des directions du MDRE impliquées dans le projet, du LCV, du CFPE et de l'Ordre des Vétérinaires. Les questions et les réactions de certains cadres ont permis d'instaurer un débat qui a contribué à alimenter les réflexions et les observations de la mission.

La mission tient à exprimer ses remerciements à l'ensemble des responsables des services officiels rencontrés pour leur aide, leur disponibilité, leur franchise et leur enthousiasme dans les réunions et débats organisés de façon informelle ou formelle. Elle remercie également toutes les autres personnes rencontrées qui ont contribué à l'élaboration de ce document, notamment les vétérinaires privés déjà installés.

Elle tient à souligner l'appui déterminant du docteur Wagué qui a accompagné les experts tout au long de la mission et le remercie plus particulièrement d'avoir contribué au bon déroulement de ce séjour.

Liste des sigles utilisés

<i>APCAM</i>	Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
<i>APEX</i>	Projet d'Elevage pour l'Amélioration de la Productivité et de la Commercialisation
<i>AV</i>	Association Villageoise
<i>BM</i>	Banque Mondiale
<i>CAMOPA</i>	Cellule d'Appui à la Mise en Œuvre du Plan d'Action
<i>CFD</i>	Caisse Française de Développement
<i>CFPE</i>	Centre de Formation Pratique en Elevage
<i>CMDT</i>	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
<i>CRC</i>	Comité Régional de Concertation
<i>CTAP</i>	Cellule Technique d'Appui à la Privatisation
<i>DAHP</i>	(ex) Division Aménagement et Hydraulique Pastorale
<i>DGRC-SDR</i>	Direction Générale de la Réglementation du Contrôle du Secteur du Développement Rural
<i>DNAMR</i>	Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural
<i>DNAE</i>	Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement
<i>DNE</i>	(ex) Direction Nationale de l'Elevage
<i>DPA</i>	(ex) Division Production Animale
<i>DP</i>	Devis Programme
<i>FAC</i>	Fonds d'Aide et de Coopération
<i>FDE</i>	Fonds de Développement de l'Elevage
<i>GDS</i>	Groupement de Défense Sanitaire
<i>GPRE</i>	Groupe de Réflexion sur les Politiques d'Elevage

<i>IER</i>	Institut d'Economie Rurale
<i>IPR</i>	Institut Polytechnique Rural de Katibougou
<i>LCV</i>	Laboratoire Central Vétérinaire
<i>MDRE</i>	Ministère du Développement Rural et de l'Environnement
<i>OAU/IBAR</i>	Organization of African Unity/Inter-African Bureau for Animal Resources
<i>OIE</i>	Office International des Epizooties
<i>OMBEVI</i>	Office Malien du Bétail et de la Viande
<i>ONPV</i>	Ordre National de la Profession Vétérinaire
<i>PAAP</i>	Projet Aménagement Agropastoral en 3e région
<i>PAE</i>	Projet d'Appui à l'Élevage
<i>PANVAC</i>	Pan African Veterinary Vaccine Centre
<i>PARC</i>	Pan African Rinderpest Campaign
<i>PB</i>	Peste Bovine
<i>PPCB</i>	Péripleumonie Contagieuse Bovine
<i>PPR</i>	Peste des Petits Ruminants
<i>PIN</i>	Programme Indicatif National
<i>PIR</i>	Programme Indicatif Régional
<i>SNSE</i>	Système National de Surveillance Epidémiologique
<i>UC</i>	Unité de Coordination

SOMMAIRE

	Pages
RESUME	
PREMIERE PARTIE : L'EVALUATION DU PROJET PARC MALI	
I - CONTEXTE GENERAL	1
I.1 Historique du projet PARC-MALI	1
I.2 Politique du Gouvernement/politique sectorielle	2
I.3 Caractéristiques du secteur	3
I.4 Bénéficiaires et acteurs principaux	4
I.5 Problèmes résolus/problèmes à résoudre	4
I.6 Autres interventions	5
I.7 Documentation disponible	5
II - INTERVENTION	6
II.1 Objectifs globaux	6
II.2 Objectif spécifique	6
II.3 Résultats	6
II.4 Activités exécutées/activités à exécuter	8
III - HYPOTHESES	8
III.1 Hypothèses aux différents niveaux	8
III.1.1. <i>Au niveau gouvernemental</i>	8
III.1.2 <i>Au niveau des structures d'exécution</i>	8
III.1.3. <i>Au niveau de la coordination</i>	8
III.2 Risques et flexibilité	9
IV - MISE EN ŒUVRE DU PROJET	9
IV.1 Moyens physiques et non physiques	9
IV.1.1. <i>Les ressources humaines</i>	9
IV.1.2. <i>Les relations institutionnelles</i>	10
IV.1.3. <i>La logistique</i>	10
IV.2 Organisation, procédures et modalités d'exécution	11
IV.2.1. <i>L'organisation du projet et les procédures mises en œuvre</i>	11
IV.2.2. <i>L'exécution technique du projet</i>	12
IV.3 Coûts, plan de financement et niveau d'exécution financière du projet	20
IV.3.1. <i>Coûts du projet</i>	20
IV.3.2. <i>Plan de financement</i>	20
IV.3.3. <i>Exécution financière du projet</i>	20
1. <i>Le budget</i>	22
2. <i>Utilisation budgétaire</i>	22
3. <i>Le reliquat budgétaire</i>	26

4. <i>Remarques sur le budget du PARC III</i>	26
5. <i>Les décaissements</i>	27
6. <i>Le fonds vaccin du PARC</i>	29
IV.4 Conditions préalables et mesures d'accompagnement du gouvernement	32
V - FACTEURS ASSURANT LA VIABILITE	32
V.1 Politique de soutien	32
V.1.1. <i>Les mesures d'accompagnement</i>	32
V.1.2. <i>Les mesures économiques et financières</i>	32
V.1.3. <i>Les mesures techniques</i>	32
V.2 Protection de l'environnement	32
V.3 Aspects socio-culturels/femmes et développement	33
V.4 Analyses économiques et financières	33
VI - SUIVI ET EVALUATION	33
VI.1 L'évaluation globale du programme PARC	33
VI.2 Evaluation des indicateurs de suivi	34
VI.3 Revues/évaluations	34
VII - PREPARATION D'UNE NOUVELLE PHASE DU PROGRAMME PARC	34
VII.1 Le volet santé animale	35
VII.2 Le volet administratif et financier	35
VIII - CONCLUSIONS	36

DEUXIEME PARTIE : PROPOSITIONS POUR UN REAMENAGEMENT DE LA CONVENTION

I - CADRE DU PROJET	39
I.1 - Cadre général	39
I.2 - Insertion institutionnelle du projet PARC MALI III	39
I.3 - Organisation et procédures d'exécution	40
II - OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES DE LA PHASE INTERIMAIRE (janvier 1998-décembre 199)	42
II.1 - Le volet coordination	47
II.1.1 - Définition de la coordination	47
II.1.2 - Les composantes de la coordination	47
II.1.2.1 - La gestion	47

II.1.2.1.1 - <i>Objectifs spécifiques</i>	47
II.1.2.1.2 - <i>Les résultats attendus</i>	47
II.1.2.1.3 - <i>Les principales activités</i>	48
II.1.2.2 - Le suivi-évaluation	48
II.1.2.2.1 - <i>Objectifs spécifiques</i>	48
II.1.2.2.2 - <i>Les résultats attendus</i>	48
II.1.2.2.3 - <i>Les principales activités</i>	48
II.1.2.3 - La communication	49
II.1.2.3.1 - <i>Objectifs spécifiques</i>	49
II.1.2.3.2 - <i>Les résultats attendus</i>	49
II.1.2.3.3 - <i>Les principales activités</i>	49
II.1.2.4. - Etudes complémentaires	50
II.2 - Le volet appui à la santé animale	50
II.2.1 - Le Système National de Surveillance Epidémiologique	50
II.2.1.1 - Objectifs spécifiques	51
II.2.1.2 - Résultats attendus	51
II.2.1.3 - Les principales activités	52
II.2.2 - Les campagnes de vaccination	53
II.2.2.1 - Objectif spécifique	53
II.2.2.2 - Résultats attendus	53
II.2.2.3 - Les principales activités	54
II.2.3 - Les moyens attendus grâce au projet	54
II.2.3.1 - Les équipements	54
II.2.3.2 - Les formations et la sensibilisation	55
II.2.3.3 - Interventions d'urgence	55
II.3 - L'appui à la privatisation de la profession vétérinaire	56
II.3.1 - Objectif spécifique	56
II.3.2 - Résultats attendus	56
II.3.3 - Les principales activités	56
II.3.3.1 - L'environnement législatif	57
II.3.3.2 - Le schéma directeur de la privatisation	57
II.3.3.3 - Aspects organisationnels	58
II.3.3.3.1 - <i>Personnel</i>	58
II.3.3.3.2 - <i>Les équipements</i>	58
II.3.3.3.3 - <i>Le fonctionnement</i>	58
II.3.3.3.4 - <i>Les formations</i>	58
II.4 - L'appui aux groupements d'éleveurs	59
II.4.1 - Objectif spécifique	59
II.4.2 - Résultats attendus	60
II.4.3 - Les principales activités	60
II.4.3.1 - Organisation	60
II.4.3.2 - Les études	60
II.4.3.3 - Les formations	61
II.4.3.4 - Activités complémentaires	61
III - LES COUTS DU PROJET	62

ANNEXES

- I - Termes de référence de l'étude**
- I-1 - Termes de référence de l'Assistant technique**
- II - Situation financière du PARC MALI III - 1ère et 2ème année de l'exécution**
- III - Proposition de prestation par le CESP**
- IV - Proposition d'un réseau d'épidémiologie**

RESUME

1. A la demande du Gouvernement du Mali, la délégation de la Commission Européenne de Bamako a lancé une consultation pour faire une évaluation à mi-parcours du projet PARC-MALI III. Cette étude, confiée au CIRAD-EMVT a été conduite, en partenariat avec le BDPA, du 26 mai 1997 au 13 juin 1997. En fin de mission un aide mémoire a été présenté et discuté au cours d'une réunion de restitution.
2. Le secteur de l'élevage est d'une importance cruciale pour le Mali, il représente le 2ème poste en valeur des exportations du pays, avec des effectifs de 5,5 millions de bovins et de 12 millions de petits ruminants. La protection et le développement de cette ressource passent par une bonne couverture sanitaire et surtout par l'éradication de la peste bovine et l'amélioration des conditions sanitaires.
3. Dans le cadre de cette évaluation, l'étude est présentée en deux parties : l'évaluation proprement dite du projet et des propositions pour une phase intérimaire, dans l'attente d'une nouvelle phase du programme régional du PARC sur 8ème FED.

L'EVALUATION DU PROJET PARC MALI III

1. Signée le 18 août 1993 sur le 7ème FED, pour un montant total de 3,6 millions d'ECU, la convention de financement comportait quatre volets d'appui :
 - appui institutionnel à la DNE,
 - appui aux groupements,
 - appui à l'installation des membres de la profession vétérinaire,
 - appui au Laboratoire central vétérinaire.
2. L'évaluation technique du projet relève que la conduite des quatre volets était assurée par la coordination nationale, sous l'autorité du directeur de la DNE, assisté d'une équipe très légère.

La coordination, mais également la gestion budgétaire, l'animation et la communication du projet sont assurés par le coordinateur national assisté d'un gestionnaire, d'un chargé de la communication et d'un responsable de la logistique.

En ce qui concerne les volets techniques, ceux-ci devaient être conduits par le projet en coordination avec les responsables techniques des différents services de la DNE. Mais depuis le début, le projet a souffert d'un manque de relations avec la DNE et malgré la recommandation de mettre en place un comité de concertation pour faciliter la coordination et surtout renforcer les collaborations avec les structures techniques de la DNE, ce comité de concertation n'a pas été mis en place.

2.1.- Evaluation globale sur le fonds

- a) Le projet semble n'avoir été préparé que sur la base d'un seul document, sans analyse financière ex-ante, en l'absence d'un véritable dossier d'instruction.
- b) En dehors de son implication dans le processus de privatisation de la profession vétérinaire, il n'est pas certain que le Mali ait adhéré à tous les objectifs généraux du PARC, notamment dans certaines politiques régionales de l'élevage, plus particulièrement dans la constitution du Fonds de Développement de l'Elevage (FDE).
- c) Globalement, le bilan des investissements dans les appuis aux différents services techniques, qui aurait pu paraître positif, est aujourd'hui remis en cause avec la restructuration des services.
- d) Un certain nombre de recommandations formulées lors des missions successives de l'unité de coordination, telles que le recrutement de l'assistant technique et la mise en place du comité de concertation, n'ont pas été suivies.
- e) D'une façon générale, au cours de son exécution, les activités relevant du projet se sont multipliées, relevant une dispersion notable et éloignant le programme de son objectif fondamental d'éradication de la peste bovine. Il n'y a pas eu de véritable approche des problèmes « par projet ». A sa décharge, le cadre institutionnel en plein flottement, a certainement contribué à ce que le projet ait eu des difficultés à se positionner.

2.2.- Evaluation sur les aspects techniques

- a) Le projet a eu de bons résultats sur le plan de la santé animale au travers des vaccinations et notamment dans le contrôle de la peste bovine. Cependant aucune analyse, en dehors du taux d'efficacité vaccinale, n'a été faite et notamment en ce qui concerne le coût des vaccinations.
- b) Une insuffisance cependant demeure sur le plan des autres pathologies majeures avec :
 - une persistance des foyers de PPCB, sans doute parce qu'au niveau du terrain la différence des animaux cibles, entre PB et PPCB, a été mal perçue ;
 - très peu d'efforts semblent avoir été entrepris sur les autres pathologies telles que la PPR et la brucellose, sans doute parce que les activités de sensibilisation auprès des éleveurs ont été quasi inexistantes ;
 - peu ou pas d'actions de sensibilisation, ni auprès des éleveurs, ni auprès des agents des services techniques, sur l'évolution des politiques nationales et sous-régionales de la lutte contre la peste bovine et les autres pathologies ;
 - le principe de l'épidémiosurveillance a peu évolué au cours du projet.
- c) Sur le plan de l'évolution administrative, le problème du partenariat des acteurs du développement, ne semble pas avoir été vraiment pris en compte et le contexte législatif a peu évolué :
 - les collectivités locales, les groupements d'éleveurs n'ont pas été associés aux activités et encore moins à la gestion de celles-ci ;
 - la privatisation de la profession vétérinaire a débordé vers la multiplicité des unités distributrices de médicaments, mais pas vers l'amélioration des services.

- d) L'absence d'un système de gestion cohérent et d'une comptabilité analytique est un obstacle majeur à tout suivi budgétaire et comptable du projet.
- e) L'absence d'indicateurs clefs et de mise en place de suivis zootechniques est enfin un obstacle à toute évaluation économique, aussi bien sur le plan de l'enjeu pour la maîtrise des maladies contagieuses concernées par le projet que pour la connaissance de l'impact du projet sur l'amélioration des revenus des éleveurs et des recettes de l'Etat.
3. L'évaluation de l'exécution financière montre que le budget du projet PARC III est de 3,6 millions d'ECU (2,3 milliards de F.CFA) dont :
- 2,4 millions sur le Programme Indicatif Régional (PIR) et
 - 1,2 millions sur le Programme Indicatif National (PIN).

La répartition de ce budget, par volet, se décompose en cinq chapitres :

- appui à la DNE : 2,06 millions d'Ecus (1,4 milliards de F.CFA),
- appui aux groupements d'éleveurs : 580 000 ECU (377 millions de F.CFA),
- appui à l'installation des privés membres de la profession vétérinaire : 600 000 ECU (390 millions de F.CFA),
- appui au LCV : 128 000 ECU (83,2 millions de F.CFA),
- imprévus : 232 000 ECU (150,8 millions de F.CFA)

Les activités en cours du PARC ont été budgétisées de la manière suivante :

- 118,6 millions sur « marché sur appel d'offre international » (sous gestion directe de l'UE)
- 270,7 millions sur le « devis programme de l'année 1 » et
- 226,2 millions sur le « devis programme de l'année 2 »

L'utilisation budgétaire montre qu'au 1er avril 1997, 175 000 ECU ont été engagés sur le PIR et 952 000 sur le PIN. Cela représente un niveau des engagements de l'ordre de quarante pour cent. Le disponible non engagé étant respectivement pour chacun des programmes, de 2,2 millions et 248 000 ECU, soit un total de près de 2,5 millions d'ECU (près de 1,65 milliards de F.CFA).

La consommation budgétaire des volets n'a pas été établie par la Coordination ; elle-même n'étant chargée que des devis-programmes de trois volets, celui sur « l'appui à l'installation des membres de la profession vétérinaire » étant sous la tutelle de la CAMOPA. Toutefois, c'est le volet « appui à la DNE et aux services techniques » qui a dépensé les montants les plus importants (429,9 millions de F.CFA ont été consacrés en appui institutionnel à la DNE, le LCV, et le CFPE, soit environ 1/3 du budget initial de ce volet).

Sur le devis de l'année 1, la totalité des ressources financières a été utilisée, cependant sur celui de l'année 2, près de 52 millions de F.CFA n'ont pas encore été engagés. Ce calcul, établi d'après les mémoires de paiement (11 pour l'année 1 et 5 pour l'année 2), permet à la Coordination d'estimer le reliquat global (mai 1997) du projet à environ 1,8 milliards de F.CFA.

En conclusion de l'évaluation de l'exécution financière, on note que la méthode utilisée pour l'élaboration du budget du PARC III, des devis-programmes et la démarche de la coordination pour tenter d'assurer le suivi budgétaire, relèvent quelques insuffisances :

- L'évaluation financière ex-ante de cette phase n'a pas respecté les procédures précisées et exigées par l'UE dans tous ses projets (cadre logique sur la période de référence).
- L'intitulé des volets figurant dans les deux devis programmes n'est pas respecté. De ce fait il est fort complexe de faire une lecture cohérente et aisée. Comment se retrouver pour assurer un suivi budgétaire ?
- La Coordination du PARC, n'a aucune information sur l'exécution financière du devis-programme « appui à l'installation des privés » établi par la CTAP, laquelle est rattachée directement à la CAMOPA.

PROPOSITIONS POUR UNE PHASE INTERIMAIRE

1. La mission d'évaluation globale du programme PARC, conduite en 1996 à l'échelon continental a formulé certaines recommandations visant à recentrer l'ensemble du programme sur son objectif premier, l'éradication de la peste bovine et en conséquence, de se focaliser essentiellement sur la santé animale.
2. Cette nouvelle phase du PARC, dont l'étude de faisabilité demandera plusieurs mois, sera financée sur le 8ème FED et en tout état de cause, ne pourra démarrer au mieux qu'en 1999. Aussi il paraît souhaitable, qu'au niveau de son programme national, le Mali poursuive d'ores et déjà ses activités, en envisageant le réaménagement de la convention PARC-MALI III à partir des reliquats non encore engagés, tout en intégrant les recommandations de l'évaluation globale.
3. La mission propose en conséquence un réaménagement de la convention visant, dans une phase intérimaire du projet PARC MALI, à renforcer le projet actuel. Ce renforcement se fera autour de quatre volets, avec un premier volet visant à un appui de la coordination et trois volets techniques, essentiellement recentrés sur la santé animale.
4. Le devis global de cette phase intérimaire, évalué sur une période de deux années, de janvier 1998 au 31 décembre 1999, est repris dans le tableau ci-dessous :

Volet	Montant F.CFA	Montant ECU	%
- Volet « Coordination »	335 400 000	508 000	34
- Volet « Santé animale »	471 460 000	714 300	48
- Volet « Privatisation »	111 840 000	169 500	11
- Volet « Groupements d'éleveurs »	84 800 000	128 500	8
- Imprévus	96 500 000	146 200	9
Total projet sur 2 ans	1 100 000 000	1 666 500	100%

1er volet - La coordination

Dans le contexte actuel de restructuration, la mission recommande le rattachement institutionnel de la Coordination Nationale auprès du directeur de la DNAMR, sachant que la coordination aura à instaurer des relations étroites, au cas par cas, avec les chefs de divisions concernés de la DNAMR, mais également de la DGRC-SDR et de la CTAP.

Au cours de cette phase intérimaire, la coordination aura des tâches spécifiques autour des trois thèmes suivants :

- la **gestion**, aussi bien au niveau de la programmation que des suivis budgétaires de tous les volets ;
- le **suivi/évaluation**, dont le système d'information sera à définir avec les partenaires principaux de la coordination ;
- la **communication**, devant permettre de sensibiliser, d'informer les acteurs du projet et de faciliter la communication interne entre tous les partenaires. Une expertise professionnelle nationale pourrait être sollicitée pour cet appui.

Le renforcement de la coordination devra se matérialiser par le recrutement de l'assistant technique envisagé depuis deux ans et la constitution effective du comité de concertation, rassemblant les compétences des structures impliquées dans le projet.

2ème volet - L'appui à la santé animale

Les objectifs spécifiques de ce volet sont la mise en place d'un **réseau d'épidémiosurveillance** de la peste bovine dans le cadre d'un Système national de surveillance épidémiologique et la poursuite des **campagnes de vaccination** des maladies ciblées, telles que la PPCB et la PPR.

Le réseau d'épidémiosurveillance, s'inscrit également dans le cadre du réseau régional, il impliquera aussi bien les agents du secteur public, les privés et les éleveurs qui devront assurer **une étroite vigilance vis à vis de la peste bovine**.

La poursuite des campagnes de vaccination contre la PPCB et la PPR, passera par une forte préparation et la sensibilisation des éleveurs à ces campagnes. Les vétérinaires privés devront être associés aux campagnes, comme aux activités de sensibilisation.

3ème volet - L'appui à la privatisation de la profession vétérinaire

L'objectif de ce volet, rappelons le, est de mettre à disposition auprès de tous les éleveurs, les médicaments et les soins vétérinaires.

Pour la mise en œuvre de ce volet, la mission recommande de donner plus d'autonomie à la CTAP et de donner à l'Ordre des vétérinaires, au sein de cette cellule, un rôle de responsable, beaucoup plus présent et plus représentatif du secteur privé, sans toutefois oublier que le volet privatisation est un volet à part entière du projet PARC MALI.

Aussi la CTAP, structure d'exécution, conduira ses activités selon un programme approuvé par le Comité Paritaire qui, lui, est rattaché institutionnellement au MDRE. La CTAP doit intervenir en totale concertation avec la coordination nationale, notamment dans la préparation des DP et dans l'exécution financière. Elle doit rendre compte en effet de sa gestion auprès de la coordination du PARC et en tout état de cause, il ne devrait y avoir qu'un seul régisseur pour tout le projet PARC.

Dans les régions, elle s'appuiera sur des structures relais informelles, rassemblant les compétences de la DNAMR et de l'Ordre. Dans la région de Sikasso, elle s'appuiera également sur le Comité Régional de Concertation (CRC), lui-même indépendant et rassemblant les compétences de l'Ordre régional et de toutes les structures impliquées localement, les organisations professionnelles notamment.

Les fonctions de contrôle resteront sous la responsabilité de la nouvelle Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle du secteur du Développement Rural (DGRC-SDR).

Les activités que la CTAP aura à mener très rapidement, concernent l'élaboration du schéma directeur de la privatisation à l'échelon national et les mesures d'ordre législatif à prendre dans les meilleurs délais, notamment celles concernant l'importation et la distribution des médicaments vétérinaires. Les conclusions de la mission de relecture des textes législatifs devront être mises en œuvre rapidement.

4ème volet - L'appui à l'organisation des éleveurs

L'objectif spécifique de ce volet, est la prise en compte progressive par les éleveurs d'une capacité d'assumer les soins de santé de base et d'en assurer son suivi.

Le résultat attendu c'est leur participation dans le processus de la protection de la santé animale, notamment au travers de Groupements de Défense Sanitaire dont le projet devra stimuler l'émergence.

Dans le cadre de la restructuration du MDRE, la division « appui à l'organisation du monde rural » paraît être la structure avec laquelle le projet aura à collaborer. Cette division nous a confirmé avoir démarré une enquête exhaustive sur les groupements, coopératives et autres formes d'associations existantes sur tout le territoire, à partir de laquelle, devrait être établie une typologie régionalisée. Une étude socio-économique de quelques groupements, dans deux ou trois régions spécifiques, pourrait être alors demandée par le projet et devrait permettre d'identifier quelle stratégie spécifique pourrait être adoptée, vis à vis de ces groupements.

Malgré les recommandations de recentrage sur la santé animale, la mission souhaite que lors de cette phase de transition, la dynamique de certains groupements d'éleveurs soit soutenue par des interventions concrètes à très court terme. A cet égard, une enveloppe financière sera prévue pour envisager des réalisations dans tous les domaines, de la santé animale mais également dans celui des productions animales, étant bien entendu que le projet aurait à collaborer avec d'autres divisions de la DNAMR, notamment celles des filières ou des intrants.

PREMIERE PARTIE

L'EVALUATION DU PROJET PARC-MALI III

I - CONTEXTE

I. 1 - Historique du projet

La peste bovine, introduite dans toute l'Afrique à la fin du siècle dernier, aurait «détruit près de 90 % des ruminants du continent». Disparue d'Afrique Australe, elle existait toujours à l'état endémique en Afrique de l'Ouest, du Centre et de l'Est dans les années cinquante et avait suscité la mise en place d'une première campagne de lutte, à l'échelon du continent, le Projet Conjoint n°15 (JP15), exécuté sur financement européen entre 1962 et 1976. Ce projet a considérablement réduit l'incidence de la maladie, mais faute de mesures conservatoires mises en place par les Etats, il n'a pu empêcher une résurgence de la maladie dès la fin des années soixante dix.

Quelques campagnes de vaccination d'urgence, exécutées dans plusieurs pays d'Afrique ont pu empêcher une dissémination trop large de la maladie, mais très vite, il est apparu que le seul espoir d'envisager son éradication définitive, était d'organiser une nouvelle campagne, coordonnée sur tout le continent, avec pour objectif la vaccination de 80 % de l'ensemble du cheptel bovin.

Un premier projet de « campagne panafricaine contre la peste bovine », projet PARC, était signé en 1986 entre l'Union Européenne et l'OUA, pour un montant de 50 millions d'ECU sur des fonds régionaux du FED. Très vite il est apparu urgent d'associer à cette convention globale des conventions spécifiques avec différents pays visant, par la mise en place de programmes nationaux, à renforcer les services de l'élevage et leurs politiques de développement et leur donner les moyens d'assurer à terme leur viabilité.

Toujours sur des fonds régionaux du FED (PIR), deux autres propositions globales ont été signées en 1990 et 1995. Mais dès 1993, les conventions globales ont été complétées par des conventions spécifiques avec différents pays, sur des programmes nationaux (PIN).

C'est ainsi que le projet PARC MALI a pu se mettre en place

I. 1 - Politique du gouvernement/politique sectorielle

En mars 1992, à la suite des conclusions des Etats généraux du monde rural de décembre 1991, le Gouvernement du Mali a adopté le **Schéma Directeur du Développement Rural et de l'Environnement**. Ce schéma se matérialise par un **Plan d'Action du Ministère de Développement Rural**, discuté en 1993.

Ce Plan s'articule autour de trois objectifs :

- le désengagement de l'Etat,
- la restructuration du MDRE,
- la réalisation de 4 programmes socio-économiques :

- gestion des ressources naturelles,
- promotion du crédit rural,
- développement des filières,
- appui aux groupes vulnérables cibles (femmes et jeunes).

Un des éléments importants de la stratégie de production de ce schéma directeur, sur un plan plus sectoriel, concernait la restructuration et le développement de la filière élevage, traduisant la volonté du gouvernement de favoriser l'intégration du secteur élevage dans l'économie de marché.

Dans cette nouvelle approche, le MDRE, selon le document de présentation de son Plan d'Action, s'est « donné le rôle de promouvoir la création du cadre législatif et réglementaire propice à l'éclosion des initiatives, d'en contrôler le respect, d'assister, de conseiller et de former. De ce fait, il devra se retirer progressivement des activités directes de production, de commercialisation et de transformation ». Il devra également se conformer à la politique de décentralisation et s'impliquer notamment dans le transfert des compétences aux collectivités territoriales décentralisées et aux Chambres d'Agriculture du Mali.

Fin 1996, la restructuration du MDRE consacre sur un plan institutionnel, la suppression des six directions sectorielles techniques et de leurs services régionaux et sub-régionaux et la création de nouvelles structures, avec notamment l'objectif de mettre en place de façon beaucoup plus concrète des structures d'appui, par l'intermédiaire de conseils et d'actions de vulgarisation auprès des agents de terrain ou des collectivités et des structures de contrôles.

L'approche sectorielle qui existait a été abandonnée au profit d'une approche concertée par mission. Ceci se traduit au niveau central, par la mise en place de trois directions.

- La Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR), avec quatre divisions :
 - Promotion des Filières,
 - Organisation du Monde Rural,
 - Prévention des Risques et Protection des Animaux et des Végétaux,
 - Formation Vulgarisation et Conseil Rural.
- La Direction Nationale de l'Aménagement et de l'Équipement (DNAE), avec trois divisions :
 - Etudes et Planification,
 - Aménagement et Gestion des Ressources Naturelles,
 - Infrastructures.
- La Direction Générale de la Réglementation et du contrôle du Secteur du Développement Rural (DGRC-SDR), avec cinq divisions :
 - Législation et Normes,
 - Contrôle de la Législation Forestière,
 - Contrôle de la Législation Sanitaire,
 - Contrôle Phytosanitaire et du Conditionnement,
 - Contrôle des Organisations à caractère Coopératif.

On retrouve au niveau régional, les correspondances de ces mêmes directions, des services locaux au niveau des cercles et des services communaux au niveau des arrondissements.

I. 2 - Caractéristiques du secteur

Le Mali, avec 8 millions environ d'habitants, est un pays à vocation largement pastorale et agro-pastorale. Aussi son économie est largement dominée par ce secteur, qui participe à hauteur de 45 % à la formation du PIB et qui en 1995, a contribué pour plus de 65 % de la valeur des exportations en assurant des revenus à l'ensemble des ruraux (80 % de la population). Cependant, si la production agricole s'est fortement développée depuis les années 1980 et est devenue plus compétitive sous l'effet des mesures d'ajustement, plus récemment, sous l'effet de la dévaluation, l'élevage, deuxième produit d'exportation derrière le coton, a connu lui aussi un important développement. Le cheptel bovin en effet, avec un taux de croissance moyen de 2 % par an depuis dix ans, comprend environ 5,5 millions de têtes. Les petits ruminants sont près de 12 millions, les camélins, plus de 200 000 et les équins et les asins près de 800 000 têtes. Enfin les volailles ont un effectif estimé à plus de 22 millions d'unités. Dans sa totalité, l'élevage participe à hauteur de 14 % du PIB et représente 40 % de la production agricole.

On définit traditionnellement au Mali différents systèmes de production d'élevage, le *système pastoral* et le *système agro-pastoral* auquel il convient d'ajouter les *systèmes d'élevage intensif*, laitiers en zones périurbaine ou d'embouche en zone agro-pastorale.

- *Le système pastoral* se subdivise en trois sous-systèmes :

- le système pastoral pur, n'ayant aucun lien avec l'agriculture, pratiqué au nord de l'isohyète 350 mm, (au nord des 1ère, 5ème, 6ème, 7ème et 8ème régions) ;
- le système pastoral associé aux cultures pluviales dans la zone sud sahélienne comprise entre l'isohyète 350 et 550 mm (essentiellement dans les 1ère, 2ème et 4ème région) ;
- le système pastoral associé aux pâturages et aux cultures de décrues dans les plaines inondables du Niger (principalement en 5ème région).

- *Le système agro-pastoral* : au sud de l'isohyète 550 mm, l'élevage plus intégré à l'agriculture représente plus de 50 p. cent du revenu des agro-pasteurs. Au nord de la partie soudanienne il est associé aux cultures céréalières de mil, sorgho et riz ; plus au sud il est également associé aux cultures industrielles: arachide à l'ouest et coton au centre et à l'est (principalement en 3ème région).

- *Les systèmes d'élevage intensif* : plus ou moins associés au système agro-pastoral, surtout en ce qui concerne les systèmes d'embouche, mais également en zone périurbaine avec le développement des productions laitières (dans le district de Bamako, en 3ème région, et dans une moindre mesure en 4ème et 5ème régions).

Selon les régions, les modes d'élevage sont différents, ainsi on distingue :

- en zone *pastorale* sahélienne, un élevage majoritairement nomade qui représente 65 à 90 p. cent des éleveurs et qui transhume selon des règles bien établies. Seule une petite partie du cheptel de cette zone appartient à des agro-éleveurs sédentaires ;
- en zone *agro-pastorale*, un élevage surtout sédentaire, avec parfois une petite transhumance de courte durée. Cette zone reçoit cependant en saison sèche de nombreux troupeaux venant des zones pastorales, en importance croissante depuis deux décennies, en raison des disponibilités en pâturages, en abreuvement et en facilités d'échanges.

Il faut noter que les exportations d'animaux sur pieds ou carcasses, représentent 50% des recettes d'exportation. Le pays en effet exportait 176 000 bovins et 340 00 moutons en 1994, et 107 000 bovins et 427 000 moutons en 1995. Il n'y a pas d'importation d'animaux vivants mais une importation marginale en produits préparés de 22 tonnes par an. Enfin depuis 1990, il n'y a plus de taxe à l'exportation pour les animaux sur pieds.

I. 3 - Bénéficiaires et acteurs principaux

Les éleveurs sont les bénéficiaires directs du projet par l'éradication de la peste bovine et le contrôle des autres épizooties. En sécurisant les populations par le contrôle sanitaire de leur cheptel, on tend à favoriser le croît des troupeaux et améliorer les taux d'exploitation. Une commercialisation contrôlée aura des retombées sur les recettes de l'Etat à l'exportation, l'élevage se situant dans une bonne place derrière le coton.

En dehors des éleveurs et des agents des services publics, les autres acteurs principaux du projet, qui en sont également les bénéficiaires, sont toutes les catégories professionnelles du secteur privé, depuis les organisations d'éleveurs jusqu'aux vétérinaires privés installés, et dans le domaine de la production, depuis les commerçants en intrants vétérinaires jusqu'au marchands de bestiaux, les bouchers et mêmes les transformateurs dans les filières élaborées comme la filière lait.

I. 4 - Problèmes résolus/problèmes à résoudre

Grâce au programme PARC, le Mali a rejoint un système coordonné de lutte contre la peste bovine à l'échelon de la sous-région et même du continent. Les campagnes passées de vaccination contre la peste bovine lui permettent aujourd'hui d'entamer les procédures officielles auprès de l'OIE pour se déclarer « provisoirement indemne ».

Il lui reste cependant à mettre en place un système d'information, concernant la surveillance de la peste bovine, mais également des principales pathologies existantes dans le pays. Il lui faut être en mesure de centraliser ces données, de les diffuser et de pouvoir disposer d'un système d'alerte épidémiologique. Ce dernier sera complété par la mise en place d'un système d'intervention capable d'agir en coordination avec les pays de la sous-région et du continent.

Dans le cadre de l'exécution proprement dite du projet, d'autres problèmes sont à résoudre et notamment :

- l'établissement d'une programmation rigoureuse et adaptée aux enjeux du programme PARC ;
- la mise en place d'un système de gestion intégrant le volet « privatisation » et soutenu par une comptabilité analytique à court terme ;
- la mise en place d'un suivi technique et économique efficace.

I. 5 - Autres interventions

La première phase du projet PARC MALI, avec un financement d'environ 1,8 millions d'ECU, a permis à ce pays, de conduire trois campagnes de vaccination, 1988/89, 1989/90 et 1990/91. Par le recouvrement des coûts auprès des éleveurs, elle a permis également de démarrer la constitution d'un « fonds vaccin ».

La deuxième phase, prévue pour un an avec un financement de 600 000 ECU, a permis de poursuivre les campagnes de vaccination de 1991/92 et 1992/93 et d'introduire un nouveau volet d'« aide à l'installation de jeunes diplômés ».

L'utilisation du « fonds vaccins » et les reliquats de la convention, ont permis la réalisation de la campagne 1993/94, en attendant la mise en place de la troisième phase du projet, dont la convention de financement a été signée le 18 août 1993 sur le 7^e FED, pour un montant total de 3,6 millions d'ECU, dont 2,4 sur Programme Indicatif Régional (PIR) et 1,2 sur Programme Indicatif National (PIN).

I. 6 - Documentation disponible

- Projet de revitalisation du secteur élevage - MDRE, Fev. 1993.
- Les dossiers de Mali entreprise :
 - Le plan d'action du MDRE et CAMOPA, numéro spécial, nov-déc. 1994
 - Le plan d'action du MDRE, volume 1 : la restructuration du département « chronique d'une révolution annoncée », nov. 1995
- Martin et Diakité - Etude sur la privatisation de la profession vétérinaire au Mali, CIRAD-EMVT, Sept. 1995.
- Devis programme MDRE-DNE-Projet PARC MALI III :
 - 1994, Programme d'exécution technique et financière « Revitalisation du secteur élevage » ;
 - 1996, Programme d'exécution technique et financière du projet PARC MALI III ;
 - 1996, Programme d'exécution technique et financière du volet « Appui à la privatisation », CTAP ;
 - 1997, Avenant au DP 1996 concernant les activités et le financement de la CTAP.
- J. Domenech - Rapport de mission au Mali du 4 au 11/11/ 1995, OUA-IBAR, Nairobi
- MDRE-DNE-PARC MALI III, et projet « Revitalisation du Secteur Elevage/PARC MALI, Rapport trimestriels d'activités, de 1995 à début 1997.
- MDRE-DNE - Résultats de la campagne de vaccination 95/96 et programmation de la campagne 96/97, Nov. 1996.
- Saunders - Rapport de mission au Mali du 30/11 au 7/12/1996, OUA-IBAR, Nairobi
- Renard - Mission d'évaluation globale de la campagne panafricaine contre la peste bovine, Rapport définitif, Mars 1997.
- Restitution des résultats partiels du recensement des installations vétérinaires privés en 4^{ème} Région - MDRE-CAMOPA-CTAP, Mai 1997.
- Schéma directeur de la privatisation vétérinaire - MDRE-CAMOPA-CTAP, non daté, 1996
- Rapport d'activité du volet appui à la privatisation du projet PARC MALI III - MDRE-CAMOPA-CTAP, Dec. 1996.
- Rapport d'activité de la CTAP - MDRE-CAMOPA-CTAP, Premier trimestre 1997.

- Note sur la privatisation de la médecine vétérinaire - MDRE-CAMOPA, note présentée à la conférence des cadres de l'élevage, Sept 1996.
- Lefèvre - Mission exploratoire pour la mise en place d'un réseau de surveillance épidémiologique des maladies animales au Burkina Faso, OIE, Fev. 1997.
- Le réseau national de surveillance épidémiologique de la peste bovine au Mali (RENASE - PB - Mali, MDRE - DNAMR, Mai 1997.
- LCV - Rapport annuel d'activités 1996, Bamako.
- LCV - Impact de la formation/PARC et perspectives, Bamako, Juin 1997.
- LCV - Réseau national de surveillance épidémiologique vétérinaire au Mali, EPIVET-MALI, Bamako, Mai 1997.

II - INTERVENTION

II. 2 - Objectifs globaux

Les objectifs globaux du PARC III restent l'amélioration des revenus des éleveurs et des recettes de l'Etat par une augmentation de la productivité des élevages.

II 3 - Objectif spécifique

L'objectif spécifique principal de ce programme concerne l'éradication de la peste bovine visant à une amélioration de la productivité du cheptel et de la commercialisation du bétail et de la viande.

II. 4 - Résultats

Au travers de cet objectif spécifique principal, les résultats attendus sont multiples.

Au niveau du projet et des services publics, c'est le renforcement institutionnel pour la mise en place d'un système de suivi zootechnique capable d'apprécier les paramètres de productivité des troupeaux et le renforcement de l'autonomie financière des services nationaux par le recouvrement des coûts.

Sur le terrain, c'est l'amélioration des services fournis aux éleveurs avec l'appui au processus de privatisation de la profession vétérinaire et la mise à disposition des éleveurs des intrants vétérinaires et des prestations de qualité, c'est également l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et l'amélioration des circuits de commercialisation du bétail et de la viande.

Tableau tiré du cadre logique, reconstitué par la mission d'évaluation globale de la campagne panafricaine contre la peste bovine¹

OBJECTIF GLOBAL	Amélioration des revenus des éleveurs et de l'Etat par l'amélioration de la productivité.
OBJECTIFS SPECIFIQUES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Eradication de la peste bovine au Mali et amélioration de la santé animale ; 2. Amélioration des services fournis aux éleveurs ; 3. Amélioration de la coordination panafricaine pour le développement de l'élevage et en particulier de la santé animale (lutte contre les épizooties, évolution des politiques de santé animale et privatisation des professions vétérinaires).
RESULTATS	<ol style="list-style-type: none"> 1. Contrôle des grandes épizooties ; 2. Renforcement institutionnel par la mise en place de : <ul style="list-style-type: none"> - systèmes de suivi et d'information performant concernant les maladies animales ; - un système de suivi zootechnique ; 3. Rationalisation des services publics de l'élevage et de la formation de ses cadres ; 4. Développement d'un secteur privé de services et d'approvisionnement des producteurs ; 5. Amélioration de la gestion des ressources naturelles.
ACTIVITES	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation des campagnes de vaccination contre la peste bovine et la péripneumonie ; 2. Création d'un système national de surveillance épidémiologique de la peste bovine et d'autres maladies et le développement de systèmes de suivi zootechnique et des écosystèmes pastoraux ; 3. Mise en place de systèmes de financements des services de l'élevage sur les ressources propres du secteur (FDE); 4. Mise en place d'un cadre institutionnel, législatif et financier, favorisant la libéralisation des services rendus aux éleveurs ; 5. Appui à la structuration des associations professionnelles d'éleveurs; 6. Appui à une meilleure gestion de l'espace pastoral ; 7. Réalisation de campagnes de sensibilisation et de communication pour les éleveurs, impliquant tous les acteurs ; 8. Appui à la commercialisation.

¹ Rapport définitif de la mission d'évaluation globale du PARC - (Mars 1997).

II. 5 - Activités exécutées/activités à exécuter

- Les activités étaient coordonnées avec la direction nationale de l'élevage (DNE de l'époque), pour assurer une bonne exécution des campagnes de vaccination.
- Etaient ensuite envisagées des activités pour assurer la mise en place d'une unité d'épidémiologie et la réhabilitation des laboratoires régionaux, donnant ainsi au Mali une capacité de disposer d'un réseau d'épidémiosurveillance.

Venaient ensuite un certain nombre d'autres activités :

- le recueil et l'analyse des données statistiques,
- la formation et le recyclage des agents de l'élevage, à la DNE et au LCV,
- la sensibilisation et la communication et enfin
- l'appui à la coordination nationale.

Le tableau p. 7, reprend l'ensemble de ces éléments.

III - Hypothèses

III. 1 - Hypothèses aux différents niveaux

III.1.1 - Au niveau gouvernemental

Les composantes nationales ont été définies sur la base d'un dialogue entre l'Unité de Coordination du projet et les responsables nationaux des Etats, notamment sur les mesures politiques à prendre pour, d'une part adapter le projet aux conditions spécifiques de l'Etat, d'autre part assurer une meilleure assise financière des services de l'élevage nationaux et surtout une capacité de ceux-ci, d'assumer les charges récurrentes en fin de projet.

III.1.2 - Au niveau des structures d'exécution

Il était prévu que les différents services de la Direction Nationale de l'Elevage impliqués dans le projet pour les campagnes de vaccination, le suivi et le contrôle des épizooties, les suivis zootechniques et des écosystèmes pastoraux, soient soutenus par la coordination nationale, notamment dans la mise à disposition réciproque des moyens humains et des moyens logistiques pour appuyer le programme.

III.1.3 - Au niveau de la coordination

La coordination devait :

- établir une programmation avec les services techniques (respectant le cadre logique),
- assurer une bonne gestion des moyens mis en place,
- assurer un suivi technique et économique,
- développer un système de communication.

III. 2- Risques et flexibilité

Le non-respect des points en 3.1.1, 3.1.2 et 3.1.3 pourraient compromettre la réalisation d'activités ne permettant pas d'atteindre les objectifs et les résultats attendus de ce programme.

IV - MISE EN OEUVRE DU PROJET

La préparation du projet a été faite seulement à partir du document² de février 1993 soumis par les autorités maliennes dans le cadre de son programme indicatif national. Cependant, bien que la programmation financière détaillée ait fait l'objet de négociations entre les deux parties pendant la mise en œuvre du projet, elle s'est fait sans aucune étude financière existante. Cette préparation s'est néanmoins traduite par une proposition de financement à hauteur de 3,6 millions d'ECU et la convention de financement du projet PARC MALI III, troisième phase du projet, a été signée le 18 août 1993 sur le 7ème FED, pour un montant total effectif de 3,6 millions d'ECU, dont 2,4 sur PIR et 1,2 sur PIN.

Cette convention comportait quatre volets d'appui :

- l'appui institutionnel à la DNE, pour un montant de 2 060 000 ECU ;
- l'appui aux groupements d'éleveurs, pour un montant de 580 000 ECU ;
- l'appui à l'installation des membres de la profession vétérinaire, pour un montant de 600 000 ECU ;
- l'appui au Laboratoire Central Vétérinaire, pour un montant de 128 000 ECU
-

IV. 1 - Moyens physiques et non physiques

IV.1.1 - Les ressources humaines

La mise en œuvre des quatre volets d'appui de la convention est confiée à une équipe de pilotage légère, dirigée par un coordonnateur national, lui-même en principe sous l'autorité du directeur de l'ex DNE.

Son équipe est composée :

- du Coordonnateur National en charge de la gestion administrative et financière avec les compétences d'un « régisseur d'avances » ;
- d'une comptable gestionnaire, cosignataire de la Régie administrative ;
- d'un chargé de communication et de l'information ;
- d'un chargé de la gestion des vaccins et de la logistique ;
- d'une secrétaire dactylographe.

² Projet de revitalisation du secteur élevage « renforcement de la lutte contre la péripneumonie contagieuse bovine et aménagement pastoral en 4^e région » (Février 1993).

Pour exécuter ses missions, l'équipe devait s'appuyer, nous l'avons évoqué ci-dessus, sur les agents des différents services techniques impliqués de l'ex DNE. L'exécution de l'ensemble des activités du projet, devait en fait impliquer tous les cadres et agents du service de l'élevage, concernés par les activités du projet.

On peut cependant souligner, que l'insuffisance de coordination, a conduit à **une sous-utilisation des responsables techniques de l'ancienne DNE dans le cadre du projet.**

IV.1.2 - Les relations institutionnelles

Globalement, depuis le début, le projet a souffert d'un manque de relations avec la DNE et d'une insuffisance institutionnelle entre les différents volets. Ceci avait motivé l'unité de supervision de Nairobi à recommander la mise en place d'un comité de concertation, devant faciliter la coordination et surtout renforcer les collaborations avec les structures techniques de la DNE. Néanmoins **ce comité de concertation n'a pas été mis en place**, l'implication des structures compétentes ne s'est pas fait et le retour dans les locaux de la DNE n'a pas eu lieu.

En conclusion les collaborations ne se sont pas améliorées.

Aujourd'hui, avec l'éclatement de l'ex DNE en plusieurs services au sein des nouvelles structures du MDRE, de nouvelles difficultés dans la coordination pourraient se présenter dans cette phase intérimaire. La mission d'évaluation est consciente de cette situation, mais ne pouvait pas au moment du démarrage de la réforme, estimer l'ampleur de celle-ci, ni au niveau central, ni au niveau régional où les anciennes structures fonctionnaient encore.

Enfin, si l'unité de coordination de Nairobi, soulignait depuis pas mal de temps que les rapports d'activités fournis par la coordination nationale étaient insuffisants, trop succincts et devaient être améliorés, il serait souhaitable qu'un modèle lui soit fourni, correspondant à ce que souhaite l'unité de coordination et soit cohérent selon toutes les coordinations nationales du PARC.

IV.1.3 - La logistique

Le projet a contribué à l'équipement de différents services, en moyens de déplacement et en équipements informatiques, mais la restructuration du Ministère semble avoir entraîné une disparition des équipements pour les nouveaux services concernés dans la suite du projet. Il est nécessaire de faire très rapidement, avant l'établissement du devis programme, **un inventaire complet des équipements acquis dans le cadre du PARC** et qui devront être utilisés dans la suite du PARC III.

En tout état de cause, il paraît difficilement acceptable que des fonds européens soient encore sollicités pour financer une logistique actuellement encore en état de fonctionner.

IV.2 - Organisation, procédures et modalités d'exécution

IV.2.1 - l'organisation du projet et les procédures de mise en œuvre

- Place du projet par rapport à la coordination générale et régionale :

La coordination générale du projet PARC est confiée à l'Unité de Coordination (UC), basée à Nairobi, au siège de l'IBAR, organe spécialisé de l'OUA pour l'élevage. Elle s'appuie sur deux unités sous-régionales de coordination, à Nairobi pour l'Afrique de l'Est et à Bamako pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La coordination nationale, placée géographiquement auprès de l'unité sous-régionale et participant aux réunions annuelles d'information du programme, était en mesure de faire part des problèmes particuliers de son pays, de profiter de l'expérience des autres coordonnateurs nationaux et de prendre connaissance de l'ensemble de ce qui se passait dans les pays voisins.

- Place de la coordination nationale par rapport aux services techniques :

Le positionnement géographique de la coordination nationale auprès de la coordination régionale, la situait loin des différents services de la Direction Nationale de l'Elevage et n'a certainement pas facilité les contacts et la collaboration entre ces derniers et le projet.

Un groupe de travail sur le projet « Revitalisation du Secteur Elevage - PARC MALI III », s'est mis en place en 1995 à la DNE et s'est conclu par un rapport de synthèse relevant quelques éléments et recommandations sur l'organisation et le mode de fonctionnement du projet et notamment :

- un rapprochement nécessaire entre le PARC et la DNE,
- la mise en place d'un Comité de concertation,
- la mise en place d'une assistance technique de longue durée,
- l'implication des structures de la DNE dans la mise en œuvre des volets,
- la collaboration avec des structures compétentes et spécialisées,
- la prise en compte du futur schéma institutionnel.

Cependant, et malgré ces recommandations datant d'octobre 1995, les difficultés relevées depuis lors par les différentes missions de suivi, restent toujours en suspens.

Nous avons noté :

- une organisation du projet, relativement complexe dans ses relations avec les différents intervenants, qui s'est traduite par une absence d'organigramme et qui est sans doute responsable des difficultés dans la coordination du projet avec les services techniques chargés de la mise en œuvre de la politique nationale de l'élevage ;
- la complexité du programme avec de nombreuses activités, trop diversifiées, relevant aussi bien du domaine de la santé que de la production animale, avec des durées d'exécution très différentes les unes des autres ;

- La recommandation de mise en place du comité de concertation, par le groupe de travail sur le projet « Revitalisation du Secteur Elevage - PARC MALI III », n'a été suivie d'aucun effet ;
- la nécessité d'un renforcement de la coordination nationale, notamment par le recrutement d'un assistant technique qui, comme le recommandait l'UC de Nairobi, soit en appui à la coordination et plus particulièrement chargé du suivi du volet « privatisation » (cf. proposition de termes de référence faite par la coordination nationale en annexe I.1) ;
- l'absence d'implication de structures extérieures spécialisées et compétentes pour aider à la mise en œuvre du projet, notamment en ce qui concerne les activités de suivi et le volet d'appui aux groupements d'éleveurs ;
- l'absence d'un système de gestion cohérent et l'absence d'une comptabilité analytique permettant d'avoir un suivi budgétaire et comptable régulier ;
- l'absence d'indicateurs clefs capables de mesurer l'impact du projet, notamment dans ses aspects économiques (revenu des éleveurs et de l'Etat) et zootechniques ;
- une cellule technique d'appui à la privatisation (CTAP) qui a mis plus d'un an à se mettre en place, a réalisé quelques activités essentielles, mais dont l'organisation ne correspond pas exactement aux termes de référence initialement prévus³ ;
- A cela se sont ajoutées de nouvelles incertitudes dans l'organisation du projet, dues à la restructuration du département, notamment dans les régions et vis à vis de laquelle le projet PARC ne s'est pas préparé et peut difficilement s'adapter.

IV.2.2 - L'exécution technique du projet

- volet 1 - « appui institutionnel à la DNE », pour un montant de 2 060 000 ECU, avec des activités d'une part en santé animale, axées sur la peste bovine, la PPCB et la brucellose, mais également sur la mise en place de l'épidémiosurveillance et d'autre part en production animale, avec la mise en place de suivis zootechnique et des écosystèmes pastoraux...

En premier lieu, ce volet a été rebaptisé, lors de la deuxième année du projet « appui aux services techniques de l'élevage » et montre bien que l'objectif de ce volet était d'appuyer tous les services techniques en leur apportant quelques moyens. Cela souligne également la complexité de la coordination par la multiplicité des services concernés et les difficultés pour assurer un suivi budgétaire et technique cohérent.

L'activité essentielle de ce volet concernait les **campagnes de vaccination**. Après que celle de 1993/94, ait pu se dérouler grâce au "Fonds vaccins", constitué lors du PARC-II, le projet PARC III a permis le déroulement des campagnes de 1994/95, 1995/96 et 1996/97 dans de bonnes conditions, avec des taux de vaccinations voisins de 20 %. Si ce taux est conforme aux objectifs concernant la PB, il paraît très faible pour la PPCB pour laquelle tout le cheptel est en principe ciblé.

³ Cf. l'étude sur la privatisation de la profession vétérinaire au Mali - (CIRAD-EMVT, 1995) -

En ce qui concerne la peste bovine, et bien que le Mali semble avoir entamé sa démarche auprès de l'OIE pour se déclarer « provisoirement indemne », sur le terrain, les services techniques de l'ancienne santé animale, semblent vouloir poursuivre cette vaccination jusqu'à la fin de la campagne actuelle, c'est à dire septembre 1997. Ceci traduit encore l'absence de coordination entre le projet et les services techniques qui n'ont entrepris aucune activité de sensibilisation auprès des éleveurs sur l'arrêt de la campagne.

De la même façon aucune action de sensibilisation n'a eu lieu pour la poursuite de la campagne de vaccination contre la PPCB, mettre en place une campagne contre la peste des petits ruminants ou mener des actions contre la brucellose.

Néanmoins et d'une façon générale, les campagnes de vaccinations, peste et péripneumonie, ont été conduites par les équipes du secteur public, auxquelles les privés ont presque toujours été associés.

Ces campagnes de vaccination, n'ont malheureusement pas fait l'objet d'études analysant leurs coûts réels. La connaissance de ces coûts aurait permis de fixer de façon réaliste, le niveau de recouvrements des vaccinations et d'estimer la répartition des financements à prévoir par la suite, notamment dans la préparation des futures campagnes et des conditions d'octroi des mandats sanitaires.

En dehors du « fonds vaccins » (voir ci-dessous), la création du « fonds de développement de l'élevage » (FDE) qui figurait dans la convention de financement n'a pas eu lieu, bien qu'un projet de loi semble avoir été préparé dans ce sens et cela vraisemblablement en l'absence d'un accord entre les ministères impliqués, techniques et financier.

Il faut noter enfin, qu'aucune décision d'octroi du mandat sanitaire, n'a encore été officiellement attribuée, cependant le secteur privé semble avoir été « autorisé » à pratiquer les vaccinations pasteurelloses et charbons.

Les activités du projet concernant la lutte contre les autres maladies, se sont limitées à l'élaboration de documents de stratégies et peu de réalisations concrètes.

La mise en œuvre d'une **surveillance épidémiologique** a fait pendant plusieurs mois l'objet de « compétition » entre la DNE et le LCV, le projet ayant eu semble-t-il, beaucoup de mal à établir une collaboration entre les deux partenaires. Le schéma d'opérationnalité d'une unité d'épidémiologie consensuelle, venait seulement, lors de la mission, d'être établi depuis quelques jours.

Les sérosurveillances opérées pour mesurer l'impact des vaccinations se sont faites régulièrement, mais seulement sur des échantillons choisis dans les troupeaux vaccinés mesurant l'efficacité vaccinale (de l'ordre de 80 %). L'option choisie était en effet de mesurer l'efficacité vaccinale. Mais il serait souhaitable, avec l'arrêt de la vaccination, d'avoir une connaissance de la situation immunitaire de l'ensemble du troupeau et que le LCV procède à des sondages sur l'ensemble du territoire.

Les **suivis zootechniques** envisagés pour disposer de statistiques fiables et d'indicateurs clés, n'ont pas été mis en œuvre. Pourtant, il nous a été confirmé qu'il existait avant la restructuration, au sein de la Division Production Animale, des agents en charge de ces suivis.

Certains agents ont été préparés à des enquêtes de suivi en 1994 par la DNE et le CFPE et il nous a été confirmé au cours de notre tournée que des fiches de suivi ont été élaborées et distribuées, mais dont les premiers relevés d'enquêtes n'ont jamais été collectés par aucune structure centralisatrice. Nous n'avons pu en effet obtenir au niveau du projet, aucun rapport d'activité donnant des résultats d'enquêtes ou de suivis existants.

Pourtant des dépenses ont été engagées (plus de 58 millions de F.CFA) pour la formation d'agents de terrain (de la DPA), pour des per-diems versés pour des collectes de données et pour la mise en place d'un central informatique.

De la même façon, pour les **suisvis d'écosystèmes agro-pastoraux**, qui devaient être exécutés par l'aménagement et l'hydraulique pastorale, la DAHP, des dépenses ont été engagées (plus de 37 millions de F.CFA) pour la formation d'agents, de collecte de données et l'achat de matériels techniques. Si l'on fait exception de la constitution de quelques herbiers dans les différentes régions, nous n'avons pas pu obtenir de rapports d'activités significatifs sur cette activité.

Les rapports d'activité soulignent les raisons des échecs de ces suivis dans leur ensemble, notamment l'insuffisance des moyens mis à disposition par le projet auprès des structures spécialisées, ceci est difficilement acceptable lorsque des sommes significatives ont été engagées.

Tout cela traduit encore, une insuffisance dans la coordination.

Volet 1 : Appui institutionnel à la DNE

- Multiplicité des activités impliquant une trop grande diversification des partenaires techniques du projet.
- Conduite des campagnes de vaccination avec un certain manque de coordination au niveau de l'information, de la sensibilisation et de la communication, avec les acteurs concernés, notamment les associations d'éleveurs, les vétérinaires privés et même certains agents du service public.
- Pas d'études économiques sur le coût réel des campagnes de vaccination et le niveau de leur recouvrement.
- Absence de la mise en place du FDE.
- Retard dans la mise en place du processus d'octroi du mandat sanitaire.
- Retard dans la mise en place du système national de surveillance épidémiologique.
- Echec concernant les suivis zootechniques et des écosystèmes pastoraux, malgré d'importants investissements en matériels et une volonté des agents de terrain pour s'impliquer dans ces domaines mais qui demandait un appui de ressources humaines spécialisées.

- Le volet 2 - « appui aux groupements d'éleveurs », pour un montant de 580.000 ECU, portant d'une part, sur l'aménagement pastoral, les productions de lait et de viande, l'aviculture villageoise et la fourniture de bœufs de labour, d'autre part sur l'organisation et le renforcement des groupements, enfin sur la formation.

Si l'on fait exception d'un document de la DNE donnant des termes de référence d'une étude pour la mise en œuvre de ce volet, ce volet, n'a connu aucun début d'exécution. La raison évoquée est qu'il n'existait pas au sein de la DNE de service spécifique compétent en matière d'organisation professionnelle et qu'il ne pouvait y avoir de rattachement institutionnel.

En tout état de cause, notre séjour sur le terrain, nous a confirmé l'existence de ces structures, organisées selon les régions, autour d'intérêts différents, dont certaines sont très actives (les producteurs/commerçants rencontrés à Bougouni par exemple) et appuyées quelquefois par des projets (le projet APEX à Ségou, le PAAP, le PAE, MALI-SUD et les AV dans la région de Sikasso, le PACL et le PRS dans la région de Mopti).

Volet 2 : Appui aux groupements

- Début d'un recensement des groupements d'éleveurs existants.
- L'étude spécifique concernant les groupements, recommandée par les missions de supervision, s'est bornée à la rédaction de termes de références.

- Le volet 3 - « appui à l'installation des membres de la profession vétérinaire », pour un montant de 600 000 ECU, par la mise en place d'une ligne de crédit finançant l'apport personnel de promoteurs éligibles au projet FED de création de PME/PMI.

Ce volet avait fait l'objet d'une étude en 1995 qui avait recommandé un certain nombre de mesures à mettre en œuvre. Parmi celles-ci, la **création de la CTAP** a bien été suivie, mais son rattachement à la CAMOPA ne lui permet pas d'avoir toute l'autonomie souhaitée et ne favorise pas l'émergence et l'implication d'un Ordre vétérinaire fort et mieux représentatif du secteur privé.

Si la mission a pu apprécier un certain nombre de réalisations de la CTAP, telles que la préparation de la relecture des textes, l'élaboration de textes concernant le mandat sanitaire, le recensement des unités, les travaux de Sikasso pour la mise en place d'un comité régional de réflexion et quelques actions de communication, elle a pu observer également qu'elle n'a pas pu jouer son rôle de conseil dans les agréments d'installation ou l'élaboration de dossiers d'appui à ces installations.

Néanmoins et bien que le projet n'ait financé aucune nouvelle installation, le nombre d'installations sur l'ensemble du territoire a pratiquement doublé en 2 ans. Cette augmentation est due surtout à la multiplication des dépôts, et non pas d'officines ou de cliniques vétérinaires, capables d'assurer toutes les prestations indispensables à l'encadrement des animaux, en plus de la vente des médicaments.

La multiplicité des dépôts secondaires, motivée par le nombre important d'importateurs qui cherchent à augmenter coûte que coûte leur chiffre d'affaires, a été largement facilitée par une législation non adaptée et pour laquelle des recommandations avaient été formulées. Cette législation permet d'une part aux grossistes d'être à la fois des importateurs et des détaillants et permet d'autre part, aux tenants d'officine de multiplier leurs points de vente.

Ceci a certainement contribué à améliorer la disponibilité des médicaments auprès des éleveurs mais en aucune façon à leur fournir des soins et des prestations de qualité, objectif totalement obéré par cette multiplicité de « boutiques », à vocation essentiellement commerciale.

Cette situation a confirmé la dérive du processus déjà annoncé en 1995 qui a conduit, notamment dans la zone sud, à une relative saturation en nombre des installations (78), mais a contrario, à n'apporter aucune amélioration de l'encadrement des éleveurs par le secteur privé, lequel s'est plutôt dégradé avec le retrait du secteur public, information qui nous a été donnée par la CMDT, mais que la mission n'a pu confirmer. Au lieu de recruter des vétérinaires pour l'encadrement des troupeaux de ses agro-éleveurs, il nous paraît souhaitable de recommander à la CMDT de contractualiser avec des vétérinaires privés installés.

En conclusion, la CTAP n'a pas pu jouer son rôle, notamment pour :

- freiner le dérapage du processus en l'absence d'application des textes et démarrer plus tôt ses travaux d'appui à l'assainissement de l'environnement législatif,
- proposer un schéma d'installation par région,
- contribuer à l'établissement de dossiers d'emprunt nécessaires à la mise en place de véritables cliniques.

De telles mesures auraient sans doute pu éviter la multiplicité des dépôts et la détérioration du service vétérinaire, tel que l'a perçu la mission au cours de son séjour.

Enfin le mandat sanitaire a fait l'objet de textes et les dossiers de demandes d'octroi devaient être examinés par toutes les compétences de la CTAP.

- Le volet 4 - « appui au Laboratoire Central Vétérinaire », pour un montant de 128 000 ECU, portant sur la formation de ses cadres et de ses techniciens.

Le LCV dispose des ressources humaines et matérielles d'un bon niveau pour en faire un outil indispensable dans le dispositif de protection sanitaire du cheptel. L'appui du PARC s'est bien intégré dans les besoins du LCV et semble avoir été profitable.

Sur financement du projet, seize agents techniciens du laboratoire ont reçu une formation au cours des deux premières années du projet en Afrique ou en Europe. Il semble que ces formations aient été bien ciblées et cohérentes avec les objectifs actuels du laboratoire.

Volet 3 : Appui à l'installation des membres de la profession vétérinaire

- Réalisation d'une mission d'appui à l'exécution de ce volet dont un certain nombre de recommandations ont été suivies :
 - arrêt du financement par le projet de nouvelles installations,
 - mise en place de la CTAP,
 - préparation de textes législatifs, notamment sur le mandat sanitaire,
 - élaboration d'un schéma directeur.
- Malgré ces éléments positifs, la mission a constaté :
 - le rattachement institutionnel de la CTAP ne lui donne pas toute l'autonomie souhaitée, malgré une autonomie discutable par rapport à la coordination,
 - une insuffisance de l'implication de l'Ordre dans la CTAP,
 - un dérapage dans les installations qui ont plus que doublé et surtout en ce qui concerne les dépôts secondaires,
 - un retard dans la préparation des textes et surtout dans leur application

Volet 4 : Appui au Laboratoire Central Vétérinaire

- Globalement les programmes de formation en appui au laboratoire semblent avoir été bien ciblés et bien exécutés.

CONCLUSIONS DE L'EXECUTION TECHNIQUE

I - Sur le fonds

- a) Le projet semble n'avoir été préparé que sur la base d'un seul document, sans analyse financière ex-ante, en l'absence d'un véritable dossier d'instruction.
- b) En dehors de son implication dans le processus de privatisation de la profession vétérinaire, il n'est pas certain que le Mali ait adhéré à tous les objectifs généraux du PARC, notamment dans certaines politiques régionales de l'élevage, plus particulièrement dans la constitution du Fonds de Développement de l'Elevage.
- c) Globalement, le bilan des investissements dans les différents services techniques, qui aurait pu paraître positif, est aujourd'hui remis en cause avec la restructuration des services.
- d) Un certain nombre de recommandations formulées lors des missions successives de l'unité de coordination, telles que le recrutement de l'assistant technique et la mise en place du comité de concertation, n'ont pas été suivies.
- e) Globalement, au cours de son exécution, les activités relevant du projet se sont multipliées, relevant une dispersion notable éloignant le programme de son objectif fondamental d'éradication de la peste bovine. Il n'y a pas eu de véritable approche des problèmes « par projet ». A sa décharge, le cadre institutionnel en plein flottement, a certainement contribué à ce que le projet ait eu des difficultés à se positionner.

II - Sur les aspects techniques

- a) Le projet a eu de bons résultats sur le plan de la santé animale au travers des vaccinations et notamment dans le contrôle de la peste bovine. Cependant aucune analyse, en dehors du taux d'efficacité vaccinale, n'a été faite et notamment en ce qui concerne le coût des vaccinations.
- b) Une insuffisance cependant demeure sur le plan des autres pathologies majeures avec :
 - une persistance des foyers de PPCB, sans doute parce qu'au niveau du terrain la différence des animaux cibles, entre PB et PPCB, a été mal perçue ;
 - très peu d'efforts semblent avoir été entrepris sur les autres pathologies telles que la PPR et la brucellose, sans doute parce que les activités de sensibilisation auprès des éleveurs ont été quasi inexistantes ;
 - peu ou pas d'actions de sensibilisation, ni auprès des éleveurs, ni auprès des agents des services techniques, en ce qui concerne l'évolution des politiques nationales et sous-régionales de la lutte contre la peste bovine et les autres pathologies ;
 - le principe de l'épidémiosurveillance a peu évolué au cours du projet.

- c) Sur le plan de l'évolution administrative, le problème du partenariat des acteurs du développement, n'a pas été vraiment pris en compte et le contexte législatif a peu évolué :
- les collectivités locales, les groupements d'éleveurs n'ont été associés à aucune activité et encore moins sur les aspects gestion ;
 - la privatisation de la profession vétérinaire a débordé vers la multiplicité des unités distributrices de médicaments, mais pas vers l'amélioration des services.
- d) L'absence d'un système de gestion cohérent et d'une comptabilité analytique est un obstacle majeur à tout suivi budgétaire et comptable du projet.
- e) L'absence d'indicateurs clefs et de mise en place de suivis zootechniques est enfin un obstacle à toute évaluation économique, aussi bien sur le plan de l'enjeu pour la maîtrise des maladies contagieuses concernées par le projet que pour la connaissance de l'impact du projet sur l'amélioration des revenus des éleveurs et des recettes de l'Etat.

IV. 3 - Coûts, plan de financement et niveau d'exécution financière du projet

IV.3.1 - Coûts du projet

La convention de financement signée le 18 août 1993, l'était pour un montant total de 3,6 millions d'ECU, dont 2,4 sur PIR et 1,2 sur PIN. Elle comportait quatre volets d'appui :

- l'appui institutionnel à la DNE, pour un montant de 2 060 000 ECU ;
- l'appui aux groupements d'éleveurs, pour un montant de 580 000 ECU ;
- l'appui à l'installation des membres de la profession vétérinaire, pour un montant de 600 000 ECU ;
- l'appui au Laboratoire Central Vétérinaire, pour un montant de 128 000 ECU.

A la date de la mission, le niveau des engagements n'était globalement que de l'ordre de 40 %. Cette situation et les retards significatifs dans l'exécution technique des activités, sont sans doute dus en partie, à une décision de financement prise sans étude financière ex-ante, sur la seule base du document de février 1993, « Projet de revitalisation du secteur élevage » (cf. 6).

IV.3.2 - Plan de financement

L'absence d'un devis-programme ex-ante et d'un dossier d'instruction financière couvrant la période du PARC III n'a pas permis à la mission de comparer le plan de financement du projet avec l'exécution financière présentée par la coordination.

IV.3.3 - Exécution financière du projet

- L'évolution financière de 1988 à 1997

Bien que l'évaluation du projet ne concerne que la phase III, il est tout de même pertinent de percevoir l'évolution financière de ce projet vis à vis des budgets établis pour les Devis Programmes (deux lors de la première phase, trois pendant la deuxième, enfin deux actuellement) depuis 1988. De l'examen - rapide - se dégagent deux observations principales :

- les montants financiers alloués au projet PARC au titre des Devis Programmes de 1988 à 1995 ont été utilisés à 100 %. Celui de 1996 est en cours d'exécution,
- les campagnes de vaccination de 1991, 1992, et 1993 ont été financées exclusivement par le fonds vaccin PARC (à concurrence de 271,8 millions de F.CFA).

Le tableau qui suit (en F.CFA) nous montre la situation financière globale des sept Devis Programmes pendant les trois phases.

Tableau I.1 : Situation financière des Devis Programmes

ANNEES DE REFERENCE	MONTANT DEVIS	EXECUTION DEVIS	RELIQUAT DEVIS
Phase I			
1988 - 1989	78 939 450	78 939 450	0
1989 - 1990	105 031 950	105 031 950	0
Phase II			
1990 - 1991	119 905 405	119 905 405	0
1991 - 1992	173 749 530	173 749 530	0
1992 - 1994	98 065 360	98 065 360	0
Phase III			
1994 - 1995	270 728 000	270 727 942	58
1996 - 1997	226 288 080	174 344 305	51 949 775
TOTAL	800 892 889	748 949 052	51 943 833

- La situation financière de la phase III

La gestion du PARC III est assurée par une équipe légère, dirigée par un Coordonnateur national, placé sous l'autorité directe de l'ex DNE.

Pour assurer correctement son rôle de gestionnaire, la Coordination du PARC III était censée :

- définir une programmation budgétaire adaptée aux objectifs et résultats attendus du PARC III,
- respecter les procédures de gestion ou d'organisation administrative en vigueur,
- assurer une animation permanente auprès des services qui sont chargés de réaliser les activités du projet, enfin,
- entretenir des échanges réguliers avec la Délégation de l'Union Européenne au Mali.

Dans la pratique, la gestion a souffert d'une organisation relativement complexe étant donné les différents intervenants administratifs. Elle a souffert également des enjeux institutionnels difficiles par l'absence d'organigramme et surtout de l'absence d'un dossier d'instruction financière couvrant la période du programme.

1. - Le budget

L'élaboration, l'exécution, le suivi puis l'évaluation du budget du PARC III sont des facteurs qui, sans doute sont en relation avec l'impact des réalisations de ce programme. A cet égard, le budget de ce programme peut être apprécié et suivi à trois niveaux.

a) le PIR et le PIN

Une première appréciation peut être réalisée en suivant la programmation budgétaire définie par l'Union Européenne laquelle répartit le budget du PARC en deux programmes indicatifs. L'un est « national » et l'autre est « régional ». Autrement dit, l'un est spécifique au Mali et l'autre à la totalité des pays de la « sous région » concernés par des programmes de lutte contre la peste bovine et appelé « Coopération Régionale ACP ».

Suivant cette programmation, le budget du PARC III de 3,6 millions d'ECU (2,3 milliards de F.CFA) a été attribué de la manière suivante :

- 2,4 millions sur le PIR (programme indicatif régional) et
- 1,2 millions sur le PIN (programme indicatif national)

b) les 5 volets

Une deuxième façon d'apprécier le budget du PARC III, consiste à suivre la programmation budgétaire établie par la Coordination du projet, laquelle répartit les 3,6 millions d'ECU en 5 volets de la manière suivante :

- Appui à la DNE : 2,06 millions d'Ecus (1,4 milliard de F.CFA),
- Appui au Groupement d'éleveurs : 580 000 ECU (377 millions de F.cfa),
- Appui à l'installation des privés : 600 000 ECU (390 millions de F.cfa),
- Appui au LCV : 128 000 ECUS (83,2 millions de F.cfa) et
- Imprévus : 232 000 ECUS (150,8 millions de F.cfa).

c) les Devis Programmes

Enfin, une troisième manière de présenter le budget consacré aux activités du projet, consiste à suivre la programmation budgétaire établie sur les « devis - programme » et sur le chapitre « marché sur appel d'offre international », ce dernier étant sous gestion directe de l'Union Européenne.

A cet égard, les activités des volets du PARC III, ont été réparties de la manière suivante :

- 118,6 millions sur « marché sur appel d'offre international »
- 270,7 millions sur le « devis de l'année 1 » et
- 26,2 millions sur le « devis de l'année 2 »

2. - Utilisation budgétaire

a) le PIR et le PIN

D'après les informations qui nous ont été communiquées par la Délégation de l'Union Européenne du Mali, au 1/04/97 ont été engagés :

- 175 000 ECU sur le PIR, soit 7,3% du budget prévisionnel, et
- 952 000 sur le PIN, soit près de 80% du budget prévisionnel.

Le suivi budgétaire est réalisé à Bruxelles au sein de la DG VIII par le service de « Comptabilité Administrative ». Selon certains de nos interlocuteurs rencontrés pendant la mission, « les imputations se font sur des éléments pas très connus au Mali, et par conséquent il est compliqué de s'y retrouver ».

Les tableaux I.2 et I.3, des pages 19 et 21, présentent le budget décidé le 3 juin 1993 et le suivi budgétaire de ses deux programmes au quatrième mois de 1997.

b) les volets

Lors de la mission d'évaluation, les consultants ont essayé de mesurer - avec la Coordination - le niveau de consommation budgétaire des volets du PARC III et pour lesquels des fonds assez significatifs ont été attribués.

Malheureusement, nous n'avons pas réussi à obtenir les informations nous permettant de faire un bilan d'étape. En effet, le suivi budgétaire des volets, tels que définis dans la convention de financement, ne peut pas être assuré par la Coordination du PARC III ce qui évidemment traduit un problème de fond. Pourquoi la Coordination n'arrive-t-elle pas à le faire ? Les réponses sont multiples :

- tout d'abord, par la décision de financer le PARC III prise en l'absence d'une évaluation technico-financière ex-ante... En effet le « projet de revitalisation du secteur élevage et de renforcement de la lutte contre la péripneumonie contagieuse bovine et aménagement pastoral en 4^è Région » fut soumis par les autorités maliennes à l'Union Européenne et accepté tel que. Dans ce document seulement sont définis le cadre politique et les lignes directrices mais aucun devis programme n'est présenté.
- par le non-respect de l'intitulé des « volets » qui figurent dans les deux devis-programmes de la phase III. C'est ainsi qu'entre le premier et le deuxième devis-programme l'intitulé des volets n'est pas le même. De ce fait, il est fort complexe de faire une lecture cohérente et aisée de ceux-ci. Comment se retrouver pour assurer un suivi budgétaire ?
- par l'incapacité de la Coordination d'assurer la coordination et le suivi budgétaire de la totalité des volets sous financement du PARC III. En effet, la Coordination n'a aucune information sur l'exécution financière du volet « appui à l'installation des privés » qui est réalisé par la Cellule Technique d'Appui à la Privatisation (CTAP)

laquelle est rattachée directement à la CAMOPA. A cet égard, la mission n'a pu collecter aucune information concernant l'exécution financière de ce volet, d'autant plus qu'au moment de l'étude, la CTAP était en cours d'informatisation de son suivi budgétaire et n'était pas en mesure de fournir des éléments actualisés.

Cependant, grâce à l'appui de la Comptable du PARC III, la mission a pu relever dans le tableau I.4 ci-après les différentes dépenses effectuées par le Projet PARC en appui aux différents volets, au titre des devis programmes des années 1995-1996.

Cette situation concerne toutes les dépenses cumulées depuis 1995 effectuées dans le cadre du projet de la revitalisation du secteur élevage PARC III jusqu'au 30 mai 1997.

Tableau I.4 : Dépenses PARC MALI III

Nature des dépenses	Montants (F.cfa)
1°) <u>DNE</u>	
- Santé Animale : Exécution campagne de vaccination contre les maladies animales	70 331 660
- Suivi Zootechnique : Formation des agents de terrain, collecte des données, achat de matériel technique et mise en place d'un central informatique	58 414 303
- Suivi des Eco-systèmes Pastoraux : Formation, Collecte des données, Restitution des données, Achat matériels technique montant	37 111 270
2°) <u>LCV</u>	
- Formation des Agents du LCV	23 323 737
- Mission de sérosurveillance	3 738 000
- Achat de Matériel de Laboratoire	4 194 359
3°) <u>CFPE</u>	
- Formations au Mali	28 933 755
- Formations internationales	39 896 014
- Achat de matériels didactiques et de laboratoire	11 812 392
- Appui à la formation aux Groupements d'Eleveurs encadrés par l'ONDY	9 399 995
- Mission de supervision et de contrôle paiement salaires et primes	141 503 425
Fonctionnement réparation et entretien des véhicules du PARC	
Communication : missions de sensibilisation	
- Matériel de communication	1 327 500

c) sur les devis-programmes

Sur le devis de l'année 1, la totalité des ressources financières a été utilisée, en revanche sur celui de l'année en cours, près de 52 millions n'ont pas encore été engagés. Les deux devis programmes sont présentés dans les deux tableaux récapitulatifs I.5 et I.6.

Tableau I.5 : Devis Programme n° 1

N° D'ORDRE	VOLETS	MONTANT INITIAL	MONTANT DEPENSE	DISPONIBLE
I.	Appui à la DNE	207 152 000	218 616 027	-11 464 027
II	Appui aux groupements d'Eleveurs	9 400 000	9 399 995	5
III	Appui au LCV	29 565 000	18 178 000	11 386 260
IV	Imprévus	24 611 000	24 533 180	77 820
	TOTAL	270 728 000	270 727 942	58

Tableau I.6 : Devis Programme n° 2

N° D'ORDRE	VOLETS	MONTANT INITIAL	MONTANT DEPENSE	DISPONIBLE
I	Appui aux services techniques	59 541 500	27 108 752	32 432 748
II	Appui à la DNE	63 249 500	32 147 300	31 102 200
III	Formation	54 817 500	46 889 782	7 927 918
IV	Coord. nationale	51 590 000	38 790 388	12 799 612
V	Imprévus	16 762 080	1 365 000	15 397 080
	TOTAL	246 960 580	147 301 222	99 659 358

Ces tableaux récapitulatifs reflètent l'évolution financière des deux devis programmes jusqu'au mémoire de paiement n°5 de l'année deux (les tableaux détaillés sont présentés en annexe I.2 de ce rapport)

3. - Le reliquat budgétaire

D'après le PIR et le PIN, le disponible non engagé serait - au 1er avril 1997 - de 2,2 millions et 248 000 ECU respectivement, soit un total de près de 2,5 millions d'ECU (environ près de 1,65 milliard de F.cfa)

En revanche, d'après le calcul établi suivant les mémoires de paiement (11 pour l'année 1 et 5 pour l'année 2), la Coordination estime le reliquat budgétaire de la phase III à environ 1,8 milliard de F.cfa.

La différence entre les estimations de l'UE et celles de la Coordination (0,15 milliard de F.cfa) met en lumière les difficultés pour suivre les trois budgets du PARC et met en exergue le rapprochement comptable à faire entre les fonds engagés par le PARC III et les fonds remboursés par l'UE afin d'avoir une seule « vision » financière sur ce point.

Toutefois, sur le coût des activités que la mission recommandera en vue d'aménager la convention de financement, nous tiendrons compte du « reliquat » budgétaire estimé par l'UE.

La réalisation d'un audit devrait être envisagée avant le démarrage de la prochaine phase du PARC, mais la validation de cette proposition sera laissée à l'appréciation du bailleur de fonds ou de l'ordonnateur national et exécuté selon les règles financières de la régie administrative sur financement FED.

4. - Remarques sur le budget du PARC III

Le reliquat budgétaire demeure fort important vis à vis des prévisions figurant dans la convention de financement. Cette situation « irrégulière », ainsi que l'élaboration, l'exécution et le suivi budgétaire appellent de notre part un certain nombre de remarques :

- L'évaluation financière de cette phase n'a pas respecté les procédures précisées et exigées par l'UE dans tous ces projets (élaboration d'un devis programme sur la période de référence),
- l'élaboration du budget des devis programmes ainsi que l'exécution et le suivi de ceux-ci traduisent les relations fort complexes - parfois conflictuelles - entre une coordination nationale (de surcroît éloignée géographiquement) et des structures ou services qui tout en étant sous la tutelle directe de l'administration sont censés réaliser les activités de terrain du PARC III.
- L'intitulé des volets figurant dans les deux devis programmes ne permet pas d'en faire une lecture cohérente et aisée. Comment s'y retrouver donc pour assurer un suivi budgétaire ?
- les volets figurant dans les devis programmes qui ont utilisé la totalité des montants alloués sont : l'appui institutionnel à la DNE, l'appui aux groupements d'éleveurs et celui réservé aux imprévus,

- en revanche, le volet qui n'a rien utilisé de son budget prévisionnel est : l'appui à l'installation des privés. Cette situation - anormale - illustre fort bien l'imprécision (la légèreté) qui a précédé l'élaboration budgétaire de la phase III du PARC.

5- Les décaissements

La compréhension des procédures relatives aux décaissements des fonds est bien maîtrisée par la Coordination du PARC et, particulièrement par la Comptable gestionnaire chargée d'assurer cette fonction. C'est la conséquence logique de près de 10 ans d'expérience au sein du PARC.

Toutefois, la Délégation de l'Union Européenne ayant constaté un certain nombre d'anomalies (sur les justificatifs, sur la présentation des mémoires...) a mis en place « de nouvelles règles » afin de mieux respecter les procédures de décaissements.

Comme dans tous ses projets, le décaissement au niveau du FED s'effectue au moyen d'un document appelé Mémoire. Ce document, qui est produit de façon périodique, est constitué de :

- mémoire de paiement,
- 1 certificat de paiement,
- 1 état récapitulatif de dépenses,
- 1 journal de régie d'avance,
- 1 état de rapprochement bancaire (accompagné de relevés bancaires),
- pièces justificatives.

Ce dossier de décaissement, après signature du Coordonnateur National du Projet et du Directeur National de l'Elevage, est transmis au FED au nom du Délégué.

Après vérification, le dossier est transmis par le FED à l'Ordonnateur National qui, à travers ses services techniques (Ministère des Finances, Direction Nationale du Budget, Division Aide Extérieure) fait le traitement.

Il est ensuite retourné au FED qui l'achemine à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) qui procède en dernière étape au virement dans le compte du projet.

Le temps pris par ce circuit de paiement varie de deux à trois semaines, voire 1 mois dans les conditions normales.

Pour aider la Coordination à consolider la comptabilité du projet, la Délégation a sollicité (et obtenu) que celui-ci soit épaulé par un cabinet d'expertise comptable indépendant. C'est ainsi que depuis un certain temps tous les paiements sur ordre du FED sont d'abord soumis à la vérification d'un cabinet d'expertise comptable avant dépôt.

Toutefois, la Coordination du PARC nous a fait remarquer que s'ils sont entièrement d'accord sur le « principe », en revanche, la mise en application de cette nouvelle procédure est intervenue à un moment où les activités du PARC étaient les plus intenses (prophylaxie de masse). De son point de vue, les implications de cette procédure sont de deux ordres.

1°) les avantages

- Amélioration des principes de travail.
- Apport d'innovations dans la tenue des documents comptables.

2°) les inconvenients

- La décision du FED d'interrompre tout règlement de mémoire avant la présentation du rapport de consolidation de la comptabilité par le Cabinet d'expertise a contraint le projet à solliciter des avances pour le déroulement des activités.

- Le ralentissement du rythme des activités, voire le retard accusé dans l'exécution de certaines missions est dû au manque de fonds.

La mission estime que les inconvenients provoqués par cette nouvelle démarche (temps de rodage) seront compensés par l'amélioration - qualitative et en temps - attendue comme résultat de cette nouvelle démarche. Par ailleurs l'application de cette démarche permet de former « sur le tas » les agents de la Coordination concernés par cette activité tout en renforçant la tenue des documents comptables.

Enfin, nous insistons sur la nécessité de former la responsable de la comptabilité du PARC en gestion des projets et en comptabilité analytique.

La liste des mémoires de paiement du projet présentés de 1995 à 1996 est présentée ci-dessous :

a) Mémoire de 1995 :

MEMOIRE	OBSERVATIONS	MONTANTS (F.CFA)
Mémoire I	(avance de démarrage)	100 000 000
Mémoire II		23 806 519
Mémoire III		23 899 197
Mémoire IV		30 551 383
Mémoire V		32 265 280
Mémoire VI		54 377 565
Mémoire VII		5 827 456
Mémoire VIII	(justification partielle de l'avance)	27 446 789
Mémoire IX		58 940 139
Mémoire X		10 980 800
Mémoire XI	(Reliquat justificatif avance)	2 632 214

b) Mémoire de 1996

MEMOIRE	OBSERVATIONS	MONTANTS (F.cfa)
Mémoire I	avance de démarrage	70 000 000
Mémoire II		24 756 309
Mémoire III		13 350 120
Mémoire IV		34 348 035
Mémoire V	dont 20 000 000 ont servi de justification partielle de l'avance du démarrage	51 889 841

A souligner que la gestion financière et les décaissements de la CTAP sont hors du champ d'intervention de la Coordination du PARC. En effet cette structure relève directement de la CAMOPA laquelle signe ses mémoires en tant que régisseur de la cellule. Dans ce sens, la liste des mémoires ci-dessus cités n'intègrent pas la comptabilité de la CTAP. Cette situation étant anormale, des recommandations seront formulées pour assurer la cohérence et la coordination de tous les volets sous financement du PARC III, tout en gardant l'autonomie requise par la CTAP pour bien mener ses activités.

6 - Le fonds vaccins du PARC

- Rappel sur sa mise en place

La vente des vaccins produits par le Laboratoire national est antérieure au démarrage du Programme Régional PARC et a donc contribué à faciliter la participation des éleveurs aux efforts des campagnes de vaccination de masse.

Ayant participé à toutes les phases du projet, la Composante Nationale du Mali, depuis 1988 a vu ses services de Santé Animale revitalisés jusqu'au niveau des villages.

Pendant les deux premières années, d'importants moyens ont été mis à la disposition de PARC-MALI pour lutter contre la Peste Bovine. C'est ainsi que des quantités importantes de vaccins furent achetées et des frais de tournées payés aux agents des équipes de vaccination pour les motiver. Au total 138 925 000 F.cfa étaient inscrits au protocole d'accord PARC-MALI-I pour l'achat des vaccins.

Après trois campagnes de vaccinations successives, la Coordination Nationale PARC-MALI, en rapport avec la Direction Nationale de l'Elevage, a pu constituer un « Fonds Vaccins-PARC » qui devrait aussi concourir à la création du Fonds de Développement de l'Elevage, une des conditions spéciales de la Convention de Financement du Projet.

Ce fonds vaccins PARC a été constitué par le produit de la vente des vaccins VT et T1 lors des campagnes de vaccination 1988-1989 et 1989-1990. Le vaccin était acheté à 10 F.cfa la dose

de VT et 15 F.cfa la dose de T1, soit 25 F.cfa les 2 vaccins qui étaient ensuite cédés aux éleveurs à 30 F.cfa.

La phase II du projet - appelée phase intérimaire - a réalisé une troisième campagne de vaccination (1990-1991) et soutenu ainsi la privatisation de la Profession Vétérinaire par l'installation de jeunes vétérinaires diplômés.

Toutefois, à cause des retards administratifs, le premier décaissement de la phase III n'est intervenu qu'en Août 1994 alors que la Convention de Financement a été signée en Septembre 1993.

A partir de là et avec l'accord du Bailleur de Fonds, le Fonds vaccins a été utilisé (220 000 000 F.cfa), assurant ainsi la liaison entre les deux financements.

Les modalités utilisées actuellement sont les suivantes : les deux vaccins sont achetés à 40 F.cfa puis cédés aux éleveurs à 70 F.cfa. La différence de 30 F.cfa représentant la marge bénéficiaire est ainsi répartie : agents de terrain : 10 F.cfa ; Direction Régionale et Secteur d'Elevage : 5 F.cfa ; Fonds vaccins PARC : 15 F.cfa.

Le compte vaccins PARC est logé dans une banque de la place. Le compte est encore fonctionnel et les mouvements y afférents se font sous une triple signature. A ce jour, il a mobilisé d'importantes ressources financières de l'ordre de 400 000 000 F.cfa.

L'utilisation de ce Fonds aura permis d'assurer la santé des animaux des bénéficiaires du projet lesquels continuent de l'alimenter ; d'autre part, il a permis à la gestion publique malienne d'alléger les dépenses relatives aux activités de vaccination contre la Peste Bovine.

L'expérience, à en juger par les résultats enregistrés, a eu un apport opportun et décisif pour l'exécution des activités de vaccination.

Néanmoins, la mission regrette que le prix de revient d'une campagne de vaccination ne soit pas évalué tout comme les effets attendus du projet concernant les revenus de l'Etat et des éleveurs. A cet égard des recommandations spécifiques seront formulées par les consultants.

- La situation financière du fonds vaccin

Communiquée par le service de gestion du PARC, elle se résume ainsi :

Montant de vente de vaccin ⁴ :	400 000 000
Intérêt créditeur :	<u>4 524 975</u>
TOTAL GENERAL :	404 524 975 F.cfa

L'intérêt créditeur ci-dessus cité a été engendré par un dépôt de 60 000 000 F.cfa (fonds vaccins) à la BDM de Septembre 1990 à Septembre 1991.

⁴ Le chiffre a été arrondi par le gestionnaire du PARC, les mouvements bancaire du moment le modifiant constamment.

Les dépenses effectuées sont libellées ci-dessous :

NATURE DES DEPENSES	MONTANTS (en F.cfa)
a) <u>CAMPAGNE 1991 - 1992</u> - Achat de Vaccins VT et T1 - ~ ~ morts/DNE - Paiement de per diem aux agents de terrain - ~ de frais fonctionnement (missions et autres) - ~ ~ réfection bâtiment PARC - Achat de matériels de bureau - Achat de matériels techniques (seringues, aiguilles) TOTAL a	69 661 900 3 661 000 13 323 16 75 453 63 2 566 500 3 352 340 9 660 000 177 410 530
b) <u>CAMPAGNE 1993-1994-1995</u> - Achat au LCV (Vaccins VT-T1) - Paiement de frais de fonctionnement - Achat de Vaccins aviaires (DNE) - Achat de Sérums physiologiques - Paiement de diverses dépenses/DNE - Avance remboursable au Projet Mali Nord Est - Avance Fonctionnement PARC TOTAL b	31 502 850 48 733 260 4 400 000 3 980 000 4 449 250 3 915 000 5 000 000 101 980 360
c) <u>CAMPAGNE 1996</u> - Paiement de Diverses dépenses fonctionnement DNE - Achat de solutés - Paiement de Per diem pour les Missions DAHP/DNE - Paiement reliquat formation cadre DNE en informatique TOTAL c	6 428 050 3 752 122 2 522 915 4 050 000 16 753 087
TOTAL GENERAL a + b + c	286 143 997

Le solde du compte au 6 juin 1997 est de **23 753 629 F.cfa** à cela il faut ajouter les frais de banque, les pertes enregistrées au cours des campagnes de vaccination et la valeur du stock physique de vaccin.

IV. 4 - Conditions préalables et mesures d'accompagnement du gouvernement

Les conditions préalables concernaient la mise en place d'un suivi-évaluation et l'identification de paramètres zootechniques et d'indicateurs de production.

Ces mesures auraient dues être prises par des zootechniciens spécialisés, dans des structures compétentes et hors projet.

Le comité de pilotage et par la suite, le comité de concertation recommandé par l'UC, ne se sont pas tenus et expliquent sans doute en partie, l'insuffisance de coordination dans le fonctionnement du projet.

V - FACTEURS ASSURANT LA VIABILITE

VI. 1 - Politiques de soutien

VI.1.1 - Les mesures d'accompagnement

Conformément à l'approche recommandée par le projet PARC, le Mali a suivi les mesures de convergence politique souhaitées à l'échelon régional et même continental. L'essentiel de ces mesures concernent les décisions législatives et réglementaires qui vont dans le sens des réformes structurelles recherchées : la décentralisation, le transfert des compétences aux organisations professionnelles et au secteur privé.

VI.1.2 - Les mesures économiques et financières

Une des raisons de l'échec du projet conjoint PC15, dans les années 70, a été l'absence de moyens des Etats pour suivre les actions en fin de projet. Or l'élevage est une des composantes principales de l'économie nationale et la poursuite des activités du projet, après projet, est une des conditions essentielles de réussite. Aussi, la mise en place du FDE était dans ce sens une des raisons de viabilité du projet.

VI.1.3 - Les mesures techniques

D'importantes formations, au niveau du LCV notamment, ont permis aux agents d'acquérir les technologies sans cesse en évolution et nécessaires à la bonne conduite des activités. Celles ci sont d'autant plus indispensables que le projet devra intégrer des réseaux régionaux ou internationaux, en épidémiosurveillance par exemple, dans lesquels ses agents devront être performants.

V. 2 - Protection de l'environnement

La dégradation des parcours par une surcharge d'animaux est un des arguments souvent avancé par les protecteurs de l'environnement. Il est prouvé qu'il n'en est rien, que les éleveurs gèrent leurs effectifs en fonction des opportunités sociales et commerciales. Les problèmes sont localisés, liés souvent à la gestion des points d'eau, à des problèmes fonciers et la mise en

place des suivis des écosystèmes pastoraux, prévus initialement dans le projet, était un des moyens de contrôle.

Par ailleurs, au Mali le déplacement des troupeaux vers les zones soudaniennes, plus humides, pose plus un problème d'association agriculture/élevage, de foncier, d'intensification de l'élevage avec une augmentation de sa productivité et enfin, peu de risques sur l'environnement.

V. 3 - Aspects socio-culturels/femmes et développement

Au Mali, comme dans les pays de la sous-région, la participation des femmes aux petits élevages ou aux produits de la traite, motive leur intérêt pour l'amélioration de l'état sanitaire des troupeaux. Aussi, le projet devrait avoir une action significative de développement auprès d'elles en intervenant dans le domaine de la santé des élevages à cycle court et des petits ruminants.

Par ailleurs, la capacité des femmes de se mobiliser sur un objectif commun, devrait les inciter à se regrouper en associations ou en groupements autour de centres d'intérêt tels que la production laitière ou la constitution de petites pharmacies villageoises. Cette dynamique devrait contribuer à la consolidation du processus de mise en place des groupements.

V. 4 - Analyses économiques et financières

L'impact économique du PARC III est réel au regard de l'augmentation des exportations, l'amélioration des recettes fiscales et, certainement aussi, l'impact financier auprès des éleveurs par l'amélioration de leurs revenus.

Toutefois il était impossible de faire une analyse, faute d'informations de base dans les domaines zootechnique, économique et financier. Il est impératif que ce programme pallie rapidement à cette insuffisance.

VI - SUIVI ET EVALUATION

VI. 1 - L'évaluation globale du programme PARC

Le programme PARC, financé depuis 1986 par l'Union Européenne n'avait fait l'objet que d'une seule évaluation globale en 1990.

Une nouvelle évaluation étant prévue, une mission de « pré-évaluation » a eu lieu de mai à juillet 1996 et ses conclusions approuvées par les Etats Membres de l'UE qui n'ont pas jugé nécessaire de procéder à une mission d'évaluation plus approfondie.

Cette mission a reconnu la pertinence du projet face à l'objectif global d'**amélioration des revenus tirés du secteur par les éleveurs et les Etats** et aux objectifs spécifiques qui en découlaient :

- l'éradication de la peste bovine et l'amélioration de la santé animale ;
- l'amélioration des services fournis aux éleveurs ;
- l'amélioration de la coordination panafricaine pour le développement de l'élevage et de la santé animale.

Cette mission d'évaluation note que « l'éradication de la peste et la surveillance de la santé animale sont des opérations de longue haleine qui doivent être menées à bonne fin, faute de perdre les acquis antérieurs ». Elle note également que « l'évolution progressive vers la prise en compte d'autres épizooties et la notion de contrôle des maladies apparaît également comme opportune ».

Sur un plan économique et financier, la mission relève l'absence d'analyse ex-ante, aussi pour l'ensemble du programme que sur les composantes nationales et que le suivi des activités, essentiellement technique, ne permet pas de procéder à une évaluation économique et financière du programme.

Aussi, les recommandations de cette mission visent à un recentrage des activités sur la santé animale et les domaines nécessitant une coordination régionale, notamment la peste bovine élargie à d'autres pathologies et la coordination des politiques nationales en matière de santé animale, y compris celles concernant l'épidémiosurveillance.

Concernant la privatisation des services, elle recommande un recentrage des activités dans le cadre d'une logique d'entreprise et surtout en fonction de l'objectif d'un meilleur service aux éleveurs, ces activités devant être plutôt prises en compte par les PIN.

VI. 2 - Evaluation des indicateurs de suivi

La coordination ne dispose d'aucun système de suivi-évaluation. Mis à part les tableaux de bord financier, aucun tableau de bord technique n'est disponible au niveau des volets, aucun indicateur de suivi ne semble avoir été défini.

VI. 3 - Revues/ évaluations

Les instruments de gestion technique sont à mettre en place dans les plus brefs délais et pourraient faire l'objet d'une conditionnalité pour le financement du prochain PARC. En effet les enjeux financiers, économiques et techniques sont trop importants pour soutenir un programme dépourvu de dispositif efficace de suivi/évaluation.

VII - PREPARATION D'UNE NOUVELLE PHASE DU PROGRAMME PARC

Une mission d'identification de la quatrième phase du programme PARC doit se dérouler au cours du dernier trimestre de 1997 en appui technique à l'Unité de Coordination du programme PARC auprès de l'OUA/IBAR à Nairobi.

La formulation de ce futur programme global d'intervention sera soumise au Comité du FED en vue d'un financement sur les Fonds Régionaux du 8ème Fonds Européens de Développement.

Cette mission d'identification, comme le souhaite la DG VIII, se penchera sur la mise en place de deux volets : un volet « Santé Animale » et un volet « Financier et Administratif ».

VII.1 - Le volet santé animale

La mission aura dans ses termes de référence, l'objectif de :

- 1) - **définir une stratégie globale d'éradication finale de la peste bovine** sur le continent en tenant compte de la situation épidémiologique actuelle de la maladie et des résultats obtenus dans la lutte contre celle-ci depuis la mise en œuvre du programme PARC ;
- 2) - **formuler plus particulièrement des recommandations opérationnelles** concernant les actions à conduire :
 - en matière de lutte et d'éradication proprement dite, dans les zones où la peste est encore endémique (Afrique de l'Est) ; en tenant compte des développements récents de la maladie ;
 - en matière de contrôle et de surveillance, dans les zones appelées à constituer le « *cordon sanitaire* » ;
 - en matière d'épidémiosurveillance et d'épidémiovigilance, dans les zones où la maladie semble avoir été éradiquée (Afrique de l'Ouest), en référence notamment aux dispositions du « *processus OIE de déclaration de pays indemne de Peste Bovine* » ;
- 3) - **évaluer en outre l'opportunité et la faisabilité de programme de lutte** contre d'autres épizooties transfrontalières majeures et proposer des synergies possibles d'interventions avec les systèmes de surveillance, d'épidémiovigilance et de coordination de la lutte contre la Peste Bovine déjà mis en place ou envisagés.

VII.2 - Le volet administratif et financier

Deux objectifs principaux ont été retenus dans le cadre de ce volet :

- 1) - **veiller à une mise à jour permanente de tableaux de bord financiers**, à la clôture des engagements qui peuvent l'être et au dégagement des reliquats financiers sur les projets successivement mis en œuvre jusqu'à ce jour ;
- 2) - **préparer un cadre de suivi administratif et financier** du programme permettant un suivi tant au niveau de la Commission que de l'UC de Nairobi

En ce qui concerne plus particulièrement l'éradication de la peste bovine, la stratégie générale sera différente selon les régions d'Afrique :

- **en Afrique de l'Est**, poursuite de la vaccination et du contrôle, évaluation de la situation épidémiologique et des services de lutte dans la zone d'endémie ;

- **en Afrique Centrale**, évaluation spécifique de la situation du cordon sanitaire avec des propositions d'amélioration de ce cordon ;

- **en Afrique de l'Ouest**, cessation de la vaccination en recommandant l'entrée des pays dans le processus OIE et instaurant une épidémiovigilance de la peste bovine.

En ce qui concerne **la privatisation**, la poursuite de l'appui par le programme est jugée comme indispensable et devrait être financée sur PIN.

Enfin en ce qui concerne **les associations d'éleveurs**, le programme PARC devra poursuivre son appui dans les pays où il est déjà engagé, en précisant ses domaines d'intervention et plus particulièrement en les ciblant sur les activités de santé animale de base.

VIII - CONCLUSIONS

Compte tenu de la perspective d'une nouvelle phase du PARC financée sur le 8ème FED et des orientations générales reprises en partie ci-dessus, la mission présente dans la deuxième partie de ce rapport un certain nombre de propositions qui pourraient être les éléments essentiels d'une **phase intérimaire du projet** susceptible d'être financée sur les reliquats de la convention.

Cette phase devra assurer la transition entre la phase actuelle et une future composante nationale du projet dans le cadre d'un nouveau programme régional.

Elle devra tenir compte notamment du souci de ne se concentrer que sur la santé animale avec en priorité le problème de la surveillance de la peste bovine. Toutes les autres activités et volets proposés, le sont comme des moyens indispensables à mettre en place pour parvenir à l'objectif spécifique essentiel de l'éradication de la peste bovine.

Les moyens proposés, sont également en conformité avec les recommandations émises dans le cadre du programme régional.

DEUXIEME PARTIE

PROPOSITIONS POUR UN REAMENAGEMENT DE LA CONVENTION

I - CADRE DU PROJET

I.1 - Cadre général

Suite à la mission d'évaluation globale du projet PARC, conduite en 1996 à l'échelon continental sur l'ensemble du projet, la DG VIII à Bruxelles a formulé certaines recommandations visant à recentrer le projet sur son objectif premier, l'éradication de la peste bovine et en conséquence, de se focaliser essentiellement sur la santé animale.

Cette nouvelle phase du PARC, dont l'étude de faisabilité demandera plusieurs mois, sera financée sur le 8^e FED et en tout état de cause, ne pourra démarrer au mieux qu'en 1999. Aussi il paraît souhaitable, qu'au niveau de son programme national, le Mali poursuive d'ores et déjà ses activités, en envisageant le réaménagement de la convention PARC-MALI III à partir des reliquats non encore engagés, tout en intégrant les recommandations de l'évaluation globale.

L'insuffisance de la coordination au cours des phases précédentes du projet PARC a conduit à recommander son renforcement. Aussi, la mission propose un réaménagement de la convention visant à la mise en place d'un premier volet d'**appui à la coordination** et trois volets techniques recentrés sur la santé animale : **l'appui à la santé animale** proprement dit, **l'appui à la privatisation** de la profession vétérinaire et **l'appui aux groupements** d'éleveurs.

Cette phase intérimaire sera très importante dans la mesure où elle sera jugée par les bailleurs comme une période au cours de laquelle le **Mali devra montrer sa capacité à prendre en charge ces objectifs et se rendre crédible pour conduire ce qui sera sans doute le prochain projet PARC IV.**

I.2 - Insertion institutionnelle du projet PARC-MALI III

Dans le contexte actuel de restructuration du MDRE, le coordonnateur aura un rôle relationnel extrêmement important à jouer avec les différents services techniques en place, services que le projet doit être en mesure de mobiliser, mais également avec les structures régionales et internationales. Aussi, la mission recommande son rattachement institutionnel directement auprès du directeur de la DNAMR, confirmant les décisions déjà prises par les autorités Maliennes.

Cependant, ce rattachement à la DNAMR, n'exclut pas, par rapport aux nombreuses relations que le projet aura à entretenir avec d'autres divisions techniques, de lui permettre des relations institutionnelles avec d'autres directions telle que la DGRC. Ces relations sont reprises dans le paragraphe suivant sur l'organisation du projet.

Par ailleurs et dans la mesure où le projet PARC aura à instaurer des relations étroites, au cas par cas, avec les chefs de divisions concernés de la DNAMR, mais également de la DGRC-SDR et avec la CTAP, il est nécessaire de rapprocher géographiquement la coordination en occupant les locaux qu'elle avait commencé de réhabiliter dans l'enceinte de l'ancienne DNE.

I.3 - Organisation et procédures d'exécution

Le rapprochement indispensable du projet avec les structures techniques, pourrait se faire selon l'organigramme proposé ci-contre.

Le Comité de concertation (CC), recommandé depuis deux ans devra être effectif et regrouper :

- les responsables techniques des différentes directions du MDRE impliquées, notamment de la DNAMR et de la DGRC-SDR,
- la coordination nationale,
- les responsables des différents volets,
- la Délégation de l'Union Européenne,
- les représentants des autres bailleurs de fonds impliqués directement ou indirectement dans le projet.

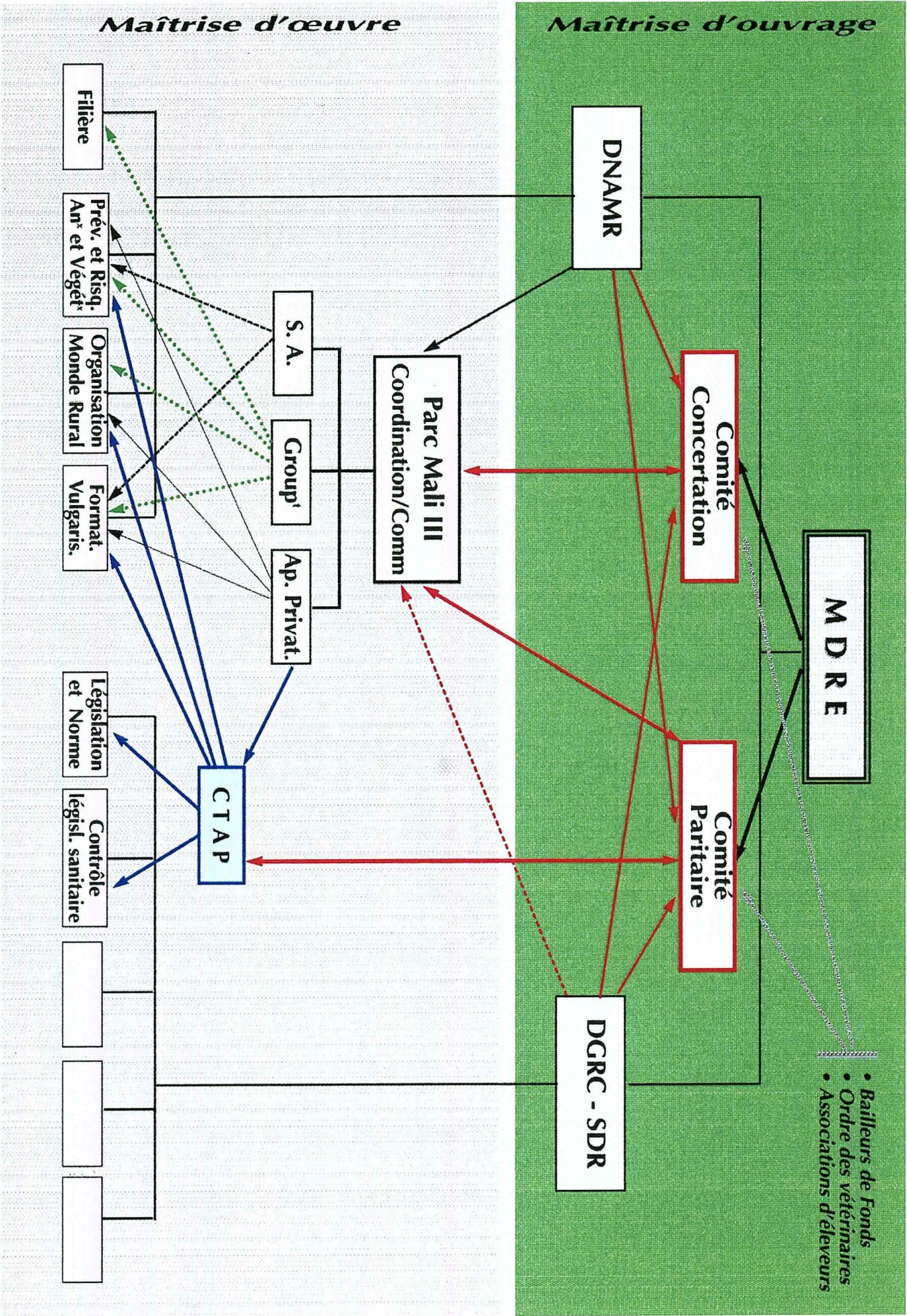
Le CC devra se réunir au moins tous les trimestres pour faire un bilan technique des activités exécutées par le projet au cours de la période écoulée et évaluer le programme prévisionnel proposé par la coordination.

Les composantes gestion, suivi-évaluation et communication doivent rester de la responsabilité de la coordination car elles sont des outils au service de tous les volets. La coordination dans ce domaine devra s'appuyer sur les services techniques spécialisés de la DNAMR et, notamment, sur la division « Formation Vulgarisation et Conseil Rural »

De la même façon, en ce qui concerne les volets techniques, le coordonateur doit pouvoir mobiliser le chef de la division « Prévention des risques et Protection des Animaux et des Végétaux », pour le volet santé animale et pour le sous-volet « épidémiosurveillance », la responsabilité des activités de terrain, d'échantillonnage, de prélèvements et d'analyses, seront confiées au LCV qui les exécutera selon une stratégie définie en collaboration avec la division « Prévention..., sous la responsabilité du chef de la DNAMR.

Le volet Groupement ; les activités seront conduites par la coordination en collaboration avec la division « Organisation du Monde Rural ».

Le volet Appui à la privatisation est exécuté par la CTAP et reste donc de la responsabilité dans la maîtrise d'œuvre de la coordination du projet. Nous avons souligné dans la première partie à ce sujet qu'il paraissait anormal à la mission que la CTAP dispose d'une trop grande indépendance vis à vis de la coordination, notamment dans le domaine financier. Ce volet relève de la responsabilité indirecte de la DNAMR, mais la programmation de ses activités, leur suivi, doivent être définies par le Comité Paritaire.



II - OBJECTIFS, RESULTATS ET ACTIVITES DE LA PHASE INTERIMAIRE (janvier 1998 - décembre 1999)

L'objectif global de la poursuite du projet demeure l'amélioration des revenus des éleveurs et de l'Etat par l'amélioration de la productivité.

L'éradication de la peste bovine et la lutte contre les maladies épizootiques sont toujours les objectifs spécifiques à atteindre pendant toute la période du PARC III.

Cependant la spécificité du cas malien, nous conduit à proposer un autre objectif, spécifique à cette période intérimaire (1998-1999), puisque le projet devra assurer avec succès les transitions de la phase actuelle avec la future phase du PARC IV dans le cadre du nouveau programme régional envisagé.

Pour y parvenir, la mission propose un réaménagement de la Convention en vigueur autour d'une organisation du projet qui comprendra quatre volets. Pour chacun des volets, nous proposons des objectifs spécifiques, des résultats et des activités et présenter enfin des budgets couvrant la période de référence.

Selon la méthode du cadre logique, cette organisation représentée dans les tableaux ci-dessous, est décrite dans les chapitres qui suivent. Il appartiendra à la Coordination, à partir de ce cadre, de finaliser cette présentation sous forme de devis-programme.

OBJECTIFS GENERAL ET SPECIFIQUES DU PARC III

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
Objectif général	Amélioration des revenus des éleveurs et de l'Etat	Revenus des éleveurs et recettes fiscales	Enquêtes auprès des éleveurs et des services publics, Missions d'évaluation externes	Dispositif de suivi-évaluation est opérationnel
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Eradication de la peste bovine et lutte contre les maladies épizootiques, - Assurer la transition de la phase actuelle avec le PARC IV 	Décision de l'OIE Réaménagement de la convention de financement	Evaluation de l'OIE Evaluation externe du programme (1998 et 1999)	Le réseau d'epidemosurveillance est opérationnel Bonne gestion des ressources et le renforcement de la coordination est réalisé

Objectifs, Résultats et Activités par Volet pendant la phase intérimaire

Volet Coordination	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
Objectifs spécifiques	<p>Conduire une programmation efficace</p> <p>Assurer une bonne utilisation des ressources financières</p> <p>Créer un système de suivi-évaluation</p> <p>Consolider le système de communication</p>	<p>Nombre des devis programmes "cadre logique"</p> <p>Tableaux de bord financiers par volet</p> <p>Tableaux de bord techniques par volet</p> <p>Nombre d'équipes constitués</p>	<p>Missions de supervision/évaluation</p> <p>Rapports budgétaires et comptables par volet</p> <p>Rapports de suivi-évaluation sur les volets du programme</p> <p>Evaluation / supervision externe</p>	<p>La méthode du cadre logique est maîtrisée</p> <p>La gestion assurée par la coordination est efficace</p> <p>Les services de terrain sont efficaces et bien appuyés</p> <p>L'appui d'un professionnel de très bon niveau est réalisé et le personnel formé</p>
Résultats attendus	<p>Amélioration de la gestion des ressources</p> <p>Renforcement des compétences</p> <p>Amélioration de la communication interne et externe et sensibilisation accrue des acteurs</p>	<p>Une seule régie pour tous les volets et application des nouvelles procédures</p> <p>Formations en gestion, suivi-évaluation et communication</p> <p>Périodicité des tournées de sensibilisation (radio, tv, affiches, plaquettes, autres ...), qualité et nombre des documents diffusés...</p>	<p>Evaluation/supervision externe</p> <p>Evaluation/supervision externe</p> <p>Sondages auprès des éleveurs et de l'administration, rapports de tournée, de la coordination</p>	<p>Comptabilité analytique est maîtrisée</p> <p>Les moyens nécessaires sont utilisés</p> <p>Les moyens sont disponibles et utilisés, le personnel est formé et efficace</p>
Principales activités	<p>Constitution du comité de concertation</p> <p>Recrutement de l'assistance technique</p> <p>Elaborer (terminer) le devis programme de la phase intérimaire</p> <p>Elaboration des tableaux de bord</p> <p>Formation des agents</p> <p>Faire l'inventaire de l'équipement actuel avant investissements</p>	<p>Nombre des réunions, notes...</p> <p>Nombre d' Homme/mois.</p> <p>Document Devis-programme du projet</p> <p>Nombre des tableaux de bord</p> <p>Nombre d'agents formés, jours de formations, thèmes...</p> <p>Rapports sur l'équipement actuel (informatique, voitures...)</p>	<p>S&E interne et missions de supervision externes</p> <p>SE interne et missions de supervision externes</p> <p>SE interne et missions de supervision externes</p> <p>SE interne et missions de supervision externes</p> <p>Missions de supervision externes</p> <p>Mission de supervision externes</p>	<p>L'administration appuie et participe à la démarche</p> <p>La coordination fait les démarches et assure le suivi</p> <p>La coordination est en mesure de faire le devis- programme</p> <p>La coordination a réalisé le travail</p> <p>Le budget est utilisé et le suivi assuré</p> <p>Disponibilité de l'administration</p>

Objectifs, Résultats et Activités par Volet pendant la phase Intérimaire

Volet Santé Animale	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
Objectifs spécifiques	<p>Mise en place d'un réseau d'épidémiosurveillance</p> <p>Poursuite de certaines campagnes de vaccination (PPCB et PPR)</p>	<p>Nombre de prélèvements et d'échantillons analysés</p> <p>Effectif du cheptel vacciné</p>	<p>Rapports d'analyse du LCV et des laboratoires régionaux et des missions de supervision</p> <p>Rapports des services vétérinaires et des missions de supervision</p>	<p>L'AT régional appuie la coordination nationale et assure la mise en œuvre de la FAO</p> <p>L'exécution est confiée aux privés quand cela est possible</p>
Résultats attendus	<p>Fourniture d'un flux d'information sur l'état de la population bovine</p> <p>Atteindre les résultats prévus par l'administration en matière de prélèvement et de vaccinations</p> <p>Amélioration des paramètres zootechniques et économiques</p>	<p>30% pour la PPCB (élevage intensif) et passer de 30 à 60% en zone agro-pastorale.</p> <p>Productivité, prix de vente, quantité commercialisée, exporté...</p> <p>Nombre des rapports et notes</p>	<p>Rapports du Suivi-évaluation et supervisions externes</p> <p>Rapports du Suivi-évaluation et supervisions externes</p> <p>Missions de supervision et évaluation externes</p>	<p>Le suivi-évaluation est opérationnel et les supervisions sont efficaces</p> <p>Le suivi-évaluation est opérationnel et les supervisions sont efficaces</p> <p>L'implication de tous les acteurs est assurée: postes vétérinaires à administration centrale</p>
Principales activités	<p>Réalisation des campagnes de vaccination</p> <p>Organisation et formation du réseau d'épidémiosurveillance</p> <p>Elaboration d'un plan d'intervention d'urgence</p>	<p>Cheptel vacciné par région, zone..., test sérologiques...</p> <p>Rapports du Laboratoire, de la Coordination, des postes de terrain, des missions de supervision, nombre d'agents formés</p> <p>Rapport "plan d'intervention d'urgence"</p>	<p>Rapports de la Coordination, du LCV et sondages auprès des éleveurs</p> <p>SE interne et missions de supervision externes</p> <p>Rapports du LCV et missions de supervision</p>	<p>L'administration et les privés sont efficaces et le PARC a fournit les moyens nécessaires</p> <p>Tous les acteurs du réseau sont formés, opérationnels et ont les moyens indispensables</p> <p>La DNMAR est mesurée de prendre des mesures d'urgence et L'UC du PARC (Nairobi) a fournit un appui conséquent</p>

Objectifs, Résultats et Activités par Volet pendant la phase intérimaire

Volet Privatisation	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
Objectifs spécifiques	<p>Mise à la disposition de tous les éleveurs des médicaments et des soins vétérinaires</p> <p>Mise en oeuvre du schéma directeur de la privatisation à l'échelon national</p>	<p>Nombre des privés installés, pharmacies, postes...Nbre d'éleveurs, nbre de soins (poste, zone, région), qté des médicaments vendus, prix des médicaments...</p> <p>Textes législatifs sur l'importation et distribution des médicaments, nombre des grossistes à l'importation et à la vente en gros, des détaillants, des ayants droits .Nombre de structures installées (officines, cliniques, dépôts...)</p>	<p>Rapports des postes vétérinaires, des régions, de la Coordination et missions de supervision</p> <p>Rapports de la CTAP, du suivi-évaluations, de la DNAMR, de l'ordre des Vétérinaires, étude de marché, et missions de supervision</p>	<p>Le cadre législatif est adopté concernant notamment l'importation et la distribution des médicaments</p> <p>La DNAMR, la DGRC-SDR et la CTAP sont efficaces, l'ordre des Vétérinaires est fonctionnel et les moyens utilisés</p>
Résultats attendus	<p>Renforcement des structures administratives</p> <p>Autonomie de la CTAP avec une responsabilisation de l'Ordre des Vétérinaires</p> <p>Renforcement institutionnel</p>	<p>Rapports de l'Ordre des vétérinaires, de la CTAP, de la DNAMR, du CRC, de la DGRC-SDR, nombre d'agents formés sur place ou à l'étranger, Statut des agents de la CTAP</p> <p>Textes législatifs, installation des nouveaux cabinets, application du mandat sanitaire</p> <p>Organigramme de la Coordination et de ses relations dans le cadre de la nouvelle restructuration du secteur</p>	<p>Rapports du Suivi-évaluation et supervisions externes Mission supervision ou évaluation extérieure</p> <p>Rapports administratifs, du Suivi-évaluation et supervisions externes</p> <p>Missions de supervision et évaluation externes</p>	<p>Les structures administratives fonctionnelles, le suivi-évaluation opérationnel et les supervisions efficaces L'Ordre est impliqué</p> <p>Le suivi-évaluation est opérationnel et les supervisions sont efficaces</p> <p>L'implication de tous les acteurs est assurée et l'organisation centrale et régionale est fonctionnelle</p>
Principales activités	<p>Elaboration du schéma directeur de la privatisation à l'échelon national</p> <p>Réalisation des formations</p> <p>Encadrement des candidats à la privatisation et suivi des privés installés</p> <p>Réalisation d'une étude de marché sur la privatisation de la profession vétérinaire</p>	<p>Rapport sur le schéma directeurs de la privatisation à l'échelon national</p> <p>Nombre des formations sur place ou à l'étranger</p> <p>Nombre des candidats suivis, encadrés et nombre des privés installés par région</p> <p>Rapport sur cette étude et évaluations de celle-ci</p>	<p>Rapports de la Coordination, de la CATP et des missions de supervision</p> <p>Rapports et notes de la CATP</p> <p>Rapports de la CATP et du suivi évaluation</p> <p>Rapports, notes sur la programmation du schéma directeur (région, zone...)</p>	<p>La conduction de la CATP est efficace et bien soutenue par une expertise locale</p> <p>L'identification, la programmation et la réalisations des formations est bien conduite par la CATP</p> <p>La CATP est pleinement opérationnelle</p> <p>La conduite et l'exploitation de cette étude par la CATP est assurée</p>

Objectifs, Résultats et Activités par Volet pendant la phase Intérimaire

Groupement d'éleveurs	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement à vérifier	Moyens de vérification	Hypothèses, risques
Objectifs spécifiques	Prise en compte progressive par les éleveurs d'une capacité d'assumer les soins de santé de base et d'en assurer le suivi	Nombre des groupements structurés, suivis, évalués...	Rapports de la Coordination, évaluation de l'étude stratégique, rapports et notes de la division AOMR	L'enquête sur les groupements de l'AOMR est exploitée, la typologie des groupements connue et la stratégie adoptée
Résultats attendus	Participation des éleveurs dans le processus de la santé animale Renforcement institutionnel Dynamique de certains groupements est renforcée	Nombre de GDS créés suivis, évalués Nombre d'agents formés et impliqués au sein de la division AOMR et de la Coordination Montant budgétaire affecté, crédits accordés, remboursés, par groupement (région, zone...)	Rapports du Suivi-évaluation et supervisions externes Rapports administratifs, du Suivi-évaluation et supervisions externes Rapports du SE, de la AOMR et ceux des missions de supervision externes	Les structures administratives sont fonctionnelles, le SE est opérationnel, les supervisions sont efficaces, et les groupements motivés Le SE est opérationnel, les formations réalisées, les consultants recrutés et les supervisions efficaces L'implication des acteurs est totale, les groupements sont dynamiques, l'organisation centrale et régionale est fonctionnel
Principales activités	Réalisation de l'étude socio-économique stratégique Réalisation des formations Affectation des crédits aux groupements dynamiques déjà existants	Evaluations de l'étude Nombre des formations auprès des groupements, de l'encadrement... Montant des crédits, par région, par typologie, l'impact sur la santé animale	Rapports de la Coordination et des missions de supervision sur l'application de la stratégie Nombre des modules de formation, rapports d'évaluation et notes de la Coordination Rapports de la Coordination, et du suivi évaluation	Les interventions d'un socio-économiste international et de trois nationaux sont conduites et la AOMR est fonctionnel La réalisations des formations est bien conduite par la Coordination, l'administration est impliqué et les groupements motivés Le SE est opérationnel, la Coordination bien structurée avec ses partenaires

II.1 - Le volet Coordination

II.1.1 - Définition de la Coordination

Dans le cadre des activités actuellement assumées par le Coordonnateur National, la mission recommande qu'il prenne prioritairement en charge, au même titre qu'un chef de volet, trois thèmes ou sous volets :

- la gestion proprement dite,
- le suivi-évaluation technique,
- la communication.

Si pour chacun des sous volets des objectifs et des résultats sont définis, le renforcement de la coordination devra se matérialiser par :

- le **recrutement de l'assistant technique** envisagé depuis deux ans et,
- la constitution effective du **comité de concertation**.

II.1.2 - Les composantes de la Coordination

Au cours de cette phase intérimaire, la coordination aura donc des tâches spécifiques autour des trois thèmes déjà évoqués ci-dessus.

II.1.2.1 - La gestion

II.1.2.1.1 - Objectifs spécifiques

Pour ce thème ou sous volet, il s'agira :

- en premier lieu d'établir une programmation/planification définissant les objectifs opérationnels des différents volets concernés ;
- en deuxième lieu, de conduire la bonne utilisation des ressources financières et logistiques par rapport à des objectifs opérationnels.

II.1.2.1.2 - Les résultats attendus

Pour atteindre ces objectifs spécifiques, un certain nombre de résultats intermédiaires sont à prévoir. Ceux-ci s'étaleront sur la période de référence et sont de plusieurs ordres :

- amélioration de la gestion des ressources allouées au PARC III (mise en place d'une comptabilité analytique),
- amélioration des procédures de gestion et de suivi financier et/ou d'organisation administrative,
- renforcement des compétences - en gestion - du personnel concerné par les activités du PARC.

II.1.2.1.3 - Les principales activités

Elles sont multiples et auront besoin de moyens spécifiques ; dès lors est envisageable un impact certain sur les activités et résultats attendus des autres volets. Parmi les principales nous citons :

- constitution effective du comité de concertation ;
- recrutement d'un assistant technique à long terme ;
- élaboration du devis programme de la convention sur la période de référence, suivant la méthode du cadre logique ;
- recrutement d'un gestionnaire - qui viendra en appui à la comptable du projet - notamment pour assurer la mise en place de la comptabilité analytique du projet et qui pourrait apporter un appui à la CTAP ; cette activité paraît indispensable pour assurer une bonne gestion des fonds du PARC par volet, le rôle du cabinet comptable d'expertise, n'ayant qu'une fonction de contrôle et de consolidation (cf. première partie point 5 du chap.IV.1)
- formation des agents : en premier lieu la comptable du PARC ;
- élaboration des tableaux de bord financier par volet et d'un tableau de bord récapitulatif ;
- diffusion des tableaux de bord par trimestre ;
- production des notes sur l'évolution budgétaire par semestre ;
- continuation des activités de gestion courante (décaissements, suivi bancaire, fonds vaccins..).

II.1.2.2 - Le suivi - évaluation

II.1.2.2.1 - Objectifs spécifiques

Pour ce thème ou sous volet, la mise en place d'un système de gestion (suivi-évaluation) technique efficace et pertinent vis-à-vis des objectifs et résultats techniques attendus demeure l'objectif spécifique.

II.1.2.2.2 - Les résultats attendus

Ceux-ci sont de plusieurs ordres et le PARC III pourrait les atteindre progressivement :

- renforcement de la capacité de programmation technique suivant le cadre logique,
- renforcement de la capacité de suivi et d'évaluation interne du PARC III,
- amélioration des compétences des agents concernés par les activités du PARC sur l'utilisation du système d'information.

II.1.2.2.3 - Les principales activités

Comme pour le premier sous-volet, elles sont nombreuses et auront un impact certain sur les activités et résultats attendus des autres sous-volets. Citons parmi les principales :

- recrutement d'un consultant spécialisé et expérimenté court terme pour la définition et la conception du système de suivi, la complexité de ce système de suivi à mettre en place nécessite l'appui d'un expert ayant un minimum d'une dizaine d'années d'expérience dans cette discipline (environ 2 mois d'activité y compris la rédaction du rapport) ;
- équipement (d'après les recommandations de l'étude) en logistique ;
- mise en place et test du système d'information ;

- formation des agents concernés (sur le tas et suivant la méthode « formation-action formation ») ;
- élaboration des tableaux de bord techniques par volet et d'un tableau de bord récapitulatif ;
- diffusion des tableaux de bord par trimestre ;
- production des notes techniques - par volet - trimestrielles ;
- réalisation (ou supervision) des études prioritaires (revenus attendus de l'Etat et des éleveurs, estimation du coût de revient d'une campagne de vaccination).

II.1.2.3 - La communication

II.1.2.3.1 - Objectifs spécifiques

Pour ce thème ou sous volet, la consolidation d'un système de communication efficace et d'impact vis à vis des activités du PARC III constitue le principal objectif spécifique.

II.1.2.3.2 - Les résultats attendus

La consolidation d'un système de communication opérationnel ne sera que l'effet combiné de trois résultats intermédiaires. Ceux-ci sont :

- la sensibilisation des opérateurs concernés (éleveurs et privés dans un premier temps),
- l'amélioration de la communication interne et externe,
- le renforcement des compétences des agents du PARC concernés par ce thème.

II.1.2.3.3 - Les principales activités

Un certain nombre d'activités sont prévues qui pourraient être conduites en partenariat et en coordination avec les spécialistes de la coordination régionale du PARC. Ces activités devraient se traduire par un impact certain sur les activités et résultats attendus des autres volets. Parmi les principales activités, nous pouvons citer les suivantes :

- recrutement d'un consultant spécialisé et expérimenté à court terme pour la définition, la programmation, l'évaluation des moyens, du coût, la supervision ...du système à mettre en place (plusieurs missions) ;
- mise en place et test du système de communication ;
- animation, information et sensibilisation-formation du réseau des agents du PARC concernés (des réunions mensuelles avec l'appui d'un consultant spécialisé sont à prévoir) ;
- élaboration des supports de sensibilisation et d'information avec l'appui d'un professionnel local¹ ;
- organisation et diffusion audiovisuel (radio, T.V., presse écrite...) des supports au niveau national ;
- élaboration des supports décrivant les objectifs du PARC, ses principaux résultats, ses activités significatives...avec l'appui d'un éditeur professionnel de la place ;

¹ Voir en annexe II.1, une proposition du Centre de Services de Production Audiovisuelle (CESPA), qui pourrait apporter un appui au projet, en partenariat avec le conseiller technique communication du projet régional PARC.

- diffusion des supports auprès de structures privées et publiques impliquées par les activités du PARC ;
- suivi-évaluation des activités réalisées : production des notes semestrielles.

II.1.2.4 - Etudes complémentaires

Parmi les études qui pourraient être réalisées dans le cadre du réaménagement du financement du PARC-MALI III, figure une étude importante sur l'ensemble du secteur élevage et dont l'exécution pourrait être prise en compte dans le cadre du Programme Indicatif National du Mali sur le 8^e FED. Aussi, une provision à cet effet est programmée dans le budget du volet coordination.

La DG VIII envisage de réaliser une **étude sectorielle élevage** qui pourrait définir quelle stratégie adopter en termes de développement de l'élevage dans le cadre du futur 8^eme FED sur le PIN. Dans le cadre de ces études complémentaires, cette étude sectorielle pourrait être réalisée dès à présent sur les reliquats du PARC-MALI III et aborder tous les secteurs : appui à la réorganisation du MDRE, appui aux organisations professionnelles, étude des filières de production, formations etc.

II.2 - Le volet appui à la santé animale

L'objectif du projet, recentré sur la santé animale, demeure l'éradication de la peste bovine et la lutte contre les maladies épizootiques. Les volets privatisation et appui aux groupements sont des moyens d'atteindre les objectifs de ce volet.

Dans le volet santé animale, deux thèmes ou sous-volets sont à prendre en considération, la mise en place d'un réseau d'épidémiosurveillance dans le cadre d'un système national de surveillance épidémiologique et la poursuite ou le renforcement des campagnes de vaccination obligatoires.

II.2.1 - Le Système National de Surveillance Epidémiologique

Le risque de voir émerger au Mali, comme dans toute l'Afrique de l'Ouest, une nouvelle souche de peste bovine du type de celle de l'Afrique de l'Est, est d'autant plus grand que la densité de la faune sauvage est beaucoup plus faible. Ce risque oblige à mettre en place un réseau d'épidémiosurveillance spécifique consacré à la surveillance de la peste bovine

Ce réseau devra s'intégrer au Système National de Surveillance Epidémiologique (SNSE) et se faire avec l'appui de l'assistant technique, basé à Bamako, qui sera en charge de la coordination régionale du projet « Epidémiologie Surveillance » de l'OUA-IBAR, projet dont la mise en œuvre est confiée à la FAO. Ce projet, chargé lui-même d'animer un réseau de 20 à

25 laboratoires et unités d'épidémiologie dans les pays du PARC, devra renforcer la surveillance épidémiologique au niveau de chaque pays de la région intertropicale et instituer des liens entre tous les pays, notamment dans la collecte de l'information et de la communication.

II.2.1.1 - Objectifs spécifiques

Aussi, au niveau du Mali, le réseau spécifique peste bovine aura pour objectifs de donner au pays les moyens :

- de déceler, au travers d'un échantillonnage cyclique (basé sur la connaissance des effets saisonniers), l'éventuelle circulation du virus bovipestique ;
- de s'assurer que tout foyer de maladie évoquant la peste bovine, soit signalé et fasse l'objet d'études cliniques épidémiologiques et de laboratoire.

Les investissements réalisés pour la mise en place de ce réseau, pourront être valorisés par leur exploitation dans le cadre du SNSE pour d'autres activités de surveillance et notamment en :

- assurant la surveillance d'autres grandes maladies infectieuses d'importance économique majeure (PPCB, brucellose, charbons, brucellose, pasteurellose ou rage) pour le bétail bovin.

II.2.1.2 - Résultats attendus

La **surveillance vis à vis de la peste bovine**, sur un plan national, doit également s'inscrire dans le cadre d'un réseau régional et impliquer aussi bien les agents du secteur public que les privés et les éleveurs.

Le résultat attendu, consiste par l'organisation d'un flux d'informations sanitaires, de pouvoir disposer des données permettant de suivre l'état de santé de la population bovine, avec comme thème majeur la peste bovine. Tous les acteurs concernés devront être impliqués dans cette surveillance, depuis les postes vétérinaires, jusqu'aux services publics de la capitale, en passant par les éleveurs, les vétérinaires privés, les aires d'abattage, les abattoirs, les laboratoires etc.

En tout état de cause, le réseau d'épidémiosurveillance ne doit pas servir de prétexte à financer les services de terrain tels qu'ils existent actuellement, sous prétexte qu'il n'y a plus de vaccination.

Le projet mis en place dans le cadre du programme PARC est axé sur la peste bovine, mais les moyens apportés pourraient conduire à d'autres résultats et surtout la création d'autres réseaux, pour la PPCB, la brucellose, la rage..., réseaux pour lesquels les acteurs ne seront pas forcément les mêmes et dont la responsabilité pourrait incomber à une autre division que celle dépendant de la DNAMR, comme par exemple une division de la DGRC-SDR, dans l'hypothèse où la surveillance devrait se faire à partir des abattoirs.

La surveillance des autres maladies infectieuses se fera à partir de contrôles sérologiques et cliniques sur des échantillons représentatifs de la diversité des situations (systèmes de production, zones agro-écologiques, saisons...).

II.2.1.3 - Les principales activités

L'arrêt de la vaccination contre la peste bovine implique, selon le processus de l'OIE pour l'obtention du statut de « pays indemne », la constitution d'un ***réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine***, responsable du système d'information sanitaire relatif à cette épizootie.

Ce réseau d'épidémiosurveillance sera le premier élément concret du SNSE au Mali. Il pourrait être composé de :

- un comité de pilotage,
- une unité centrale,
- cinq unités régionales,
- 35 postes d'observations,
- des groupements d'éleveurs.

- 1) **Le comité de pilotage** doit fonctionner sous la tutelle de la DNAMR, avec la participation de la division « Prévention des risques et protection des animaux et des végétaux », mais également pour partie, sous tutelle de la Direction de la Réglementation et du Contrôle et la direction du LCV qui sera le pilier technique du réseau. A leurs côtés, seront impliqués des représentants des différents partenaires, les vétérinaires privés, les agents des postes vétérinaires de terrain, des représentants de groupements d'éleveurs et éventuellement des bailleurs de fonds impliqués. Le comité aura pour mission d'organiser le fonctionnement du réseau, de donner des instructions à l'unité centrale, de déterminer le niveau des échantillonnages, d'évaluer régulièrement les résultats, de communiquer les résultats à l'échelon national, régional et auprès de l'OIE.
- 2) **L'unité centrale** aura pour rôle d'assurer la coordination du réseau. Elle devrait être localisée géographiquement au niveau du LCV et être en relation avec les bureaux techniques de la DNAMR chargés de la santé animale. Elle assurera l'animation des unités régionales, recueillera les données, en vérifiera les informations, en assurera le traitement et la synthèse avant leur publication.
- 3) **Les unités régionales** seront chargées d'animer et d'encadrer les acteurs de terrain: agents des postes vétérinaires, vétérinaires privés et représentants des GDS dans les groupements d'éleveurs. Elles seront chargées de collecter les échantillons prélevés au niveau du terrain, de traiter ce qui sera possible et d'acheminer l'essentiel vers l'unité centrale. Elles pourront être basées au niveau des laboratoires régionaux.
- 4) **Les postes de terrain** sont représentés à la fois par les postes vétérinaires chargés de l'observation, les vétérinaires privés et les groupements d'éleveurs. Ils seront chargés du travail d'enquêtes dans les troupeaux, suivant les protocoles établis au niveau central avec l'appui du consultant épidémiologiste et de la collecte des informations de base accumulées à partir des prélèvements sérologiques ou biologiques. Ces informations seront traitées par les laboratoires et l'unité centrale chargée d'organiser l'ensemble des flux de matières (prélèvements) et d'informations pour lesquelles les protocoles de prise de données seront définis.

II.2.2 - Les campagnes de vaccination

Il ne s'agit pas, dans ce sous-volet, de faire exécuter de vastes campagnes par les services publics comme cela s'est pratiqué pendant de nombreuses années, mais surtout de sensibiliser les éleveurs, au travers des groupements, pour que ces campagnes fassent l'objet de demandes de leur part. En effet, les risques d'épizooties de PPCB et de PPR et l'arrêt de la vaccination contre la PB, devraient justifier la mise en place de campagnes de vaccination dans la mesure où elles seront prises en charge par les éleveurs, d'autant plus qu'elles impliqueront la participation des vétérinaires privés.

II.2.2.1 - Objectif spécifique

La vaccination contre la PPCB ne fera sans doute pas l'objet d'appuis dans le futur PARC IV, néanmoins elle peut tout de même être envisagée, dans la mesure d'une part où elle sera prise en charge par les éleveurs qui en sont demandeurs ou au travers des GDS qui devraient se formaliser au sein des groupements et d'autre part parce que cela devra être un élément incitatif à l'installation de vétérinaires privés par les revenus que ces campagnes pourront leur apporter. Aussi la poursuite des **campagnes de vaccination** de ces maladies ciblées, telles que la PPCB mais aussi de la PPR, doivent être envisagées dans le cadre du projet intérimaire et être renforcées lorsqu'elles existent déjà, avec pour objectif spécifique celui d'assurer le contrôle de ces maladies.

Vis-à-vis d'autres pathologies, la brucellose par exemple, de nouvelles campagnes pourront être mises en place pour diminuer leur prévalence et leur incidence en termes économiques.

II.2.2.2 - Résultats attendus

Chaque fois que cela sera possible, ces campagnes devront être exécutées par l'intermédiaire des vétérinaires privés dans le cadre de leur mandat sanitaire.

Dans les zones d'élevage extensif où aucun vétérinaire privé ne sera encore installé, les services de l'élevage devront assumer ces campagnes de vaccination. Dans certaines zones, elles pourraient être l'objet d'un élément incitatif à l'installation de nouveaux vétérinaires privés en budgétisant sur le projet une subvention à verser au promoteur, par vaccination et diminuer ainsi le montant du coût à recouvrer auprès de l'éleveur.

Les résultats attendus sont, par une relance significative de ces campagnes, d'atteindre les objectifs de vaccination fixés dans le document d'étude de la privatisation du CIRAD-EMVT (1995). Nous avons pris ainsi pour hypothèse, pour la PPCB, de passer à 30% d'animaux vaccinés en zone d'élevage extensif et de passer de 30 à 60% en zone agro-pastorale en cinq ans. Pour la PPR, il s'agit de passer de 0,1% à 5 ou 10% selon les zones.

Ces hypothèses sont parfaitement réalistes avec la participation des vétérinaires privés si toutes les conditions leurs sont données pour exercer.

Dans le cadre du projet nous avons retenu un effectif moyen et relativement modeste qui pourrait être vacciné sur deux ans, soit directement par les vétérinaires privés dans le cadre du mandat sanitaire (MS), surtout en zone agro-pastorale, mais également dans les zones plus difficiles avec une subvention à la vaccination, pour les inciter à s'installer, soit directement par

des postes vétérinaires lorsque aucun privé ne sera en mesure de vacciner alors que la vaccination sera jugée indispensable par rapport aux risques d'épizooties.

Les chiffres estimatifs repris dans ces tableaux sont d'ordre indicatif et bien entendu, n'engagent que les auteurs.

Enfin, le résultat principal attendu est, par l'intermédiaire de ces campagnes de vaccination, de participer à l'amélioration des paramètres zootechniques des troupeaux et à l'augmentation de leur productivité.

II.2.2.3 - Les principales activités

Le projet devra être en mesure d'apporter les moyens pour la conduite de ces campagnes, en complétant certains équipements des services publics et également en lui donnant la possibilité de financer le mandat sanitaire dans les zones d'élevage extensif. Cette mesure étant, rappelons le, un moyen d'incitation d'installation des privés.

Dans le tableau II-2 p. 55, nous avons budgétisé pour ces campagnes, d'une façon tout à fait forfaitaire, des sommes qui seront allouées par le projet, soit pour les vaccinations à conduire directement par les services techniques dans les zones à risques d'épizooties non couvertes par des privés, soit sous forme de subvention par animal vacciné, allouée aux privés, pour les inciter à s'installer dans les régions les plus difficiles. Bien entendu, ces chiffres devront être affinés par la coordination lors de la préparation du DP.

Dans les autres zones, plus favorables, dans lesquelles les privés seront présents et titulaires du MS, les campagnes seront totalement assurées par les privés.

Ces campagnes, comme l'arrêt de celle contre la peste bovine et sa surveillance, passeront par une forte préparation et une sensibilisation des éleveurs, au travers des groupements ou des associations. Les vétérinaires privés devront être associés aux activités de sensibilisation comme aux campagnes.

II.2.3 - Les moyens attendus grâce au projet

II.2.3.1 - Les équipements

Dans le principe, il est hors de question de constituer de nouvelles structures des services de l'élevage mais bien de s'appuyer sur les structures existantes. Aussi, le projet aura dans un premier temps à s'assurer du bon état de l'équipement en place, voire de le compléter et de prévoir les moyens financiers pour conduire les activités propres du réseau ou celles de vaccination lorsque celles-ci seront demandées. Le projet devra s'assurer de la disponibilité des moyens pour la formation et la sensibilisation des agents des postes, des vétérinaires privés, des éleveurs des GDS. Ensuite dans le fonctionnement courant, le projet attribuera les moyens pour assurer les déplacements, les prélèvements, et les rémunérations spécifiques aux activités du réseau.

Les équipements pris en charge par le projet pour l'unité centrale, les unités régionales et les postes d'observation, concernent les moyens de déplacement, les moyens de bureau : informatique, impression et photocopieurs, les moyens de communication et enfin les moyens de prélèvement.

Le projet apportera les moyens de fonctionnement de ces équipements, mais uniquement pour les activités conduites dans le cadre du réseau.

II.2.3.2 - Les formations et la sensibilisation

Elles concerneront les formations ou le recyclage de tous les agents impliqués dans le réseau. Ces formations se feront au travers d'ateliers en informatique, selon les catégories des agents et dont les thèmes seront : l'informatique, l'épidémiologie et la collecte des informations et des prélèvements.

La forte sensibilisation des éleveurs, au travers des groupements, sera mise en œuvre ainsi que des petites formations locales par les agents des postes vétérinaires, notamment sur le diagnostic clinique de la peste bovine, mais également sur les politiques nationales en matière d'épidémiosurveillance ou de vaccinations. Chaque fois que cela sera possible, les vétérinaires privés seront associés à ces activités.

II.2.3.3 - Interventions d'urgence

En cas d'apparition de foyers de peste bovine, confirmée par le LCV, la division Prévention des risques de la DNAMR devra pouvoir prendre les mesures d'urgence : confirmer sur place la maladie et prendre les mesures nécessaires, soit en vaccinant, soit en appliquant la quarantaine, en surveillant ou en faisant abattre.

Il sera nécessaire de préparer un **plan d'intervention d'urgence**, avec l'aide de l'Unité de Coordination du PARC à Nairobi, conformément à l'esprit du séminaire de l'IBAR-FAO, tenu à Bamako en 1995 sur la gestion et le programme EMPRES de la FAO.

Ces actions seront conduites en concertation avec le réseau régional et une provision de fonds sera mise à disposition par le projet.

II.3 - L'appui à la privatisation de la profession vétérinaire

II.3.1 - Objectif spécifique

L'objectif de ce volet, rappelons-le est, tout en contribuant à l'amélioration du processus de privatisation de la profession vétérinaire, de mettre à la disposition de tous les éleveurs, les médicaments et les soins vétérinaires. Cet objectif passe par celui de l'exécution du schéma directeur de la privatisation à l'échelon national.

II.3.2 - Résultats attendus

Pour la mise en œuvre de ce volet, la mission d'évaluation de 1995 avait recommandé que soit donné à la CTAP toute l'autonomie qui lui est nécessaire en la sortant de toute tutelle institutionnelle, et de donner à l'Ordre des vétérinaires, au sein de cette cellule, les moyens pour acquérir un rôle de responsable, beaucoup plus présent et plus représentatif du secteur privé.

Un des premiers résultats attendus est donc de voir l'Ordre des vétérinaires endosser toutes ses responsabilités vis à vis de la profession en se substituant progressivement à la CTAP. Ceci passe au préalable par le bon fonctionnement de la CTAP avec l'appui du projet.

Structure d'exécution, la CTAP quant à elle, doit conduire ses activités selon un programme approuvé par le Comité Paritaire.

Dans les régions, elle doit s'appuyer sur des structures relais informelles, rassemblant les compétences de la DNAMR et de l'Ordre. Dans la région de Sikasso, elle s'appuiera également sur le Comité Régional de Concertation (CRC), lui-même indépendant et rassemblant les compétences de l'Ordre régional et de toutes les structures impliquées localement, les organisations professionnelles notamment.

Les fonctions de contrôle resteront sous la responsabilité de la nouvelle Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle du secteur du Développement Rural (DGRC-SDR).

La responsabilisation de l'Ordre des vétérinaires pour, progressivement prendre à son compte les activités de la CTAP, est l'un des résultats attendus, notamment en ce qui concerne :

- le cadre législatif ;
- l'installation de nouveaux cabinets, la réhabilitation de certains, voire la suppression de ceux qui ne répondent pas aux critères requis ;
- la mise en application du mandat sanitaire.

II.3.3 - Les principales activités

Les activités que la CTAP aura à mener très rapidement, concernent en premier lieu les mesures d'ordre législatif à prendre dans les meilleurs délais, notamment celles concernant

l'importation et la distribution des médicaments vétérinaires, les ayants droits à l'exercice de la profession et le niveau des diplômes exigés. La mise en place d'un environnement législatif acceptable permettra ensuite la programmation et l'exécution du schéma directeur de la privatisation à l'échelon national.

II.3.3.1 - L'environnement législatif

Rappelons que des notions fondamentales sont spécifiques à la législation vétérinaire et incontournables dans leur application. Aussi, un certain nombre de mesures sont à prendre dans les meilleurs délais et notamment :

- 1) Importation et distribution de médicaments vétérinaires, avec pour objectifs ceux de :
 - limiter le rôle des grossistes à l'importation et à la vente en gros ;
 - préciser le rôle des détaillants et des ayants droit, en fonction des catégories de médicaments.
- 2) Redéfinir les appellations des différents types de structures installées en levant les confusions entre officine, clinique, dépôt et dépôt secondaire.
- 3) Redéfinir les ayants-droit à l'installation et à la tenue des unités principales et secondaires.
- 4) Dans un souci de disposer au Mali d'une réglementation conforme à celle de la sous-région et correspondant à celle recommandée par l'OIE, la redéfinition de certains textes devrait être entreprise dans les meilleurs délais, notamment ceux donnant droit aux seuls docteurs vétérinaires² de pratiquer certaines opérations et interventions de santé animale et l'utilisation des médicaments des tableaux A et B.

II.3.3.2 - Le schéma directeur de la privatisation

L'environnement législatif étant défini et applicable, toutes les mesures visant à exécuter le schéma directeur de privatisation de la profession vétérinaire peuvent alors être mises en œuvre sous réserve qu'elles s'intègrent dans un environnement économique et financier acceptable.

Un certain nombre d'activités seront à conduire dans ce sens par la CTAP qui pourrait être appuyée par une expertise locale.

Dans ce sens, devrait être réalisée une étude de marché de la profession vétérinaire privée, prenant en compte par région, le marché des médicaments, celui des soins, le rôle économique que le mandat sanitaire pourrait jouer, mais également toutes les charges auxquelles le promoteur serait soumis, notamment le système d'imposition, les taxes à l'importation et leur

rôle par rapport aux médicaments importés frauduleusement, les marges applicables, les charges financières dans le cadre de crédits et enfin les coûts financiers des appuis comptables et de gestion.

² Au Mali, le cas particulier des ingénieurs d'élevage, pourrait être réglé par la promulgation d'une liste dérogatoire d'agents autorisés à exercer les mêmes fonctions que les docteurs vétérinaires.

L'ensemble de ces éléments devrait permettre d'établir un planning prévisionnel d'installation. Ce dernier pourrait être conditionné par les contraintes éco-géographiques, avec des zones où il sera difficile d'identifier des volontaires à l'installation, mais que des mesures incitatives, notamment sur le plan fiscal, pourraient motiver.

II.3.3.3 - Aspects organisationnels

II.3.3.3.1 - Personnel

La mission propose, comme cela avait été recommandé, que la cellule technique d'appui (CTAP), acquiert une certaine autonomie, une relative indépendance, notamment par une implication plus grande de l'Ordre et un certain désengagement de l'administration. Comme cela est représenté dans l'organigramme p.41, la CTAP doit tout de même être sous la dépendance du projet PARC, qu'elle est un des volets du PARC et qu'elle doit rendre compte de sa gestion auprès de la coordination du PARC. En tout état de cause, il ne devrait y avoir qu'un seul régisseur pour tout le projet PARC.

Le chef de cette cellule doit être un docteur vétérinaire et la mission ne voit pas l'intérêt du recrutement qui a été fait d'un économiste financier, affecté auprès du chef de la CTAP. Cette fonction pourrait être largement remplie par des missions ponctuelles d'appui, pour préparer les dossiers d'installation et assurer le suivi financier des promoteurs. Par ailleurs, le gestionnaire qui devrait être recruté auprès de la coordination nationale pourrait également contribuer à la bonne exécution financière de ce volet.

En ce qui concerne les suivis des promoteurs, il serait beaucoup plus judicieux de s'assurer les compétences d'un cabinet d'expertise comptable qui, contractuellement, sera en charge de consacrer une semaine ou dix jours par mois au suivi des promoteurs.

La coordination avec les autres pays de la sous-région et la cohérence internationale sera assurée par la coordination nationale.

II.3.3.3.2 - Les équipements

Globalement tous les investissements ont été faits et devraient être en mesure de permettre le bon fonctionnement de la phase transitoire en attendant le projet PARC IV.

II.3.3.3.3 - Le fonctionnement

Le projet devra poursuivre son appui pour assurer le fonctionnement de la CTAP dans toutes ses attributions.

En fonction du schéma directeur de privatisation, dans la mesure où de nouvelles installations de cabinets seraient prévues, les fonds de garantie auprès des institutions financières de la place seraient apportés par le projet.

II.3.3.3.4 - Les formations

Un certain nombre de formations sur place ou à l'étranger, courtes ou longues, devront être identifiées par la CTAP et mises en œuvre au cours de cette phase de transition.

II.4 - L'appui aux groupements d'éleveurs

La restructuration de l'Etat, engagé au Mali depuis 1991, se traduit par un processus de décentralisation visant un nouveau projet de société, notamment en zone rurale avec un renforcement des actions de développement menées en partenariat entre tous les acteurs économiques du développement. Il s'agit essentiellement :

- a) des Services de l'Etat,
- b) des collectivités locales ou territoriales,
- c) de la société civile avec :
 - les organisations professionnelles et
 - les groupements d'agriculteurs et d'éleveurs.

C'est dans cet objectif, que le projet devra apporter un appui aux groupements d'éleveurs, en identifiant parmi eux, un point d'intérêt commun suffisamment motivant.

En premier lieu on peut penser que c'est la santé du bétail qui mobilise le plus les éleveurs. gestion de pharmacies de médicaments de base, tels que les antiparasitaires externes et internes par voie orale, les compléments vitaminiques, les onguents et produits à appliquer localement. Cependant, les contraintes et les intérêts peuvent différer suivant le type d'éleveur, sédentaire ou transhumant, périurbain ou rural, spécialisé en embouche ou naisseur, grand éleveur ou petit propriétaire... Dans tous les cas, la préoccupation de la santé animale est constante et il convient de pouvoir trouver pour chaque type d'éleveur, la solution appropriée.

Mais si la santé animale est une des préoccupations permanente des éleveurs et donc, une bonne porte d'entrée pour la constitution de groupements, les activités de production animale peuvent également faciliter l'approche et par exemple, les approvisionnements en sous-produits agro-industriel, en intrants et en semences de géniteurs sélectionnés pour insémination artificielle notamment dans les élevages périurbains.

II.4.1 - Objectif spécifique

Au sein des groupements d'éleveurs et d'agro-éleveurs, peut se développer la fonction « défense sanitaire » et des Groupements de Défense Sanitaire (GDS) peuvent émerger dans les zones où ils n'existent pas.

Ces GDS, regroupés ensuite en « réseau » auront pour tâche en premier lieu de mobiliser les ressources financières de ses membres (cotisation) et de permettre un approvisionnement régulier auprès d'unités vétérinaires ou de dépôts pharmaceutiques vétérinaires tenus par des vétérinaires privés. Ils devront par la suite être en mesure de mobiliser les services publics et/ou les privés sur les interventions à pratiquer sur leur cheptel. Enfin, ils devront être des acteurs permanents du suivi de l'épidémiosurveillance mise en place vis à vis de la peste bovine.

Aussi l'objectif spécifique de ce volet, est la prise en compte progressive par les éleveurs d'une **capacité d'assumer les soins de santé de base** et d'en assurer son suivi.

II.4.2 - Résultats attendus

Les résultats attendus c'est d'abord la participation des éleveurs, au travers des GDS, dans le processus de la protection de la santé animale. Ces GDS pourraient être animés par des membres du groupement capables de prendre en compte un certain nombre de soins de bases et de participer au suivi de certaines épizooties, de la peste bovine par exemple, en étant sensibilisés aux symptômes cliniques essentiels de la maladie.

Les produits vétérinaires devront être disponibles auprès des éleveurs :

- en permanence,
- à proximité,
- d'une qualité garantie,
- au prix le plus bas possible, garantissant ainsi une santé animale de qualité au niveau national.

Un autre résultat attendu c'est la multiplication des GDS et la diffusion des produits jusqu'aux zones rurales les plus reculées et peu denses (difficilement prises en compte par les dépôts des privés) et couvrir ainsi l'intégralité du territoire national.

C'est également de pouvoir disposer, après formation des auxiliaires et éleveurs de base, d'un réseau d'éleveurs mieux informés des dangers de la propagation de certaines maladies et capables ainsi d'appuyer les réseaux de surveillance dans le système national de surveillance épidémiologique.

C'est enfin de pouvoir disposer d'un réseau d'éleveurs organisés pour aider à mener les campagnes de vaccination (sensibilisation, entretien des couloirs de vaccination, appui aux vaccinateurs...) et toutes les autres actions de vulgarisation en production animale.

II.4.3 - Les principales activités

II.4.3.1 - Organisation

Dans le cadre de la restructuration du MDRE, la division « appui à l'organisation du monde rural » paraît être la structure avec laquelle le projet aura à collaborer. Cette division nous a confirmé avoir démarré une enquête exhaustive sur les groupements, coopératives et autres formes d'associations existantes sur tout le territoire, à partir de laquelle devrait être établie une typologie régionalisée.

II.4.3.2 - Les études

Une étude socio-économique de quelques groupements, dans deux ou trois régions spécifiques, sera demandée par le projet et devrait permettre d'identifier **quelle stratégie spécifique pourrait être adoptée, vis à vis de ces groupements.**

Cette étude méthodologique régionalisée, sur la base des résultats de l'inventaire réalisé par la division « appui à l'organisation du monde rural », pourrait être conduite de la façon suivante :

- participation d'un socio/économiste international, un mois pendant les deux années de la phase intérimaire, en deux séjours ;
- trois socio-nationaux, un par zone, soit trois hommes/mois pendant la phase intérimaire.

II.4.3.3 - Les formations

En termes de formation, des actions de sensibilisation et d'animation seront mises en œuvre telles qu'elles ont été évoquées dans le volet coordination, s/v communication. En complément de ce qui a été noté dans le volet coordination, des ateliers de formation/sensibilisation des éleveurs devront être envisagés, notamment sur des thèmes spécifiques tels que :

- l'organisation professionnelle de GDS,
- la gestion des stocks d'une pharmacie de groupement,
- les soins de base de santé animale.

Notons que ces soins de base peuvent concerner deux niveaux de formation différents : les auxiliaires dans les zones agro-pastorales denses et les éleveurs de base dans les zones d'élevage transhumant extensif.

La notion de soins de base devra tenir compte à la fois de la législation en vigueur et de la nécessité de donner aux éleveurs les moyens de lutter efficacement (médicaments + formation) contre les maladies majeures qui sévissent dans leurs zones - GDS et formation doivent permettre d'assurer la diffusion des produits et la formation au diagnostic et à la posologie de l'essentiel de ce qui est nécessaire.

La formation des membres des groupements devra se faire avec la participation de tous les acteurs concernés et notamment ceux déjà impliqués dans ce type d'activités :

- dans les projets (APEX, CFPE ...),
- les ONG,
- les vétérinaires privés.

II.4.3.4 - Activités complémentaires

La mission recommande que lors de la phase de transition, la dynamique de certains groupements d'éleveurs soit soutenue par des interventions concrètes à très court terme. A cet égard, une enveloppe financière sera prévue pour envisager des réalisations dans tous les domaines de la santé animale mais également dans celui des productions animales, étant bien entendu que le projet aurait à collaborer avec d'autres divisions de la DNAMR, notamment celles des filières ou des intrants.

Des activités de productions animales pourraient être ainsi exceptionnellement prises en compte avec des groupements, notamment avec un engagement contractuel sur des activités de santé animale, leur apporter par exemple au travers du projet :

- des crédits d'embouche,
- de la semence pour des inséminations artificielles,
- des crédits divers.

III - LES COUTS DU PROJET

Pour la phase intérimaire, les coûts globaux du projet ont été évalués par volet pour une période de deux années, de janvier 1998 à décembre 1999.

Ils sont donnés dans les tableaux n° II-1, II-2, II-3 et II-4, dans les pages suivantes.

Volet	Montant F.CFA	Montant ECU	%
- Volet « Coordination »	335 400 000	508 000	34
- Volet « Santé animale »	471 460 000	714 300	48
- Volet « Privatisation »	111 840 000	169 500	11
- Volet « Groupements d'éleveurs »	84 800 000	128 500	8
- Imprévus	96 500 000	146 200	9
Total projet sur 2 ans	1 100 000 000	1 666 500	100%

Le reliquat actuel du PARC III serait d'environ 1,68 milliard de F.CFA (2,5 millions d'ECU)³

³ Un ECU = 660 FCFA

Tableau n° II-1 : DEVIS ESTIMATIF DU VOLET "COORDINATION"

Sous Volets / Activités	Observations	Coût Unitaire	Quantité	Total (F.CFA)
1.- Coordination				
1.1.- Assistant technique	Salaire + logemt + congé + voyage	8 000 000	20	160 000 000
-Véhicule	Tout terrain	15 000 000	1	15 000 000
- Véhicule (fonctiont)	Sur la période de référence	7 000 000	1	7 000 000
- Bureau	Micro ordinateur + logiciels	2 000 000	1	2 000 000
- Bureau (fonctiont)	Frais généraux du PARC III p.m		1	
1.2.- Recrutemt gestionnaire	350 000 / mois (charges compris)	8 400 000	1	8 400 000
1.3.- Fonctionnement de la coordination	Coût forfaitaire sur la base de cinq cent mille de F.CFA/mois	500 000	24	12 000 000
1.3.- Formation agents	La comptable du PARC + ??	forfait	2	5 000 000
1.4.- Sous total				209 400 000
2.- Suivi évaluation				
2.1.- Appui concept du syst	2 mois d'un consult.	3 000 000	2	6 000 000
2.2.- Equipement	à ajuster en fonction de 2.1	estimation	1	5 000 000
2.3.- Formation	à ajuster en fonction de 2.1	estimation	1	5 000 000
2.4.- Etudes indispensables	1 h / m international + nationaux	estimation	4	20 000 000
2.5.- Sous total				36 000 000
3.- Communication				
3.1.- Appui d'un spécialiste	base des prix CESP (4 h/m)	forfait	1	2 000 000
3.2.- Elaboration supports	base des prix CESP (4 supports)	forfait	4	14 000 000
3.3.- Animation-sensibilisat	base des prix CESP (tournées...)	forfait	1	10 000 000
3.4.- Audiovisuel	diffusion T.V. + Radio...	forfait	1	7 000 000
3.5.- Edition brochures...	sur réalisations du PARC	forfait	1	7 000 000
3.6.- Sous total				40 000 000
4.- Etude sector. élevage	Recommandations DG VIII	provisions		50 000 000
4.- Total du Volet				335 400 000

Tableau n° II-2 : DEVIS ESTIMATIF DU VOLET "SANTE ANIMALE"

Sous Volets / Activités	Observations	Coût Unitaire	Quantité	Total (F.CFA)
1.- Lutte contre la PPCB et la PPR				
1.1.- Lutte contre la PPCB				
-Vaccinations Vét. privés	1 millions de bovins (MS)		1000000	p.m.
- Vaccinations subvention.	600 000 bovins (MS)	100	600000	60 000 000
- Vaccinations par administ.	650 000 bovins	200	650000	130 000 000
1.2.- Sous total	2,25 millions d'effectifs / 45% du cheptel			190 000 000
1.3.- Lutte contre la PPR				
-Vaccinations Vét. privés	200 000 petits ruminants		200000	p.m.
- Vaccinations subvention.	200 000 petits ruminants	50	200000	10 000 000
- Vaccinations par administr	200 mille effectifs	100	200000	20 000 000
1.4.- Sous total				30 000 000
1.5.- Total du sous volet 1				220 000 000
2.- Réseau épidémiologique				
2.1.- Investissements				
- Voitures	Pour l'unité centrale	15 000 000	2	30 000 000
- Motos	2 par unité régionale	1 000 000	10	10 000 000
- Mobylettes	1 par poste d'observation	750 000	35	26 250 000
- Informatique et mat bureau.	Pour l'unité centrale	forfait	2	5 000 000
- Matériel de prélèvement	Pour les postes d'observation	forfait		10 000 000
- Matériel de réfrigération	Pour les unités régionales	1 000 000	10	10 000 000
- Boîtes à glaces	Pour les postes d'observation	100 000	40	4 000 000
Sous total investissements				95 250 000
2.2.- Fonctionnement				
- Avion et train	Unité centrale	forfait		2 000 000
- Voitures	25 000 Km/an * 2 voitures*200 f/km	200	100000	20 000 000
- Moto et mobylettes	3 000 km/an * 45 * 2 ans * 75 F/km	75	270000	20 250 000
- Consommables de bureau	Sous gestion de l'unité centrale	forfait		5 000 000
- Indemnités déplacements	Unité centrale:3j/m*24*2	15 000	144	2 160 000
- Indemnités déplacements	Unités régionales:5j/m*24*10	15 000	1200	18 000 000
- Indemnités déplacements	Poste d'élevage:10j/m*24*35	2 000	8400	16 800 000
Sous total fonctionnement				84 210 000
2.3.- Formation et sensibilisation				
- 1 atelier informatique	Bamako	4 000 000	1	4 000 000
- 2 ateliers	Mopti et Ségou	4 000 000	2	8 000 000
(épidemiolo+prélevemt)				
- 2 ateliers au niveau des postes	Deux régions	1 500 000	2	3 000 000
- 7 ateliers de sensibilisation	de trois jours pour éleveurs	1 000 000	7	7 000 000
Sous total formation/sensibilisation				22 000 000
3.- Interventions d'urgence	Disponibilité d'un fonds	forfait		50 000 000
Sous total fonds d'urgence				50 000 000
4.- Total du Volet				471 460 000

Tableau n° II-3 : DEVIS ESTIMATIF DU VOLET "PRIVATISATION"

Sous Volets / Activités	Observations	Coût Unitaire	Quantité	Total (F.CFA)
1.- Fonctionnement de la CTAP				
1.1 - Frais de personnel				
- Contractuel national	Salaire + charges	455 000	24	10 920 000
- Représentant de l'Ordre	Prime de responsabilité	50 000	24	1 200 000
- Représentant de la DNAMR	Prime de responsabilité	50 000	24	1 200 000
- Comptable/gestionnaire	Salaire + charges	150 000	24	3 600 000
- Secrétaire	Salaire + charges	100 000	24	2 400 000
- Chauffeur	Salaire + charges	50 000	24	1 200 000
- Planton	Salaire + charges	30 000	24	720 000
- Gardien	Salaire + charges	30 000	24	720 000
1.2 - Fonctionnement				
- Véhicule	2 500 km/mois	200	60000	12 000 000
- Bureau	Téléphone, consommables etc...	300 000	24	7 200 000
- Indemnités déplaçts cadres	7j/mois pour 3 responsables	15 000	504	7 560 000
- Indemnités déplaçts chauffeur	14j/mois	7 500	336	2 520 000
1.5 - Sous total				51 240 000
2.- Missions d'appui				
2.1 - Etude de marché				
- Consultant international	3 semaines d'un consult. international	9 000 000	1	9 000 000
- Consultants nationaux	2 mois de 3 consult nat.	1 200 000	6	7 200 000
2.2 - Appui consultants nationaux	6 h/mois/an	1 200 000	12	14 400 000
2.3 - Appui cabinet expert-comptable	10 j/mois	50 000	240	12 000 000
2.5.- Sous total				42 600 000
3.- Financement d'activités				
3.1.- Atelier formation/communication				3 000 000
3.2.- Formation de vétérinaires privés				10 000 000
3.3.- Voyages d'études				5 000 000
3.4.- Sous total				18 000 000
4.- Total du Volet				111 840 000

Tableau n° II-4 : DEVIS ESTIMATIF DU VOLET "GROUPEMENT"

Sous Volets / Activités	Observations	Coût Unitaire	Quantité	Total (F.CFA)
1.- Etudes et missions				
1.1.- Recensement des groupements	Réalisé sur DP précédent	p.m	1	
1.2 - Etude "approche méthodologique"				
- Consultant international	1 h/m en 2 voyages	12 000 000	1	12 000 000
- Consultants nationaux	3 h/m (un par région)	3 600 000	3	10 800 000
1.3.- Sous total				22 800 000
2.- Formations/sensibilisation				
2.1 - Ateliers sensibilisation des éleveurs	3 ateliers d'une semaine par zone géographique	1 000 000	9	9 000 000
2.2 - Formations d'éleveurs	1 session d'une semaine par zone géographique	1 000 000	3	3 000 000
2.3 - Sous total				12 000 000
3.- Activités de productions animales				
3.1 - Appui à des actions d'embch	Forfait	forfait	1	20 000 000
3.2 - Appui à des actions d'IA	Forfait	forfait	1	20 000 000
3.3 - Appui à des actions de crédit	Forfait	forfait	1	10 000 000
3.4 - Sous total				50 000 000
				24 800 000

ANNEXES

ANNEXE I

TERMES de REFERENCE de L'ETUDE

Termes de Référence

Etude d'Evaluation Intermédiaire

Projet N° 7 ACP RPR 115 / 7 ACP MLI 032

PARC MALI III

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'H. H.', located below the title 'PARC MALI III'.

I. CONTEXTE

I.1. Contexte Général

La Campagne Panafricaine contre la Peste Bovine (PARC) a été conçue dans l'objectif d'éradiquer cette maladie à l'échelon continental ainsi que pour améliorer les services fournis aux éleveurs et la coordination panafricaine en matière de santé animale. Elle est financée depuis 1986 par l'Union Européenne (UE) et consiste d'une part en un appui à la coordination confiée à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) via son organe spécialisé, l'IBAR, et, d'autre part, en un ensemble de composantes nationales, négociées au cas par cas avec les différents pays.

L'Unité de Coordination (UC) est basée à Nairobi, au siège de l'IBAR. Elle assure la coordination de l'ensemble et des tâches d'intérêt commun, dont les besoins ont été identifiés en cours d'exécution ou à l'occasion des deux évaluations globales du programme réalisées en 1990 et 1996.

Au total, 35 pays ont été impliqués durant les différentes phases du programme et 13 composantes nationales sont actuellement en cours. A côté de l'organisation de campagnes de vaccinations de masse et des moyens qui y sont liés, le programme est clairement conçu comme un outil de réformes politiques, recherchant la mise en oeuvre par les différents Etats de mesures assurant une meilleure assise financière pour les services aux éleveurs. Pour préparer et suivre ces composantes nationales, l'UC pratique systématiquement une approche de dialogue avec les pays, basé sur leur engagement politique préalable obtenu dans le cadre de l'OUA et complété par des réunions annuelles d'information par sous-région.

I.2. Le Programme PARC - Mali

Une première phase du PARC, dite d'actions immédiates, a permis au Mali d'assurer les vaccinations pendant 2 campagnes de vaccinations de 1988 à 1990. Cette phase, initialement prévue pour 2 ans, fut exécutée en pratique sur une période de 3 ans. Elle a aussi permis le début de constitution d'un "Fonds vaccins" par le recouvrement des coûts. Le coût de cette première phase était d'environ 1,8 millions d'ECU.

La deuxième phase, financée par l'UE à hauteur de 600.000 ECU, était prévue pour un an. Elle a permis la réalisation des campagnes de vaccination de 1991/1992 et 1992/1993 et l'aide à l'installation de jeunes diplômés vétérinaires. La libération des "Fonds vaccins" et l'utilisation des reliquats du projet PARC ont rendu possible la continuation des campagnes de vaccination jusqu'à l'entrée en vigueur du financement de PARC Mali III (campagne 1994/1995).

La troisième phase du projet fit l'objet d'une convention signée en août 1993 pour un montant de 3,6 millions d'ECU dont 2,4 sur PIR et 1,2 sur PIN. Elle prévoyait 4 composantes :

- l'appui institutionnel à la DNE, incluant un volet de santé animale centré sur la peste mais aussi la PPCB et la brucellose, le développement de l'épidémiologie, le suivi zootechnique, l'hydraulique et les écosystèmes pastoraux pour 2,06 millions d'ECU;
- l'appui aux groupements d'éleveurs pour 580.000 ECU;
- l'appui à l'installation des membres de la profession vétérinaire pour 0,6 millions d'ECU;
- l'appui au LCV (formations) pour 128.000 ECU.

I.3. Contraintes actuelles

A l'heure actuelle, le projet se voit confronté à un certain nombre de difficultés qui nécessitent une analyse approfondie et des propositions pour leur solution.

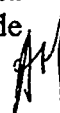
Par rapport aux contraintes internes du projet, les points suivants sont à soulever :

- * Insuffisance de préparation de la phase III (dossier d'instruction);
- * Problème des durées inégales d'exécution prévue des différents volets et composantes;
- * Difficultés de mise en oeuvre de certains volets ou composantes :
 - Volet privatisation (retard dans l'exécution de certaines actions; absence d'une conception du programme d'aide financière aux promoteurs privés; problème de recouvrement des crédits octroyés antérieurement).
 - Volet appui aux groupements d'éleveurs (non-démarrage des activités et insuffisance de réflexion sur les modalités de mise en oeuvre et la conception des actions, notamment en ce qui concerne la place et le rôle des organisations d'éleveurs dans la politique de santé animale et le développement de l'élevage en général).
- * Taux d'exécution financière dans l'année 2 relativement limité (environ 25 % après 6 mois d'exécution technique);
- * Prise en compte des recommandations issues de la réflexion interne et de la concertation de l'ensemble des partenaires relatives à l'amélioration des conditions d'exécution du projet :
 - nécessité d'une meilleure intégration du projet à la Direction Nationale de l'Elevage;
 - nécessité d'améliorer le fonctionnement de la Cellule d'Appui à la Privatisation;
 - nécessité d'une étude préalable à la mise en oeuvre du volet d'appui aux groupements;
 - nécessité d'affectation d'un assistant technique auprès du coordinateur national.

Relativement aux facteurs externes, les contraintes suivantes sont à mentionner :

- * Dévaluation du franc CFA survenue après la signature de la Convention de financement.
- * Contexte institutionnel en pleine évolution (restructuration du MDRE).
- * Pré-évaluation récente (juin 1996) du programme PARC à l'échelon continental.

L'ensemble des contraintes soulignées ci-dessus met en évidence la nécessité de procéder à une évaluation intermédiaire du projet, permettant de revoir son orientation générale et sa stratégie d'intervention, en vue d'un réaménagement éventuel de la Convention de Financement en vigueur.



II. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

En premier lieu, l'évaluation aura pour objectif de réaliser une analyse approfondie :

- * d'une part, de la pertinence, du réalisme et de la cohérence du programme PARC/MALI III en regard :
 - du contexte générale de politique du sous-secteur de l'élevage du pays;
 - des objectifs généraux fondamentaux du programme PARC à l'échelle continentale;
- * d'autre part, du niveau d'avancement et des réalisations en regard des objectifs spécifiques fixés et des résultats attendus, tels que spécifiés dans les différents devis-programmes approuvés et exécutés depuis la signature de la Convention.

En ce qui concerne les objectifs fondamentaux du programme PARC à l'échelle continentale, un intérêt tout particulier sera accordé :

- sur le plan de la santé animale, à l'évaluation du statut actuel de la peste bovine et des autres pathologies majeures du cheptel national, des stratégies de lutte mises en oeuvre, de l'état d'avancement de la mise en place d'un système efficace d'épidémiosurveillance (assorti d'une capacité d'intervention en cas d'urgence);
- sur le plan des politiques du sous-secteur, à l'évolution de la privatisation de la profession et de la pharmacie vétérinaires, et à l'évaluation des mesures visant à assurer la pérennité des actions entreprises (évolution des budgets des services chargés de l'élevage, niveau de recouvrement des coûts, mise en place de mécanismes de collecte et d'utilisation des recettes au profit des activités du sous-secteur).

L'efficience et l'efficacité du projet seront également appréciées à travers l'analyse plus particulière de la relation entre activités et résultats au niveau de chacun des volets et composantes techniques, ainsi qu'au niveau de l'organisation interne et de la coordination (gestion financière, administrative et technique du programme, efficience des procédures de travail et de concertation déployée par la coordination, et perception qu'en ont les différents interlocuteurs et partenaires actuels du programme), de la communication et du suivi évaluation interne.

En second lieu, l'évaluation aura pour objectif de formuler les recommandations pour la poursuite du projet et des propositions pour sa réorganisation éventuelle, qui devront notamment prendre en considération :

- au plan technique, les principaux constats effectués sur les conditions d'exécution et l'état d'avancement actuels du projet, les objectifs fondamentaux du programme PARC à l'échelle continentale, et les principales conclusions et recommandations issues de l'évaluation de ce programme;
- au plan institutionnel, l'évolution en cours de la structure d'accueil du projet au sein du MDRE : des propositions précises devront être formulées concernant la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'oeuvre du projet et de ses différents volets et activités.



Les recommandations formulées par la mission d'évaluation déboucheront sur une proposition de réaménagement de la Convention et l'utilisation des reliquats de crédits existants, tenant compte de la situation des engagements antérieurs et des engagements prévisionnels relatifs à une période transitoire devant faire l'objet d'une prorogation des deux devis-programmes en cours d'exécution (échéances respectives en février et mai 1997).

La proposition de reformulation du projet tiendra compte des évolutions institutionnelles en cours ou en préparation, en particulier de la réorganisation des services d'élevage, de la réécriture des textes régissant l'exercice de la profession vétérinaire et des nouvelles orientations en matière de politique d'élevage.

III. THEMES A TRAITER

Les points suivants feront l'objet d'une attention toute particulière :

- les modalités d'organisation interne, de mise en oeuvre et d'intégration du projet au sein du nouvel organigramme du Département;
- l'identification des activités de santé animale prioritaires (dominantes pathologiques du cheptel national, méthodes de lutte et de contrôle retenues, modalités d'organisation et de mise en oeuvre d'un système d'épidémiosurveillance opérationnel, modalités de création et protocole d'utilisation d'un fonds d'intervention d'urgence mobilisable en cas de réapparition de la peste bovine);
- évaluation de l'enjeu économique lié à la maîtrise des maladies contagieuses concernées, notamment en termes de pertes évitées, de gains en productivité, ou en contribution aux recettes d'exportation du pays (voir aussi Manuel Gestion du Cycle de Projet, point 6.6 - Analyse économiques et financières - p. 55).
- la pérennité des actions (mécanismes de recouvrement des coûts, modalités d'affectation et de contribution de ressources publiques au fonctionnement des services d'appui à l'élevage);
- les activités d'appui au processus de privatisation (contexte réglementaire de l'exercice privé de la médecine et de la pharmacie vétérinaire; modalités d'appui à l'installation et/ou au soutien des praticiens vétérinaires privés; accès au crédit; exercice du mandat sanitaire,...).
- modalités d'appui à l'organisation professionnelle des éleveurs et agro-éleveurs (évaluation de la situation actuelle - contribution potentielle et place des associations d'éleveurs et de leurs auxiliaires dans la politique de santé animale et la libéralisation des activités de soins et de distribution des intrants vétérinaires, en particulier dans le cadre du programme PARC); élaboration des termes de référence d'une mission d'appui technique pour la définition des actions et des modalités de mise en oeuvre des activités dans ce domaine pour la poursuite du projet.

IV. PLAN DU RAPPORT

Fondée sur la démarche de l'approche intégrée du cycle de projet et du cadre logique, le plan du rapport d'évaluation s'efforcera de suivre le schéma suivant, habituellement retenu pour la présentation de la synthèse des travaux, ceci n'excluant pas la fourniture séparée d'éléments

plus particuliers détaillés qui seront présentés en annexe (voir aussi Manuel GESTION du CYCLE de PROJET, p. 62 et annexe 1 aux présents Termes de Référence).

V. PLAN DE TRAVAIL

L'évaluation sera faite en quatre étapes distinctes :

- 1) Préparation de la mission : le consultant visitera les services de la Direction Générale du Développement (DG VIII) à Bruxelles où il étudiera les dossiers concernant le projet et en discutera avec les différents responsables techniques et géographiques.
- 2) Séjour au Mali : Rencontre des responsables et divers intervenants et visites de terrain, etc. Le consultant prévoira également au cours de son séjour une présentation et une discussion du "cadre logique" du Projet PARC-Mali : un projet de cadre logique, relatif à la période concernée par le Projet après le réaménagement éventuel de la Convention, sera élaboré en étroite concertation avec les personnes et structures intéressées. Sa présentation en sera faite à la fin du séjour du consultant au Mali, dans le cadre d'un atelier de travail d'une durée d'environ 1 jour, organisé à Bamako. Les coûts logistiques éventuels de cet atelier seront prévus dans l'offre financière du consultant (rubrique frais remboursables).
- 3) Synthèse : La mission remettra un aide-mémoire en fin de séjour au Mali et rédigera un rapport d'évaluation provisoire en Europe. Le chef de mission viendra en exposer les principales conclusions de la mission au siège de la DG VIII à Bruxelles.
- 4) Devis-Programme : en fonction des résultats et recommandations de la mission, le consultant préparera le projet d'un devis-programme annuel pour l'année d'intervention qui suivra la durée de validité du devis-programme de l'année 2. Ce devis-programme contiendra une programmation annuelle des activités du projet ainsi que le budget prévisionnel, en suivant le schéma de présentation qui est d'application dans le projet.

VI. COMPETENCES DEMANDEES

L'équipe sera composée de deux experts, dont un expert en santé animale et un spécialisé en économie. Les profils requis des experts sont les suivants :

1) Expert en santé animale

- Formation : diplôme universitaire en médecine vétérinaire avec spécialisation en santé et production animales tropicales.
- Expérience : minimum 10 ans d'expérience professionnelle, dont au moins 5 en Afrique de l'Ouest. Une expérience de travail au Mali est fort souhaitable, en particulier dans le secteur d'élevage et de santé animale. De plus, une expérience particulière dans les domaines de la conception et de la gestion des systèmes nationaux de santé animale et une excellente connaissance du programme PARC sont exigées.
- Langue : très bonne maîtrise de la langue française.

2) Socio-économiste

- Formation : diplôme universitaire en économie, économie rurale ou agronomie avec spécialité en économie rurale.



- Expérience : minimum 10 ans d'expérience professionnelle, dont au moins 5 en Afrique de l'Ouest. Une expérience de travail au Mali est fort souhaitable. En outre, des expériences particulières sont indispensables dans les domaines de :
 - réformes institutionnelles et gestion des projets de développement de l'élevage en Afrique tropicale;
 - processus de privatisation et libéralisation des activités de santé animale (exercice privé de la profession et de la pharmacie vétérinaires);
 - structuration et animation du milieu professionnel (associations d'éleveurs).
- Langue : très bonne maîtrise de la langue française.

L'expert désigné comme chef de mission devra disposer d'une expérience dans la coordination et la conduite de missions d'évaluation de projets d'élevage et, dans la mesure du possible, d'une bonne connaissance plus particulière des dispositions relatives à "l'approche intégrée et au cadre logique des projets", telles que définies dans le "manuel de gestion du cycle de projet" de la Commission des Communautés Européennes.

La durée d'intervention des experts est estimée comme suit :

1. Préparation en Europe	0,25 H/M
2. Séjour au Mali	0,75 H/M
3. Debriefing, synthèse et travaux rédactionnels en Europe (y compris devis-programme)	0,50 H/M
4. Rédaction version définitive (Chef d'équipe seulement)	0,25 H/M
	<hr/>
	1,75 H/M

Total 2 experts : 3,25 H/M.

VII. RAPPORTS

A la fin de son séjour au Mali, le consultant remettra un aide-mémoire de sa mission sur le terrain en 5 exemplaires, lequel sera discuté avec l'Administration malienne et la Délégation de la Commission Européenne au Mali et dont une copie sera transmise à l'Unité de Coordination du PARC à Nairobi.

Un rapport provisoire de mission sera présenté en 12 (Douze) exemplaires 45 jours après la fin des travaux de terrain. En annexe du rapport figureront, entre autres, le cadre logique de l'action future proposé et le projet d'un devis-programme annuel. Les commentaires écrits émanant de l'Administration malienne, de la DCE au Mali, des services de la DG VIII à Bruxelles et de l'OUA/IBAR à Nairobi, seront envoyés dans un délai d'un mois. Le rapport définitif sera fourni en 30 (Trente) exemplaires 30 jours après la réception des commentaires susvisés.

Annexe 1 aux Termes de Référence

PLAN DU RAPPORT

1. RESUME

2. CONTEXTE

- 2.1. Politique du gouvernement/politique sectorielle
- 2.2. Caractéristiques du secteur
- 2.3. Bénéficiaires et acteurs principaux
- 2.4. Problèmes résolus/problèmes à résoudre
- 2.5. Autres interventions
- 2.6. Documentation disponible

3. INTERVENTION

- 3.1. Objectifs globaux
- 3.2. Objectifs spécifiques
- 3.3. Résultats
- 3.4. Activités exécutées/activités à exécuter

4. HYPOTHESES

- 4.1. Hypothèses aux différents niveaux
- 4.2. Risques et flexibilité

5. MISE EN OEUVRE DU PROJET

- 5.1. Moyens physiques et non physiques
- 5.2. Organisation, procédures et modalités d'exécution
- 5.3. Calendrier
- 5.4. Coûts et plan de financement
- 5.5. Conditions préalables et mesures d'accompagnement du gouvernement

6. FACTEURS ASSURANT LA VIABILITE

- 6.1. Politique(s) de soutien
- 6.2. Technologie appropriée
- 6.3. Protection de l'environnement
- 6.4. Aspects socio-culturels/femmes et développement
- 6.5. Capacités institutionnelles et de gestion, publiques et privées
- 6.6. Analyses économiques et financières

7. SUIVI ET EVALUATION

- 7.1. Evaluation des indicateurs de suivi
- 7.2. Revues/évaluations

8. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

ANNEXES : Cadre logique
Projet de Devis-Programme annuel



ANNEXE I - 1

TERMES de REFERENCE de l'ASSISTANT TECHNIQUE

Campagne Panafricaine de Lutte contre la Peste Bovine
PARC-MALI III

(Projet N°7 ACP RPR 115 / 7 ACP MLI 032)

Termes de Référence
du
Conseiller Technique Principal

A. Cadre d'intervention

Le Projet PARC MALI - III constitue la poursuite de deux phases précédentes qui ont, à l'échelon sous-régional, visé à l'éradication de la peste bovine dans la plupart des pays de l'Afrique Occidentale, de l'Est et du Centre.

Pour la phase III du projet, il a été ajouté à cet objectif global, l'appui institutionnel aux services nationaux de l'élevage, l'appui à la privatisation de la profession vétérinaire, l'appui aux groupements d'éleveurs.

Le projet est exécuté sous la tutelle du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement (MDRE) à travers une Coordination Nationale du PARC, chargée de la mise en oeuvre et du suivi des actions. Les activités pour la plupart sont exécutées par les services nationaux et régionaux de l'élevage. Le rôle des vétérinaires privés prend de plus en plus de l'importance.

Depuis la conception du projet en 1992/93, son contexte macro-économique et institutionnel a fait l'objet de changements considérables, suite à la dévaluation du F.CFA en janvier 1994 et en prévision de la mise en oeuvre du Plan d'Action du MDRE. Pour ces raisons le seul volet "Appui Institutionnel" du projet a démarré conformément aux prévisions initiales, alors que le volet "Appui aux Groupements d'Eleveurs" ont connus un retard de démarrage.

Par rapport à cette situation, un réaménagement de la Convention de Financement du projet est envisagé afin d'ajuster les prévisions techniques et financières et de tenir compte du cadre institutionnel changeant.

B. Description du Poste

Le projet est mis en oeuvre sous la tutelle du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement à travers la Direction Nationale de l'Elevage représentée par un Coordonnateur National, responsable du projet. Le Conseiller Technique Principal (CTP) sera placé auprès de ce Coordonnateur National et sera son interlocuteur direct. Il le conseillera pour toutes les questions techniques et administratives relatives à la mise en oeuvre du projet en général et principalement celles liées à la composante "Appui à l'Installation des Vétérinaires Privés" en particulier.

C. Tâches et responsabilités

Le Conseiller Technique Principal sera chargé d'assister et de conseiller la direction du projet dans tous les domaines de la conception, de l'organisation et de la mise en oeuvre du projet. Plus particulièrement le CTP sera chargé d'apporter ses compétences et son assistance dans les domaines suivants :

- Conception du mode d'intervention du projet en tenant compte du processus de restructuration des services chargés de l'élevage dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'Action du MDRE en cours ;
- Insertion du projet dans le contexte de la politique sectorielle de l'élevage, notamment dans les domaines de l'appui aux éleveurs, de la restructuration des services chargés de l'élevage et de la privatisation de la profession vétérinaire ;
- Coordination de l'approche d'intervention et des activités du projet avec les autres acteurs et projets de développement intervenant dans le domaine de l'élevage et de la privatisation de la profession vétérinaire ;
- Appui conceptuel et méthodologique à la Cellule d'Appui à la Privatisation (CAP) financé dans le cadre du projet PARC-MALI-III ;
- Développement et mise au point des instruments financiers appuyant l'installation des vétérinaires privés en étroite coopération avec le secteur bancaire de la place ;

- Appui à la formulation et la mise en oeuvre du volet "Appui aux Groupements d'Eleveurs" du projet ;
- Contribution à l'élaboration des documents de planification technique et budgétaire, notamment des plans d'opération, des devis-programmes etc. ;
- Suivi du déroulement des activités du projet et évaluation de l'impact des actions menées le cadre du programmes prévisionnels établis .

D. Profil de l'Expert

Le profil requis du Conseiller Principal sera le suivant :

- Diplôme universitaire en sciences économiques ou agro-économiques, avec une expérience de travail étendue dans le sous-secteur élevage .
- Au moins dix ans d'expérience professionnelle dans des projets de développement, dont au moins trois ans en tant que chef de projet ou conseiller technique principal . Une expérience particulière en gestion des projets financés par le FED serait un avantage .
- Expérience professionnelle dans le secteur privé ou à des postes de travail nécessitant une étroite coopération avec ce dernier, de préférence dans le secteur financier .
- Bon sens de l'organisation, facilité de communication et flexibilité dans un contexte institutionnel changeant .
- Bonne maîtrise de la langue française .

E. Rapports

Le CTP fournira à l'administration et la délégation de l'UE des rapports semestriels d'activités. Ces rapports comprendront également une programmation des activités pour le semestre suivant.

Le CTP peut être dans la limite de ses attributions citées ci-dessus, être appelé par l'administration ou par la Délégation de l'UE à fournir des rapports spécifiques ou des autres documents si ceci est dans l'intérêt de la bonne exécution du projet.

F. Durée du contrat

Le contrat sera d'une durée de deux ans.

G. Lieu d'affectation

Le lieu d'affectation est Bamako/Mali. Des déplacements de plusieurs journées à l'intérieur du pays seront nécessaires.

ANNEXE II

SITUATION FINANCIERE Du PARC MALI III

1^{ère} et 2^{ème} année de l'exécution

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE- UN BUT - UNE FOI

DIRECTION NATIONALE DE L'ELEVAGE

PROJET DE REVITALISATION DU SECTEUR
ELEVAGE PARC/MALI III

PROJET N° 7ACP/MLI 032/7ACP RPR 115

SITUATION FINANCIERE RECAPITULATIVE DU
PROJET PARC/MLI III AU TITRE DE LA
1ERE ANNEE D'EXECUTION N°11

RUBRIQUES	BUDGET INITIAL	DEBLOCAGES		CUMUL DEBLOCAGES	DISPONIBLE
		ANTERIEUR	SOLLICITES		
I Appui à la DNE					
1.1 Lutte contre les maladies animales					
1.1.1. Lutte contre la PPCB					
1.1.1.1. Fonctionnement					
1)Véhicule de supervision DRE plus secteurs	4 680 000	15 418 365		15 418 365	-10 738 365
2) Mobylettes	16 200 000	19 692 000		19 692 000	-3 492 000
3) Congélateur	14 880 000	2 778 905		2 778 905	12 101 095
Sous/Total 1.1.1.1.	35 760 000	37 889 270		37 889 270	-2 129 270
1.1.1.2 Sérosurveillance					
1) frais de mission du chef d' équipe	710 000				710 000
2) frais de mission des agents L.C.V.	1 136 000				1 136 000
3) frais de mission des chauffeurs L.C.V.	355 000				355 000
4) achat de tubes: frais d'approche	1 600 000	1 593 767		1 593 767	6 233
5) fonctionnement 2 véh.	1 250 000				1 250 000
sous/total 1.1.1.2	5 051 000	1 593 767		1 593 767	3 457 233
1.2. Système d' information					
1.2.1. Suivi Zootechnique					
1.2.1.1. Formation					
1) frais de mission des cadres formateurs	315 000	570 000		570 000	-255 000
2) frais de mission des enquêteurs	1 743 000	2 410 000		2 410 000	-667 000
3) forfait déplacement de 83 enquêteurs	1 162 000	1 058 575		1 058 575	103 425
sous/total 1.2.1.1.	3 220 000	4 038 575		4 038 575	-818 575
1.2.1.2. Collecte des données par les enquêteurs					
1) supervision nationale	900 000	645 000		645 000	255 000
2) supervision régionale	900 000	405 000		405 000	495 000
3) contrôleurs locaux	600 000	30 000		30 000	570 000
4) enquêteurs:					

-frais de mission	2 960 000	235 270		235 270	2 724 730
-fonctionnement	1 504 000				1 504 000
sous total 1.2.1.2.1	6 864 000	1 315 270		1 315 270	5 549 730
1.2.1.3. Fournitures					
1) achat de boucles	10 800 000	11 986 100		11 986 100	-1 186 100
2) achat de mètre ruban	222 000				222 000
3) achat de peson à ressort	1 850 000				1 850 000
4) achat de fournitures pour enregistrement	350 000	1 138 200		1 138 200	-788 200
sous /total1.2.1.3.	13 222 000	13 124 300		13 124 300	97 700
1.2.1.4.fonctionnement					
1) activités régionales (9 directions)	702 000				702 000
2) activités nationales	624 000				624 000
sous/total 1.2.1.4.	1 326 000				1 326 000
TOTAL 1.2.1.	24 632 000	18 478 145		18 478 145	6 153 855
1.2.2. Suivi des écosystèmes pastoraux					
1.2.2.1.Formation					
1)frais de mission cadres formateurs	420 000	2 205 000		2 205 000	-1 785 000
2)frais de mission des enquêteurs	1 470 000	2 988 000		2 988 000	-1 518 000
3)forfait déplacement des agents de collecte	980 000	2 108 955		2 108 955	-1 128 995
Sous/total1.2.2.1.	2 870 000	7 301 335		7 301 335	-4 431 995
1.2.2.2. Collecte des données par les enquêteurs					
1)supervision nationale	900 000	1 820 000		1 820 000	-920 000
2)supervison régionale	900 000	355 000		355 000	545 000
3)contrôleurs locaux	3 500 000	4 106 380		4 106 380	-606 380
4)fonctionnement 40 mobylettes	640 000	789 955		789 955	-149 955
sous/total 1.2.2.2.	5 940 000	7 071 335		7 071 335	-1 131 335
1.2.2.3. fournitures et installation matériels					
1)achat de pluviomètres	4 800 000	4 914 000		4 914 000	-114 500
2)achat de pesons	1 296 000	910 000		910 000	386 000
3)achat de placeaux	504 000	409 000		409 000	95 000
4)achat de faucilles	252 000	90 000		90 000	162 000
5)achat d'échelles de crue	500 000	6 846 525		6 846 525	-6 346 525
6)installation du matériel, des matériaux(ciment, cornières) main d'oeuvre	300 000				300 000
7)Transport du matériel	1 203 000				1 203 000
8 Fourniture pour enregistrement	350 000	324 500		324 500	25 500
sous/total 1.2.2.3.	9 205 000	13 493 025		13 493 595	-4 288 595
1.2.2.4. Fonctionnement					
1)activités nationales	780 000				780 000
2)activités régionales	702 000				702 000
sous/total 1.2.2.4.	1 482 000				1 482 000
TOTAL 1.2.2.	19 497 000	27 867 355		27 867 355	-8 370 355
1.2.3.Création d'une unité d'épidémiologie PM-AOI					
1.2.3.1.equipement matériel					

Feuil1

de laboratoire et de diagnostic PM-AOI					
1.2.3.2.fonctionnement	625 000				625 000
1.2.3.3. frais de mission					
-des cadres	225 000				225 000
-d'un chauffeur	113 000				113 000
sous/total1.2.3.	963 000				963 000
1.2.4. appui aux activités de diagnostic des régions (équipement) PM-AOI et AOL					
1.2.5.Aménagement du centre de documentation (équipement) abonnement journaux,revues etc...					
sous/total 1.2.5.	3 000 000	379 000		379 600	2 620 400
1.2.6. Mise en place d'une salle d'informatique					
1.2.6.1. Matérèls consommables informatiques					
sous/total 1.2.6.1	31 526 000	35 555 583		35 555 583	-4 029 583
1.2.6.2.Fonctionnement fournitures de bureau et de frais de secrétariat	350 000				350 000
sous /total 1.3.6.	31 876 000	35 555 583		35 555 583	-3 679 583
TOTAL/ 1.2.	79 968 000	82 280 683		82 280 683	-2 313 683
1.3. Formation des agents de l'elevage et appui au C.F.P.E.					
1.3.1. Equipement CFPE					
-Matériel de laboratoire					
-Matériel de daignostic PM AOI et AOL					
1.3.2.Formation des agents des agents de terrain					
45 agents / 5 régions					
3 formateurs pdt 5 jours					
-transport	675 000	514 540		514 540	160 000
-perdiems	2 250 000	1 825 000		1 825 000	425 000
- prestations formateurs	225 000	580 000		580 000	-355 000
- matériel didactique et organisation	570 000	791 855		791 855	-221 855
sous/total 1.3.2.	3 720 000	3 711 395		3 711 395	8 605
1.3.3. Recyclage des agents de laboratoire et de l' unité d'épidémiologie					
25 agents ttes les régions					
10 jours 5 formateurs					
- transport	270 000				
- perdiems	2 400 000				270 000
- prestations formateurs	750 000				750 000
- metériels didactiques et organisation	1 500 000				1 500 000
sous/total 1.3.3.	4 920 000				4 920 000
1.3.4.1. perfectionnement des cadres					
1.3.4.1. Informatique 18					

cadres de la DNE et de terrain à BKO sur le logic. d' application					
-transport	270 000	26 000		26 000	244 000
- perdiems	2 700 000	2 170 000		2 170 000	530 000
- prestations format	1 080 000				1 080 000
sous/total 1.3.4.1.	4 050 000	2 196 000		2 196 000	1 854 000
1.3.4.2. Biotechnologie au CIRAD	13 000 000	12 778 100	2 587 214	15 365 314	-2 365 314
sous/total 1.3.4.2.	13 000 000	12 778 100	2 587 214	15 365 314	-2 365 314
1.3.4.3. Contrôle des produits biologiques	7 000 000	3 637 050		3 637 050	3 362 950
sous /total 1.3.4.3.	7 000 000	3 637 050		3 637 050	3 362 950
1.3.4.4. Stage de formation en communication à Ouaga	1 000 000	1 859 550		1 859 550	-859 550
sous/total 1.3.4.4.	1 000 000	1 859 550		1 859 550	-859 550
total 1.3.4.	25 050 000	20 470 700	2 587 214	23 057 914	1 992 086
total 1.3.	33 690 000	24 182 095	2 587 214	26 769 305	6 920 691
1.4. Coordination suivi-Evaluation					
1.4.1. Coodination du projet					
1.4.1.1. Réunion annuelle PARC	2 400 000	3 117 500		3 117 500	-717 500
sous/total 1.4.1.1.	2 400 000	3 117 500		3 117 500	-717 500
1.4.1.2. Session annuelle OIE/PARC	3 700 000	7 787 380		7 787 380	-4 087 380
sous/total	3 700 000	7 787 380		7 787 380	-4 087 380
1.4.1.3. Réunion de coordination aux frontières (MALI-MAURITANIE-SENEGAL -GUINEE à KITA) au MALI	2 200 000	1 239 760		1 239 760	960 240
sous/total 1.4.1.3.	2 200 000	1 239 760		1 239 760	960 240
1.4.1.4. Réunion de coordination aux frontières du MALI -BF- NIGER au BF	3 483 000	3 878 655		3 878 655	-395 655
sous/total 1.4.1.4.	3 483 000	3 878 655		3 878 655	-395 655
1.4.1.5. Prime de responsabilité					
1.4.1.5.1 prime de responsabilité du CN	480 000	680 000		680 000	-200 000
sous/total 1.4.1.5.1.	480 000	680 000		680 000	-200 000
1.4.1.5.2. Prime de responsabilité du chargé d'appui aux groupements d' éleveurs	360 000	330 000		330 000	30 000
sous/total 1.4.1.5.2.	360 000	330 000		330 000	30 000
1.4.1.5.3. Prime de responsabilité du chargé d'appui des membres de la prof. vé	360 000	570 000		570 000	-210 000
sous/total 1.4.1.5.3.	360 000	570 000		570 000	-210 000
1.4.1.5.4. Prime de responsabilité du chef du volet communication	360 000	480 000		480 000	-120 000
sous/total 1.4.1.5.4.	360 000	480 000		480 000	-120 000
1.4.1.5.5. Prime de respon-					

sabilité du comptable du projet	300 000	425 000		425 000	-125 000
sous/total 1.4.1.5.5.	300 000	425 000		425 000	-125 000
1.4.1.6. Rénnumération agts					
coordination nationale PARC					
1.4.1.6.1. Salaire de secrétaire dactylographe du projet	720 000	1 140 000		1 140 000	-420 000
sous/total 1.4.1.6.1.	720 000	1 140 000		1 140 000	-420 000
1.4.1.6.2.Salaires de 3 gardiens	720 000	1 140 000		1 140 000	-420 000
sous/total 1.4.1.6.2.	720 000	1 140 000		1 140 000	-420 000
total 1.4.1.6.	1 440 000	2 280 000		2 280 000	-840 000
1.4.1.7.Frais de tournées					
1.4.1.7.1 Frais de tournées de la CNationale					
1.Frais de tournées du CN	700 000	750 000		750 000	-50 000
2.Frais de tournées du chauffeur CN	175 000	50 000		50 000	125 000
3. Frais de tournées du chef du volet communicat.	700 000	1 144 000		1 144 000	-444 000
4. Frais de tournées du chauffeur du VC	175 000	190 000		190 000	-65 000
5. Frais de tournées du chargé de l' approvisionnement des régions en vaccins	500 000	85 310		85 310	414 630
6. Frais de tournées du chauffeur	125 000				125 000
7.Frais de tournées du comptable du projet	150 000	50 000		50 000	1 000 000
8. Frais de tournées du chauffeur	75 000	25 000		25 000	50 000
sous/total 1.4.1.7.1.	2 600 000	2 294 310		2 294 310	305 690
1.4.1.7.2.Frais de tournées pour le suivi des activités de terrain et de la prise en charge des rencontres entre les O.P., O.N.G.et AP	1 250 000	7 280 700		7 280 700	-6 030 700
sous/total 1.4.1.7.2.	1 250 000	7 280 700		7 280 700	-6 030 700
1.4.1.7.3.Réunion annuelle d' évaluation et appui à la programmation PARC	5 000 000	2 619 400		2 619 400	2 380 600
sous/total 1.4.1.7.3.	5 000 000	2 619 400		2 619 400	2 380 600
sous/total 1.4.1.	23 933 000	33 152 705		33 152 705	-9 219 705
1.4.2. Suivi- Evaluation des projets d' initiatives de base	1 500 000				1 500 000
sous/total 1.4.2.	1 500 000				1 500 000
1.4.3. Fonctionnement des véhicules de la CN					
1.4.3.1. Achat de carburant pour 2 véhicules	7 500 000	7 785 900		7 785 900	-295 900
et /1 véhicule	3 500 000	6 191 750		6 191 750	-2 441 750
sous/total 1.4.3.1.	11 000 000	13 977 650		13 977 650	-2 977 650
1.4.3.2. Achat de pièces de rechange des véhicules	7 000 000	11 299 859		11 299 859	-4 299 859
sous/total 1.4.3.2.	7 000 000	11 299 859		11 299 859	-4 299 859

sous/total 1.4.3.	18 250 000	25 277 505		25 277 505	-7 027 509
1.4.4.Achat de pièces de rechange congélateurs (verres,mèches) pour 200 congélateurs	5 000 000	5 597 650		5 597 650	-597 650
sous/total 1.4.4.	5 000 000	5 597 650		5 597 650	-597 650
1.4.5. Frais généraux					
1.4.5.1. Equipement et fournitures de bureau	3 000 000	5 737 354	45 000	5 782 354	-2 782 354
sous/total 1.4.5.1.	3 000 000	5 737 354	45 000	5 782 354	-2 782 354
1.4.5.2. Téléphone, eau et électricité	1 000 000	617 570		617 570	382 430
sous/total1.4.5.2.	1 000 000	617 570		617 570	382 430
sous/total 1.4.5.	4 000 000	6 354 924	45 000	6 399 924	-2 399 924
sous/total 1.4.	52 683 000	77 429 088	45 000	77 474 088	-24 791 088
TOTAL 1	207 152 000	215 983 813	2 632 214	218 616 027	-11 464 027
II APPUI AUX GOUPEMENTS D' ELEVEURS					
II.1 Consolidation des A.V.	400 000	394 850		394 850	5 150
sous/total II.1	400 000	394 850		394 850	5 150
II.2. Appui aux nvelles A.V.	500 000	573 000		573 000	-73 000
sous/total II.2	500 000	573 000		573 000	-73 000
II.3.Equipements de centre d' alphabétisation	2 500 000	2 408 930		2 408 930	91 070
sous/total II.3.	2 500 000	2 408 930		2 408 930	91 070
II.4. Entretien des aménagements pastoraux	6 000 000	6 023 215		6 023 215	-23 215
sous/total II.4.	6 000 000	6 023 215		6 023 215	-23 215
TOTAL II	9 400 000	9 399 995		9 399 995	5
PM III APPUI A L' INSTALLATION DES PRIVES					
IV. APPUI AU L.C.V.					
IV.1. Formation des agts producteurs de vaccins					
IV.1.1. Formation à DAKAR et GAROUA	15 360 000	7 269 000		7 269 000	8 091 000
sous/total IV.1.1.	15 360 000	7 269 000		7 269 000	8 091 000
IV.1.2.Formation ANGLETERRE IEMVT/ PARIS (4 agts)	10 240 000	5 780 000		5 780 000	4 400 000
sous/total IV.1.2.	10 240 000	5 780 000		5 780 000	4 400 000
IV.2. Formation technique de diagnostic des agents de terrain (privés compris)					
1.Perdiems de 3 formateurs	945 000	600 000		600 000	345 000
2.Frais de missio de 60 agents)	1 680 000	2 740 000		2 740 000	-1 060 000
3.Forfait déplacement de 60 agents	840 000	210 740		210 740	629 260
4. Frais organisation	500 000	1 579 000		1 579 000	-1 079 000
sous/total IV.2.	3 965 000	5 129 740		5 129 740	-1 164 740
total IV	29 565 000	18 178 740		18 178 740	11 386 260
sous/total devis	246 117 000	243 562 542	2 632 214	246 194 756	-77 756
IMPREVUS 10%	24 611 000	24 533 180		24 533 180	77 820
sous/total imprévus	24 611 000	24 533 180		24 533 180	77 820

Feuil1

TOTAL DEVIS	270 728 000	268 095 728	2 632 214	270 727 942	58
AVANCE		2 632 272	-2 632 214	58	-58
TOTAL GENERAL		270 728 000	0	270 728 000	0

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION NATIONALE DE L'ELEVAGE

PROJET REVITALISATION DU SECTEUR
ELEVAGE PARC/MLI III

PROJET N°7ACP MLI 032/7ACP RPR 115

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI

ETAT FINANCIER RECAPITULATIF DU PROJET PARC MLI III
AU TITRE DE LA 2° ANNEE D'EXECUTION 1996

N°5

N° d'ordre	Rubriques	Budget Initial	Deblocages		Cumul Deblocages
			Anterieurs	Sollicites	
	<u>APPUI AUX SERVICES</u>				
	<u>TECHNIQUES</u>				
1-1	<u>Lutte contre les maladies</u>				
1-1-1	<u>Lutte contre la PPCB</u>				
1-1-1-1	<u>Fonctionnement Super-</u> <u>vision DRE-Secteurs et</u> <u>equipes PARC</u>				
1°)	Vehicule	2340000	2404500		2404500
	S/total 1°)	2340000	2404500		2404500
2°)	Mobylettes	8100000	4329000	2570445	6899445
	S/total 2°)	8100000	4329000	2570445	6899445
3°)	Congelateurs	14400000		883215	883215
	S/total 3°)	14400000		883215	883215
4°)	Frais de stockage strategi-				
	que pendant quatre mois	480000			
	S/total 4°)	480000			
	S/TOTAL 1-1-1-1	25320000	6733500	3453660	10187160
1-1-1-2	sérosurveillance LCV				
	(2 agents LCV, 1DNE, 1DRE				
	1 chauffeur)				
1°)	Frais analyses	5000000			
	S/total 1°)	5000000			
2°)	Perdiems agents LCV, DNE	2962500		1800000	1800000
	S/total 2°)	2962500		1800000	1800000
3°)	Perdiems agents DRE	474000		366000	366000
	S/total 3°)	474000		366000	366000
4°)	Perdiems chauffeurs	395000		360000	360000
	S/total 4°)	395000		360000	360000
5°)	Achat de tubes	1650000	2600592		2600592

	S/total 5°)	1650000	2600592		2600592
	S/TOTAL 1-1-1-2	10086500	2600592	2526000	5126592
1-1-1-3	Suivi des foyers de PPCB (DSA:2agents,1chauffeur)				
1°)	Perdiems agents DNE	1850000		900000	900000
	S/total 1°)	1850000		900000	900000
2°)	Perdiems chauffeur	370000		195000	195000
	S/total 2°)	370000		195000	195000
	S/TOTAL 1-1-1-3	2220000		1095000	1095000
1-1-1-4	Mission de dépistage (DNE,LCV,1agent DNE, 1LCV,1DRE,1chauffeur)				
1°)	Perdiems cadres nationaux	1600000			
	S/total 1°)	1600000			
2°)	Perdiems cadre régional	384000			
	S/total 2°)	384000			
3°)	Perdiems chauffeur	320000			
	S/total 3°)	320000			
4°)	Frais de transport train	50000			
	S/total 4°)	50000			
	S/TOTAL 1-1-1-4	2290000			
1-1-1-5	<u>Achat de matériel et ré-</u> <u>actifs de diagnostic pour le</u> <u>dépistage de PPCE</u>				
	S/TOTAL 1-1-1-5	1500000			
1-1-1-6	<u>Achat de matériel technique</u> <u>vétérinaire</u>				
1°)	Séringues	5000000		3250000	3250000
2°)	Boîtes d'aiguilles	5625000		2750000	2750000
3°)	Boîtes à glace isotherme	3000000		3500000	3500000
4°)	Pièces de rechange pour congélateurs	3000000		775000	775000
	STOTAL 1-1-1-6	16625000		10275000	10275000
1-1-1-7	<u>Lutte contre la brucellose</u> <u>(DNE,LCV) coûts supplé-</u> <u>mentaires/activités dépis-</u> <u>tage PPCB</u>				
	S/TOTAL 1-1-1-7	1000000		425000	425000
1-1-1-8	<u>Création d'une unité épidé-</u> <u>miologique DSA</u>				
1°)	Recyclage de 3 cadres à la DSA/DNE	PM			
	S/total 1°)	PM			
2°)	Elaboration et production des fiches d'enquêtes / PPCB	500000			
	S/total 2°)	500000			
	S/TOTAL 1-1-1-8	500000			
1-1-1-9	Appui aux activités de diag- nostic des régions, Equipe-				

	ments de diagnostic et de				
	laboratoire,PM, AOI				
	S/TOTAL 1-1-1-9				
	S/TOTAL 1-1-1	59541500	9334092	17774660	27108752
	S/TOTAL I	59541500			
II-	<u>APPUI A LA DNE</u>				
II-1	<u>Réhabilitation des locaux</u>				
	<u>de la DNE</u>				
1°)	Bureau DNE (forfait)	2000000			
	S/total 1°)	2000000			
2°)	Siège PARC	9000000			
	S/total 2°)	9000000			
3°)	Centre de documentation				
	(réfection et équipement)	12000000			
	S/total 3°)	12000000			
4°)	Frais d'étude et de surveil-				
	lance 8%	1840000	460230		460230
	S/total 4°)	1840000	460230		460230
	S/TOTAL II-1	24840000	460230		460230
II-2	<u>Equipements Bureaux CN</u>				
	(5bureaux,1secrétariat)				
1°)	Achat de tables,chaîses,				
	climatiseurs et autres,	7650000	350000		350000
	S/total 1°)	7650000	350000		350000
2°)	Achat de photocopieur	3000000			
	S/total 2°)	3000000			
3°)	Achat de téléfax	1500000			
	S/total 3°)	1500000			
4°)	Achat d'interphones	750000			
	S/total 4°)	750000			
	S/TOTAL II-2	12900000			
II-3	<u>Appui au CFPE</u>				
1°)	Equipement de laboratoire	6000000		5924300	5924300
	S/total 1°)	6000000		5924300	5924300
2°)	Matériels didactiques	5730000			
	S/total 2°)	5730000			
	S/TOTAL II-3	11730000		5924300	5924300
II-4	<u>Centrale Informatique</u>				
	<u>Fonctionnement,entretien,</u>				
	<u>consommables,divers.</u>	3500000			
	S/TOTAL II-4	3500000			
II-5	Acquisition Fonds docu-				
	mentaire pour centre de				
	documentation DNE	2500000	674500		674500
	S/TOTAL II-5	2500000	674500		674500
II-6	Suivi Zootechnique (DPA)				
1°)	Perdiems pour collecte				
	d'information pour 2 agents	2500000	342000		342000
	S/total 1°)	2500000	342000		342000
2°)	Perdiems chauffeur	500000			

	S/total 2°)	500000			
	S/TOTAL II-6	3000000	342000		342000
II-7	Suivi des écosystèmes pastoraux (DAHP)				
II-7-1	Restitution-Supervision na- tionale et régionale				
1°)	Perdiems agents DNE	2962500	1050000	187500	1237500
	S/total 1°)	2962500	1050000	187500	1237500
2°)	Perdiems agents DRE	1422000	270000	30000	300000
	S/total 2°)	1422000	270000	30000	300000
3°)	Perdiems chauffeur	395000	200000	35000	235000
	S/total 3°)	395000	200000	35000	235000
	S/TOTAL II-7-1	4779500	1520000	252000	1772500
II-7-2	Mission de collecte des données, Perdiems agents DRE	3600000			
	S/TOTAL II-7-2	3600000			
	S/TOTAL II-7	4779500	1520000	252000	1772500
II-8	Supervision,Coordination (DNE,PARC,DPP)				
1°)	Perdiems cadres	1837500	1180000	237500	1417500
	S/total 1°)	1837500	1180000	237500	1417500
2°)	Perdiems chauffeur	210000	185000		185000
	S/total 2°)	210000	185000		185000
	S/TOTAL II-8	2047500	1365000	237500	1015000
	S/TOTAL II	63249500	219500	2995230	3214730
III-	FORMATION DES AGENTS-ELEVAGE				
III-1	Formation des agents de terrain en S.A 120 partici- pants(chefs secteur,chefs de poste vétérinaire,privés, responsables S.A-LCV- ONPV.)	8695000	8376070		8376070
	S/TOTAL III-1	8695000	8376070		8376070
III-2	Formation de 15 agents en suivi des écosystèmes pastoraux	1118500		1090645	1090645
	S/TOTAL III-2	1118500		1090645	1090645
III-3	Recyclage en agrostologie (15 cadres)	3249000		2717130	2717130
	S/TOTAL III-3	3249000		2717130	2717130
III-4	Formation de 2 caces en digitalisation des cartes	900000			
	S/TOTAL III-4	900000			
III-5	Stage de perfectionnement en administration et gestion vétérinaires/2 cadres DNE 3 semaines au CIRAD/ EMVT (France)	8400000			
	S/TOTAL III-5	8400000			

III-6	Stage/analyse et mise en oeuvre des projets / 8 semaines à l'Institut Forhom:				
	1 cadre DNE	8000000	9912800		9912500
	S/TOTAL III-6	8000000	9912800		9912500
III-7	Formation des responsables CFPE/ 1 cadre, 8 semaines à l'Institut Forhom	5000000	7590700		7590700
	S/TOTAL III-7	5000000	7590700		7590700
III-8	Formation en Economie Rurale/ 1 cadre CFPE, 8 semaines à l'Institut Forhom (France)	5000000	5168000		5168000
	S/TOTAL III-8	5000000	5168000		5168000
III-9	Formation en Informatique 2 cadres(DPA,DSA) en Analyse et Traitement de données statistiques.	1760000	1760000		1760000
	S/TOTAL III-9	1760000	1760000		1760000
III-10	Formation des agents producteurs de vaccins(LCV) à N'GAROUA, DAKAR et PARIS.	12695000		10274737	10274737
	S/TOTAL III-10	12695000		10274737	10274737
	S/TOTAL III-	54817500	32807570	14082512	46889782
IV-	COORDINATION / MISSION d'APPUI				
IV-1	Rénumération personnel d'appui. Rénumération secrétaire	720000	440400	140400	580800
	S/TOTAL IV-1	720000	440400	140400	580800
IV-1-2	Rénumération 8 chauffeurs	2880000	440400	542021	982421
	S/TOTAL IV-1-2	2880000	440400	542021	982421
IV-1-3	Rénumération 4 gardiens	960000	580000	180400	760400
	S/TOTAL IV-1-3	960000	580000	180400	760400
	S/TOTAL IV-1	4560000	1461200	862821	2344021
IV-2	Prime de responsabilité				
IV-2-1	Prime du Coordinateur National	720000	480000	180000	660000
	S/TOTAL IV-2-1	720000	480000	180000	660000
IV-2-2	Prime du Comptable Projet	360000	240000	90000	330000
	S/TOTAL IV-2-2	360000	240000	90000	330000
IV-2-3	Prime du chef volet Communication	360000	240000	90000	330000
	S/TOTAL IV-2-3	360000	240000	90000	330000
IV-2-4	Prime du chargé de gestion vaccins et logistique	240000	160000	60000	240000
	S/TOTAL IV-2-4	240000	160000	60000	240000
	S/TOTAL IV-2	1680000	1120000	420000	1540000

IV-3	Indemnités de déplacement				
IV-3-1	Indemnités Coordonnateur National	1950000	87500		87500
	S/TOTAL IV-3-1	1950000	87500		87500
IV-3-2	Indemnités chef vo et communication/information	1500000	350000	225000	575000
	S/TOTAL IV-3-2	1500000	350000	225000	575000
IV-3-3	Indemnités chauffeurs	9600000	105280		105280
	S/TOTAL IV-3-3	9600000	105280		105280
IV-3-4	Suivi évaluation DFP				
IV-3-4-1	Cadres	1250000		529000	529000
	S/TOTAL IV-3-4-1	1250000		529000	529000
IV-3-4-2	Chauffeurs	100000		95000	95000
	S/TOTAL IV-3-4-2	100000		95000	95000
	S/TOTAL IV-3-4				
	S/TOTAL IV-3	14400000	542780	849000	1391780
IV-4	Fonctionnement				
IV-4-1	Fonctionnement 6 véhicules	5610000	4689110		4689110
	S/TOTAL IV-4-1	5610000	4689110		4689110
IV-4-2	Fonctionnement 2 véhicules	1650000		1220250	1220250
	S/TOTAL IV-4-2	1650000		1220250	1220250
IV-4-3	Fonctionnement 1 véhicules	1443760		1018000	1018000
	S/TOTAL IV-4-3	1443760		1018000	1018000
IV-4-4	Fonctionnement 2 véhicules	3510000	780000	825000	1605000
	S/TOTAL IV-4-4	3510000	780000	825000	1605000
	S/TOTAL IV-4	12213760	5469110	3063250	8532360
IV-5	Entretien et réparation véhicule	6000000	7153780	98378	7252158
	S/TOTAL IV-5	6000000	7153780	98378	7252158
IV-6	Assurance et vignettes véhicule	2600000	281675	451140	732815
	S/TOTAL IV-6	2600000	281675	451140	732815
IV-7-1	Fourniture de bureau et d'informatique	2400000	789092	1180750	1969842
	S/TOTAL IV-7-1	2400000	789092	1180750	1969842
IV-7-2	Entretien, réparation matériel de bureau	500000	137950	7500	145450
	S/TOTAL IV-7-2	500000	137950	7500	145450
IV-7-3	Affranchissement	200000	110950	41480	152430
	S/TOTAL IV-7-3	200000	110950	41480	152430
IV-7-4	Téléphone, FAX	1200000	462000		462000
	S/TOTAL IV-7-4	1200000	462000		462000
IV-7-5	Abonnement et documentation	500000			
	S/TOTAL IV-7-5	500000			
	S/TOTAL IV-7	4800000	1499992	1229730	2729722

IV-8	Réunion d'évaluation	1500000	2285500		2285500
	S/TOTAL IV-8	1500000	2285500		2285500
IV-9	Voyage/déplacement à l'étranger				
	6 billets/an	3000000			
	3 séjours de 10j/2 pers./an	3000000			
	S/TOTAL IV-9	6000000	5998900		5998900
IV-10	Organisation de 2 réunions aux frontières avec les pays voisins	5000000		4983350	4983350
	S/TOTAL IV-10	5000000		4983350	4983350
IV-11	Communication/information				
IV-11-1	Production et outils de communication	2600000		25700	25700
	S/TOTAL IV-11-1	2600000		25700	25700
IV-11-2	Production radiophonique	2200000			
	S/TOTAL IV-11-2	2200000			
IV-11-3	Production d'un documentaire (télévisé)	5500000			
	S/TOTAL IV-11-3	5500000			
IV-11-4	Production presse écrite	450000			
	S/TOTAL IV-11-4	450000			
IV-11-5	Production paysanne	200000			
	S/TOTAL IV-11-5	200000			
IV-11-6	Formation paysanne	2200000			
	S/TOTAL IV-11-6	2200000			
IV-11-7	Formation cadre	PM			
	S/TOTAL IV-11-7	PM			
	S/TOTAL IV-11	13150000		25700	25700
	S/TOTAL IV	51590000	26807029	11983369	38790388
	S/TOTAL DEVIS	209526000	72454464	50254841	122709305
V	Imprévus	16762080		1635000	1635000
	S/TOTAL Imprévus	16762080		1635000	1635000
	TOTAL DEVIS	226288080	72454464	51889841	124344305
	AVANCE		70000000		70000000
	TOTAL GENERAL	226288080	142454464	51889841	194344305

ANNEXE III

PROPOSITION DE PRESTATION PAR LE CESPA

TARIFS INDICATIFS APPLIQUES AU CESPA

01 - PRODUCTION DE PAQUET PEDAGOGIQUE

. 5 000 000 à 5 500 000 F CFA

02 - PRODUCTION DE FILM DOCUMENTAIRE INSTITUTIONNEL

. 1 500 000 à 4 000 000 F CFA

03 - PRODUCTION DE FILM D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

1 000 000 à 2 500 000 F CFA

04 - MICROPROGRAMME

. 500 000 à 600 000 F CFA

05 - PRODUCTION DE SKETCH

. 1 000 000 à 2 500 000 F CFA

06 - FILM DIDACTIQUE

3 000 000 à 3 500 000 F CFA

07 - FILM DE FICTION

3 000 000 à 10 000 000 F CFA

08 - LOCATION DES EQUIPEMENTS PAR JOUR

. Camera CDD 3 000 et DXC 325	=.....	20 000
. Camera VO Hi	=.....	7 000
. Magnétoscope VO 8800 P (HB-SF)	=.....	15 000
. Magnétoscope VO 6800 (LB)	=.....	10 000
. Hallette d'éclairage	=.....	1 500
. Microphone, Câbles, Batterie et Trépied	=.....	4 000
. Banc de montage	=.....	60 000

.../...

09 - MATERIEL DE TRANSPORT

Land Cruiser 4 X 4	=.....	30 000
. Suzuki	=.....	20 000
. Toyota	=.....	30 000
. Toyota Mini Bus	=.....	35 000

10 - FRAIS DU PERSONNEL

. Honoraires Pédagogues	=.....	20 000
. Honoraires chauffeurs	=.....	10 000
. Perdiem Pédagogue Audiovisuel	=.....	11 000
. Perdiem chauffeur	=.....	6 000

11 - CASSETTES

. VHS	=.....	5 000
. KSP - S20	=.....	20 000
. KSP - 20	=.....	22 500
. KSP - 60	=.....	25 000

U.B. : La consommation de cassette dépend du type de film et de sa durée.

- Un tarif dégressif est appliqué sur les productions qui exigent des durées de prestation supérieures à 05 jours.

- Ces tarifs sont purement indicatifs.

- TRAITEMENT MENSUEL D'UN EXPERT NATIONAL : 500.000 F

(uniquement sur fonds extérieur)

FRAIS DE DEPLACEMENT : (Budget National)

- cadres A 4.000 F/j
- cadres B etc 3.000 F/j
- chauffeurs 2.000 F/j

110.000

- PERDIEM SUR FINANCEMENT EXTERIEUR (Projets)

- A l'intérieur : 15.000 F/j (toutes catégories) et
7.500 F/j pour chauffeurs.
- A l'extérieur : le taux est fixé en fonction du
pays d'accueil 60.000 à 100.000F/j

150.000

- PERDIEM CADRES ET CHAUFFEUR DE LA DNMAR

* Budget National (à l'intérieur)

- 4.000 F/j pour tous cadres
- 2.300 F/j pour chauffeurs

* Taux PNVA

- Cadres : 18.000 F/j
- Chauffeurs : 5.000 F/j
- Coordonnateur, CT du MDRE, Directeurs
Nationaux : 25.000 F/j.

TABLEAU RACAPITULATIF
DES MODULES DE FORMATION

N°	THEMES	OBJECTIFS	DUREE	NBRE PARTICIPANTS	COUT EN F CFA
01	- LA COMMUNICATION AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT	- Appréhender le concept de la Communication et mesurer son impact dans la résolution des actions de développement ; - Conception et mise en oeuvre de stratégies de communication.	05 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	425 000 643 500 804 375 925 030
02	- LA FORMATION PAR L'AUDIOVISUEL, UNE APPROCHE ADAPTEE AU DEVELOPPEMENT	- Percevoir l'efficacité pédagogique des différents supports audiovisuels dans la formation des adultes - Acquérir des aptitudes à utiliser convenablement ces différents supports.	05 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	450 000 675 000 843 750 970 312
03	- L'ECRIURE DU SCENARIO ET LE DECOUPAGE TECHNIQUE	- Acquérir des aptitudes pour écrire un récit de document vidéo pour la formation, l'information, l'éducation et la communication. - Elaborer le découpage technique en vue du tournage.	06 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	496 100 744 150 930 180 1 069 715

04	- LA PRISE DE VUES ET SON EN VIDEO ET LA CONSTRUCTION DE SEQUENCES	- Initier à l'utilisation correcte d'une unité de prise de vues (vidéo et audio) - Faire une série de prise de vues (séquence) dans l'optique du montage	10 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	953 100 1 429 650 1 787 062 2 055 221
05	- LA REALISATION EN VIDEO	- Concevoir un projet de film vidéo; - Elaborer le découpage technique. - Réaliser la production et la post Production.	20 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	1 826 600 2 739 500 3 424 875 3 938 606
06	- LES TECHNIQUES DE MONTAGE EN VIDEO	- Initier à l'utilisation correcte de l'unité de montage (vidéo et audio) - Pratiquer les différentes techniques de montage en vidéo.	10 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	907 500 1 361 250 1 701 562 1 956 796
07	- LA PEDAGOGIE AUDIOVISUELLE : CONCEPTION ET REALISATION DE DOCUMENTS POUR LA FORMATION	- Développer le concept de la communication pour le développement - Initier à la formation par la vidéo ; - Maîtriser les principes de base de la formation des adultes ; - Maîtriser les notions de base en électricité ; - Réaliser un document vidéo ; - Encadrer une session de formation.	65 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	3 949 000 5 923 500 7 404 375 8 515 032

08	- TECHNIQUES DE PRISE DE VUES EN PHOTOGRAPHIE	Initier à la théorie et à la pratique de la photographie (Prise de vues)	05 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	484 000 726 000 907 500 1 043 525
09	- LA VIDEO POUR LA FORMATION : UTILISATION DU MATERIEL ET APPROCHE PEDAGOGIQUE.	<ul style="list-style-type: none"> - Initier à l'utilisation correcte d'une unité de diffusion vidéo ; - Assurer convenablement l'animation d'une session de formation paysanne suivant la démarche méthodologique du CESPA. 	10 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	792 000 1 188 000 1 485 000 1 707 750
10	- LA COMMUNICATION INTERPERSONNELLE ET LES TECHNIQUES D'ANIMATION DE GROUPE.	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des aptitudes qui favorisent la participation aux actions de développement ; - Apprendre à communiquer, à partager, à travailler en groupe de manière constructive. 	10 jours effectifs	01 à 03 04 à 07 08 à 10 11 à 15	803 000 1 204 500 1 505 625 1 731 468



BURECO

**BUREAU D'ETUDES COMPTABLES
ET D'ORGANISATIONS**

Expertise - Audit - Organisation - Formation - Conseil

Inscrit à l'Ordre des Comptables Agréés et Experts Comptables Agréés du MALI

**A l'Attention du Coordinateur
National PARC-MALI (à Bamako)**

Tout l'honneur nous revient de vous soumettre notre proposition de service tout en vous remerciant de la confiance dont BURECO fait l'objet auprès de vous une fois de plus.

Votre offre s'inscrit dans un souci d'organisation, de suivi comptable et de gestion des unités vétérinaires en vue de leur doter de méthodes de gestion moderne indispensables pour atteindre les objectifs que se sont assignés les promoteurs (la réussite totale).

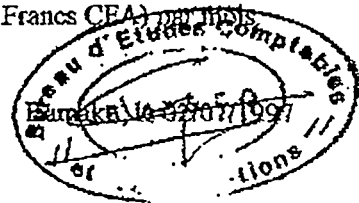
D'autre part les promoteurs bénéficieront de conseils et formation en vue de parer progressivement à la gestion assistée.

Fort de notre grande expérience et compétence dans ce domaine, nous vous assurons de la bonne diligence de cette mission.

Montant des honoraires :

- compte tenu de l'implantation un peu partout sur le territoire malien donc facteur distance et facteur approche de gestion face à des types de clientèles à comportement varié selon les régions ;
- compte tenu des frais de déplacement, de séjours, de perditions que nécessitent le suivi ;

le montant des honoraires tout frais compris s'élève par mois et par unité vétérinaire à un montant forfaitaire de 150.000 FCFA HT, soit un montant total pour 20 unités vétérinaire de : 3.000.000 FCFA (Trois Millions Francs CFA) par mois.



ANNEXE IV

PROPOSITION D'UN RESEAU D'EPIDEMIOSURVEILLANCE

Réseau National de Surveillance Epidémiologique Vétérinaire du Mali

EPIVET - MALI

1. Introduction:

Dans le cadre du Programme Global d'Eradication de la Peste Bovine (GREP) l'Office International des Epizooties (OIE) a élaboré des stratégies de surveillance de la peste bovine appelées "Voie OIE" pour déclarer un pays ou certaines zones indemnes de maladie. Elles comprennent 3 étapes:

- 1ère étape: pays provisoirement indemne de la maladie,
- 2è étape: pays indemne de la maladie et
- 3è étape: pays indemne de l'infection.

Des critères ont été définis pour apprécier chacune des étapes. Le Mali participant à la Campagne Panafricaine de lutte contre la Peste Bovine (PARC) n'a pas enregistré de foyer de peste bovine depuis 1986 comme d'ailleurs tous ses voisins. Les résultats des enquêtes de surveillance des anticorps antibovipestiques effectuées entre 1989 et 1994 attestent aussi d'une bonne couverture immunitaire du cheptel bovin (environ 80%). Le Mali remplit donc les critères de pays provisoirement indemne de la maladie. Ceci implique entre autres mesures l'arrêt de la vaccination et la mise en place d'un réseau de surveillance épidémiologique de la peste bovine. La surveillance épidémiologique de la peste bovine est nécessaire pour deux raisons essentielles:

- premièrement pour s'assurer qu'après l'arrêt de la vaccination contre la peste bovine tout foyer de peste bovine qui surviendra sera rapidement identifié et maîtrisé.
- deuxièmement pour apporter la preuve, qu'un pays ou une région est indemne de la maladie ou de l'infection.

Ces activités ne pourront être menées que s'il existe sur place:

- *un système de déclaration de tout symptôme de la peste bovine par les éleveurs et les vétérinaires
- * un programme actif d'examen des populations identifiées suivant les procédures statistiques adéquates afin de détecter tout signe clinique ou autre indication de l'existence de la peste bovine ou de la transmission de l'infection.

Dans chacun des deux cas, toute suspicion de la peste bovine doit être suivie de quarantaine, d'un diagnostic de confirmation et de la mise en place de mesures de contrôle de la maladie.

La surveillance épidémiologique de la peste bovine est une priorité de la Coordination Nationale du projet PARC et aussi du projet "Epidémiologie " de l'Unité de Coordination du PARC, à l'OUA-IBAR de Nairobi, qui apportera son appui technique et scientifique à sa mise en place et au suivi de ses résultats.

La mise en oeuvre de la surveillance épidémiologique de la peste bovine servira de précurseur pour la mise en place d'un système national de surveillance épidémiologique d'autres maladies prioritaires du bétail telles que la péripneumonie contagieuse bovine, la fièvre aphteuse etc.

La surveillance épidémiologique ou épidémiosurveillance est une méthode fondée sur des observations et enregistrements en continu afin de suivre l'état de santé ou les facteurs de risque d'une population définie. Ceci permet en particulier de déceler l'apparition de processus pathologiques et d'en étudier le développement dans le temps et dans l'espace en vue de l'adoption de mesures appropriées de lutte.

Les objectifs de l'épidémiosurveillance sont:

- * déterminer l'importance d'une entité pathologique donnée afin de décider ou non d'entreprendre une lutte appropriée,
- * hiérarchiser l'importance de plusieurs phénomènes pathologiques observés sur une même population, afin de définir les actions prioritaires à entreprendre,
- * évaluer les résultats d'un plan de lutte en suivant le déclin d'un phénomène pathologique considéré,
- * détecter l'apparition d'événements pathologiques nouveaux sur un territoire donné dans le but d'entreprendre une lutte précoce. Ceci relève plus spécifiquement de l'épidémiovigilance qui dans le cas du Mali ne sera pas distincte de l'épidémiosurveillance dans un premier temps.

La surveillance épidémiologique de la peste bovine en particulier mais aussi d'autres maladies animales doit être animée par un réseau. Au Mali il sera appelé RESEAU D'EPIDEMIOSURVEILLANCE VETERINAIRE DU MALI : EPIVET-MALI.

2. Organisation du Réseau D'Epidémiosurveillance Vétérinaire du Mali

2.1. Composition, attributions:

Le Réseau d'Epidémiosurveillance Vétérinaire du Mali sera constitué d'un Comité de pilotage, d'une Unité Centrale, de 5 Unités Régionales et de 35 Postes d'Observation et des Groupements d'Eleveurs.

2.1.1. Le Comité de Pilotage du Réseau

C'est l'organe politique chargé de veiller au bon fonctionnement du réseau avec avis, conseils et règlement des problèmes relationnels entre les différents organes et services impliqués. Il sera composé de:

- Direction Appui au Monde Rural
- Direction Reglementation et Contrôle
- Direction du LCV
- Coordonnateur National Projet PARC

Sa présidence sera assurée par l'une des Directions Centrales.

2.1.2. L'Unité Centrale:

Composition: L'unité Centrale doit être composée de:

- Un Epidémiologiste Vétérinaire ayant des connaissances en statistiques et en informatique, Chef de l'Unité
- Un responsable de diagnostic de Laboratoire
- Un responsable de l'Edition du bulletin du réseau.

L'Unité Centrale sera basée au Laboratoire Central Vétérinaire où existent les compétences en épidémiologie et diagnostic de laboratoire. Elle aura sous sa responsabilité une équipe mobile capable d'intervenir en urgence. Elle doit être composée d'un Docteur Vétérinaire et d'un Ingénieur des Travaux d'Elevage.

Attributions:

L'Unité Centrale coordonne toutes les activités de l'épidémiosurveillance et doit être dotée de moyens autonomes de communication avec l'ensemble des structures du réseau national d'épidémiosurveillance d'une part et les structures internationales telles que le Projet "Epidémiologie" de l'Unité de Coordination du projet PARC, les réseaux africains d'épidémiosurveillance, l'OIE, la FAO, l'AIEA, les Laboratoires Mondiaux de Référence des maladies prioritaires, etc.

L'Unité Centrale doit être dotée de capacités de traitement des informations recueillies (outils statistiques et informatiques) et de diffusion des informations qui en résultent.

L'équipe d'urgence sera dotée de moyen d'intervention rapide lui permettant de réagir à temps en cas de foyers de maladie. Il s'agit notamment d'assurer la collecte des prélèvements et de mener des enquêtes épidémiologiques etc.

2.1.3. Les Unités Régionales.

Composition: Au nombre de 5, elles seront basées dans les structures des Laboratoires Régionaux de l'Elevage de Kayes, Mopti, Sikasso, Tombouctou et Gao, et composées de:

- 1 Epidémiologiste Vétérinaire, ayant des connaissances en statistiques,
- 1 Responsable de diagnostic de laboratoire.

Attributions:

Les Unités Régionales serviront de relais entre l'Unité Centrale et les postes d'observation.

Les Unités Régionales stockeront les échantillons envoyés des postes d'observation avant leur acheminement à l'Unité Centrale dans les meilleurs délais et conditions.

Au niveau des laboratoires régionaux certains tests pourront être effectués (L'immunodiffusion en Gélose pour la peste bovine) pour confirmer les suspicions.

2.1.4. Les Postes d'observation: Ils seront basés au niveau de certains

Secteurs et représentatifs de l'ensemble du territoire national. Ce sont:

Région de Kayes: Nioro, Kita, Kéniéba, Yélimané

Région de Koulikoro: Nara, Dioila, Kolokani, Kati, Kangaba

Région de Sikasso: Kadiolo, Bougouni, Kolondiéba, Koutiala

Région de Ségou: San, Macina, Niono Barouéli

Région de Mopti: Djenné, Douentza, Bankass, Youwarou, Ténenkou

Région de Tombouctou: Rharous, Diré, Niafunké

Région de Gao: Gao, Ménaka, Bourem

Région de Kidal: Kidal

Composition: Les postes d'observation seront composés de:

- 1 Cadre Supérieur de l'Elevage: Responsable
- 3 Techniciens d'élevage.

Attributions:

Le succès du Réseau d'Epidémiosurveillance dépend du dynamisme et de la compétence des responsables des postes d'observation. Les responsables des postes d'observation constituent la cheville ouvrière du réseau. Ils doivent avoir en vue un certain nombre de choses:

- Les sources d'information: Chaque responsable de poste d'observation définira les sources d'information spécifiques à sa zone d'intervention. Il doit, en collaboration avec chacun des intervenants, définir le rôle de tout un chacun dans le réseau au niveau local.

Le responsable élaborera un schéma de visite périodique des élevages conformément au

protocole d'échantillonnage qui sera mis à sa disposition par l'Unité Régionale et des marchés à bétail, en vue de rechercher les signes de la peste bovine, des autres maladies pestiformes en premier lieu et des signes des autres maladies prioritaires retenues dans le cadre du réseau.

-Les contraintes: Elle sont nombreuses. Les principales sont: La capacité des éleveurs de reconnaître les maladies, la circulation de l'information par les éleveurs, les capacités de réponse des services vétérinaires publiques, les vétérinaires privés. Pour surmonter ces contraintes le responsable du poste d'observation doit en rapport avec le responsable du volet communication du projet PARC:

- *organiser des causeries-débats sur les symptômes de la peste bovine et des autres maladies, ventiler les affiches, les posters etc sur toutes ces maladies,
- * élaborer en collaboration avec tous les intervenants, un mécanisme de circulation des informations dans la zone d'observation,
- *mobiliser les ressources pour une intervention prompte et efficace,
- *sensibiliser les vétérinaires (du secteur public et les privés) pour leur participation effective aux activités du réseau.

Le réseau doit prévoir une rémunération pour une participation effective des vétérinaires privés.

Les animateurs des postes d'observations, les vétérinaires privés et du secteur public feront des prélèvements en cas de suspicion de peste bovine ou d'autres maladies du réseau et les achemineront aux Unités Régionales. Les prélèvements seront divisés en deux jeux, l'un pour l'Unité Régionale et l'autre pour l'Unité Centrale.

Le personnel des postes d'observation doit avoir un contrat avec le réseau dans lequel il s'engagera à ne pas demander une mutation pendant une période d'au moins 3 ans. Il recevra en compensation une prime d'encouragement.

2.1.5. Groupements des éleveurs

Les éleveurs joueront un rôle très important dans le bon fonctionnement du réseau car les informations primaires viendront d'eux. Ils seront organisés en groupement et recevront une formation par les responsables des postes d'observation, pour une bonne et très rapide circulation de l'information des troupeaux vers les postes d'observation.

2.2. Modalités pratiques de fonctionnement:

Le Réseau d'Epidémiosurveillance doit mettre en place des mécanismes pour:

- la collecte et la transmission des informations,
- la compilation des informations,
- l'analyse, l'évaluation et l'interprétation des informations,
- la diffusion effective et rapide des informations produites aux parties concernées.

2.2.1. Collecte et transmission des informations.

L'efficacité du réseau dépendra de la rapidité avec laquelle l'information circulera du troupeau vers l'Unité Centrale et vis versa.

2.2.1.1. De la ferme au poste d'observation

Les sources d'information sont: Les éleveurs et autres propriétaires d'animaux, les services vétérinaires du secteur public, les vétérinaires privés, les cliniques vétérinaires, les laboratoires régionaux, le LCV, les abattoirs et aires d'abattage, les services de Marketing vétérinaire, les postes de sorties et d'entrées des animaux, les centres d'insémination artificielle. Toutes ces structures et personnes doivent être impliquées entièrement dans la circulation de l'information. Chacun doit savoir comment acheminer l'information vers le responsable du poste d'observation.

La collecte des informations se fera de deux manières:

- à travers la mise en place d'un système routinier de circulation de l'information sur les différentes suspicions de la peste bovine ou des autres maladies animales du réseau et
- à partir des activités spécifiques: les enquêtes épidémiologiques.

La mise en place d'un système routinier de circulation de l'information passe par l'organisation d'un comité au niveau de chaque village, regroupant tous les intervenants dans le monde rural. Le comité sera dirigé par le chef de village. Le comité désignera les fonctions de chaque membre afin que l'information parvienne le plus rapidement possible au comité. Le comité déterminera en accord avec le responsable du poste d'observation la manière de lui parvenir l'information. Ceci pourra se faire au niveau des marchés hebdomadaires ou en cas d'urgence par l'envoi direct d'un membre du comité au poste d'observation suivant des modalités à définir.

Le responsable du poste d'observation élaborera un programme de visite des fermes relevant de sa circonscription suivant un échantillonnage préalablement établi. Au cours de ces visites les fiches d'enquête seront dûment remplies. Pour la peste bovine ce sont:

- fiche d'enquête sur le troupeau: annexe 1,

- fiche d'examen clinique individuel des animaux: annexe 2,
- fiche rapport d'investigation de foyer de peste bovine annexe 3 (en cas de suspicion de foyer),
- fiche d'examen clinique individuel des bovins en cas de suspicion de peste bovine annexe 4.

Pour les autres maladies du réseau les mêmes modèles de fiche d'enquête seront remplies.

En cas de suspicion de peste bovine les échantillons suivants seront prélevés:

- sang entier sur anticoagulant (de préférence sur EDTA)
- débris d'épithélium nécrosé grattés sur la gencive ou d'autres muqueuses orales
- écouvillons oculaires, nasopharyngés,
- rate
- ganglions (surtout les mésentériques) et amygdales à partir d'animaux sacrifiés de préférence lorsqu'ils présentent une réponse fébrile et des lésions muqueuses

NB. Les échantillons prélevés sur des animaux morts de peste bovine ou de PPR ne peuvent pas être utilisés habituellement pour l'isolement du virus.

- sérums

En cas de suspicion de la PPR les mêmes échantillons que pour la peste bovine seront prélevés.

En cas de suspicion de la PPCB les échantillons suivants seront prélevés:

- Tissu pulmonaire lésé accompagné de 10 ml approximativement de liquide pleural,
- Deuxième échantillon de poumon récolté dans un tampon formol neutre, pour histopathologie,
- Prélèvements de sang (10 ml à peu près) d'un certain nombre de bovins du troupeau affecté pour sérologie.

En cas de suspicion de la fièvre aphteuse, les échantillons suivants seront prélevés:

- Liquide des vésicules (ponction maximale) prélevé, sans addition d'aucun agent de préservation,
- Couches épithéliales des lésions vésiculeuses (2-3 grammes),
- Lambeaux d'épithélium nécrotique encore attachés aux bords des vésicules rompues (2-3 grammes).
- Echantillons de sang complet avec EDTA prélevés durant la phase de virémie dans les derniers 4 - 5 jours suivant le début des signes cliniques,

- Liquide pharyngo-oesophagien prélevé à l'aide d'une sonde sur les bovins, mouton ou chèvres, mais non les porcs. Il doit être dilué immédiatement dans un volume identique de milieu pour culture cellulaire (pH 7,5),
- Echantillons de sérum recueillis durant la phase aigue et la phase de convalescence de la maladie.

En cas de suspicion de la dermatose nodulaire contagieuse bovine les échantillons suivants seront prélevés:

- Plusieurs lésions cutanées actives prélevés stérilement par biopsie ou autopsie. Les lésions internes (s'il y en a) et certains ganglions lymphatiques peuvent également être récoltés à l'autopsie.

Les informations et prélèvements recueillis seront ventilées à partir des postes d'observation vers les unités régionales.

2.2.1. 1. Des Postes d'observation aux Unités régionales:

Les postes d'observation communiquent tous les jours avec les unités régionales par RAC au moins une fois 10 H - 11 H et en cas de besoin l'après midi de 14 H - 15 H.. Ils fournissent une fois par semaine (foires hebdomadaires) un FLASH HEBDOMADAIRE (annexe) au Unités régionales. Le FLASH sera accompagné des fiches d'enquête (voir annexes) dûment remplies. Les prélèvements sont livrés aux unités régionales en même temps que les FLASHS.

2.2.1.2. Des Unités Régionales à l'Unité Centrale

Les Unités régionales communiquent tous les jours par RAC/Téléphone avec l'Unité Centrale entre 11H -12H et en cas de besoin dans l'après midi de 15H - 16H. L'Unité Régionale communique directement en cas de besoin avec n'importe quel poste d'observation relevant de sa circonscription.

Les Unités Régionales envoient à l'Unité Centrale 1 fois par semaine un rapport hebdomadaire sur la base des flashes hebdomadaires et un rapport mensuel.

Les prélèvements destinés à l'Unité centrale sont envoyés sans délais.

2.2.1.3. L'Unité Centrale:

Elle peut communiquer directement en cas de besoin avec n'importe quel poste d'observation et n'importe quelle unité régionale du Mali.

Elle fournit un rapport mensuel à la Coordination Nationale de la Campagne Panafricaine de lutte contre la Peste Bovine et aux Directions Centrales d'Appui au Monde Rural et de la Réglementation du Mali, à la Coordination Régionale du Projet PARC de Bamako, à l'Unité d'Epidémiologie du Projet PARC de Nairobi.

Elle édite un BULLETIN TRIMESTRIEL (EPIVET- INFO) pour l'ensemble des intervenants dans le réseau.

L'Unité Centrale envoie les prélèvements:

- pour suspicion de la peste bovine, au Laboratoire Central Vétérinaire de Bamako (pour la détection de l'antigène, la détection de l'acide nucléique et l'isolement du virus) et au Laboratoire Mondial de Référence de la peste bovine basé à Pirbright (Grande Bretagne).
- pour suspicion de PPR, au LCV (pour la détection de l'antigène, la détection de l'acide nucléique et l'isolement du virus) et au Laboratoire Mondial de Référence de la PPR basé à l'EMVT à Montpellier en France,
- pour suspicion de la péripneumonie contagieuse bovine au LCV (pour la détection de la galactane) et au Laboratoire Mondial de Référence basé à l'EMVT à Montpellier en FRANCE.
- pour suspicion de la fièvre aphteuse au LCV (immunocapture pour sérotypage) et au Laboratoire Mondial de Référence basé à Pirbright en Grande Bretagne.

2.2.2. - La compilation des informations,

Les informations en provenance des groupements d'éleveurs seront rassemblées par le responsable du poste d'observation avant leur acheminement vers l'Unité Régionale.

Au niveau de l'Unité Régionale les informations en provenance des postes d'observation seront regroupées et envoyées directement à l'Unité Centrale.

Chaque Unité Régionale gardera une copie des fiches d'enquête et des flashs envoyés par les postes d'observation.

2.2.3. - L'analyse, l'évaluation et l'interprétation des informations.

L'analyse, l'évaluation et l'interprétation primaire des informations seront faites par les responsables des Unités Régionales en vue de prendre très rapidement les premières mesures.

L'analyse, l'évaluation et l'interprétation définitives seront faites exclusivement par l'Unité Centrale à partir des outils statistiques et informatiques.

2.2.4. La diffusion effective et rapide des informations produites aux parties concernées.

L'Unité Centrale disséminera les résultats des analyses sous forme de:

- rapport mensuel aux membres du Comité de pilotage, au Coordonateur National du Projet PARC, à l'Unité d'Epidémiologie du Projet PARC de Nairobi, et aux unités régionales. Les Unités Régionales enverront une copie aux Postes d'observations.
- bulletin trimestriel de liaison aux membres du Comité de pilotage, au Coordonateur National du Projet PARC, à l'Unité d'Epidémiologie du Projet PARC de Nairobi, et aux unités régionales. Les Unités Régionales enverront une copie aux Postes d'observations qui se chargeront de commenter les informations aux groupements d'Eleveurs.

2.2.5. Missions de supervision:

2.2.5.1. L'Unité Centrale:

L'Unité Centrale visite tous les postes d'observation de façon régulière tous les 6 mois, ou sur demande en cas de nécessité. Ces missions seront mises à profit pour recenser les problèmes au niveau des postes d'observation et apporter si possible les corrections indispensables pour la bonne marche du réseau.

2.2.5.2. Les Unités Régionales:

Chaque Unité Régionale visitera de façon régulière 1 fois par trimestre tous les postes vétérinaires relevant de sa circonscription. Ces missions serviront à passer les messages de l'Unité Centrale (résultats des analyses etc) et apporter si possible des solutions aux problèmes des postes d'observation.

2.3. Liste des maladies

Le Réseau d'Epidémiosurveillance Vétérinaire du Mali assurera dans l'immédiat la surveillance des maladies prioritaires suivantes:

- la Peste Bovine

Les maladies pouvant être confondues à la peste bovine sont: la Diarrhée virale bovine, la peste des petits ruminants, la fièvre aphteuse, la stomatite papuleuse, la fièvre catarrhale maligne, la rhinotracheite infectieuse bovine, la maladie de Johne etc.

- la Peste des Petits Ruminants (PPR)
- la Péripneumonie Contagieuse Bovine et la Pleuropneumonie Contagieuse
- cCprine
- la Fièvre Aphteuse

- la Dermatose Nodulaire Contagieuse Bovine

3. Moyens à mettre en oeuvre:

3.1. EQUIPEMENT ET MATERIELS:

3.1.1. Equipement et matériels de l'Unité Centrale

Pour assurer l'efficacité du réseau, l'Unité Centrale sera dotée de moyens adéquats de fonctionnement. Ce sont:

- 2 Véhicules tout terrain: 1 véhicule pour l'Unité Centrale et un second pour les interventions d'urgence.
- 2 Micro ordinateurs avec imprimante laser
- 1 Microordinateur portable pour les déplacements des membres de l'Unité Centrale
- 1 RAC pouvant couvrir tous les postes d'observation du Mali
- 1 Photocopieuse
- 1 congélateur
- 5000 sachets de prélèvement
- 5000 écouvillons
- 20000 tubes vacutainers sans anticoagulant (15 ml)
- 20000 tubes vacutainers avec EDTA (15 ml)
- 5 trousses d'autopsie
- 20 Boîtes à glace

3.1.2. Equipement et matériels des Unités Régionales

Les moyens de fonctionnement indispensables à la bonne marche de chaque unité régionale sont:

- 1 Congélateur ou Frigidaire
- 1 photocopieuse
- 1 RAC (moyenne portée)
- 1 trousse d'autopsie
- 1000 Sachets de prélèvement
- 1000 Ecouvillons
- 2000 Tubes vacutainer avec EDTA (15 ml)

- 2000 Tubes vacutainer sans anticoagulant (15 ml)
- 10 Boites à glace

3.1.3. Equipement et matériels des Postes d'Observation

Les moyens indispensables à la bonne couverture de la zone d'intervention de chaque poste d'observation sont:

- 4 Mobylettes
- 1 RAC (moyenne portée)
- 1 trousse d'autopsie
- 100 Sachets de prélèvement
- 100 Ecouvillons
- 500 Tubes vacutainer avec EDTA (15 ml)
- 500 Tubes vacutainer sans anticoagulant (15 ml)
- 5 Boites à glace

3.2. Formation:

Tout le personnel impliqué dans le Réseau D'Epidémiosurveillance Vétérinaire du Mali suivra une formation pour une standardisation des méthodes de travail et pour mener à bien les différentes tâches du réseau.

Trois ateliers de formation doivent être organisés: informatique, épidémiologie et collecte des informations et des prélèvements pour suspicion des maladies retenues, recherche de la peste bovine et des autres maladies du réseau.

Toute la formation sera assurée par le personnel du réseau.

- **Formation en informatique.** Elle concernera les responsables des Unités Régionales. Les modules suivants seront retenus: un logiciel de traitement de textes (Word); un logiciel tableur (quattro); un logiciel de traitement de base de données (PANACEA et SID3).

La formation sera assurée par le personnel de l'Unité Centrale

- **Formation en Epidémiologie.** Elle sera organisée pour les responsables des unités régionales et des postes d'observation. Les thèmes suivants seront dispensés:

- Epidémiologie. Définition et concepts de base
- Quantification des événements infectieux au sein des populations

- Approche épidémiologique de l'étude des maladies
- Estimation des proportions.
- Estimation des risques
- Formulation de la politique de contrôle des maladies
- Systèmes d'information sur les maladies
- Erreurs dues aux opérations de mesures
- Collecte des informations
- Collecte des prélèvements en cas de suspicion de Peste Bovine de PPCB, de PPR, de Fièvre aphteuse, de dermatose nodulaire contagieuse bovine.

La formation sera assurée par le personnel de l'Unité Centrale

- **Formation locale des chefs de postes vétérinaires:** Elle sera animée par le responsable du poste d'observation sur la recherche de la peste bovine, de la peste des petits ruminants, la PPCB et la PPCC, la fièvre aphteuse et la dermatose nodulaire contagieuse bovine.
- **Formation locale des éleveurs sur le fonctionnement du réseau.** Elle sera animée aussi par les responsables des postes d'observation avec le responsable du volet communication du projet PARC.

3.3. Indemnités:

Une indemnité est accordée à tous les intervenants en fonction du travail effectivement fourni pour le réseau (informations correctes données, nombre de fiches et de prélèvements correctement réalisés et acheminés etc).

4. BUDGET:

4.1. Investissement

- 2 Véhicules tout terrain: 15 000 000 FCFA X 2 = 30 000 000 FCFA
- 2 microordinateurs: 1 500 000 FCFA X 2 = 3 000 000 FCFA
- 1 Imprimante: 1 000 000 FCFA
- 2 onduleurs: 450 000 FCFA X 2 = 900 000 FCFA
- 1 microordinateur portatif: 1 000 000 FCFA
- 1 photocopieuse CANON: 1 000 000 FCFA
- 1 RAC à longue portée

- 30 Mobylettes tout terrain: $1\,000\,000\text{ FCFA} \times 30 = 30\,000\,000\text{ FCFA}$
- 90 Mobylettes CAMICO : $750\,000\text{ FCFA} \times 90 = 63\,500\,000\text{ FCFA}$
- RAC à moyenne portée
- Trousses d'autopsie vétérinaires:
- 20 000 Sachets de prélèvement
- 10 000 Ecouvillons
- 20 000 Tubes vacutainers avec EDTA
- 20 000 Tubes vacutainers sans anticoagulant
- 10 000 Aiguilles vacutainers
- 20 000 Cryotubes
- 40 Boites à glace
- 10 Congélateurs ou Frigidaires
- E- mail

4.2. Formation

4.2.1. Informatique: Elle sera organisée à Bamako au LCV pour les responsables des Unités Régionales et les cadres de l'Unité Centrale. Elle durera 2 semaines:

Perdiem pour les 5 cadres régionaux: $= 15000\text{ FCFA} \times 5 \times 16\text{ J} = 1\,200\,000\text{ FCFA}$

Transport: 500 000 FCFA

COUT DE LA FORMATION EN INFORMATIQUE: FCFA

1 700 000 FCFA

4.2.2. Epidémiologie/ STATS/Prélèvements:

Deux ateliers seront organisés: un à Ségou pour les responsables des unités régionales et les responsables des postes d'observation des régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Sikasso et du District de Bamako et le second à Mopti pour les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal. Chaque atelier durera 2 semaines.

Perdiem participants: $10\,000 \times \text{FCFA} \times 40 \times 15\text{ J} = 6\,000\,000\text{ FCFA}$

Perdiem formateurs: $= 15\,000\text{FCFA} \times 2 \times 30 = 900\,000\text{ FCFA}$

Honoraires des formateurs: $10\,000\text{FCFA} \times 2 \times 30 = 600\,000\text{ FCFA}$

Transport: 3000 000 FCFA

COUT DE LA FORMATION EN EPIDEMIOLOGIE: FCFA

10 500 000 FCFA

4.2.3. Formation locale des Chefs des postes vétérinaires

Un atelier d'une semaine sera organisé au niveau des postes d'observation pour tous les chefs des postes vétérinaires et les vétérinaires privés:

$5000\text{ FCFA} \times 200 = 1\,000\,000\text{ FCFA}$

4.2.4. Formation locale des éleveurs

$2500\text{ FCFA} \times 500 = 1\,250\,000\text{ FCFA}$

4.3. Fonctionnement

4.3.1. Unité Centrale

- Carburant: 4 500 000 FCFA
- Missions (avion et train): 1 000 000 FCFA
- Per diem: 1 500 000 FCFA
- Indemnités: $12 \times 30\,000\text{ FCFA} + 20\,000 \times 4 \times 12 + 5000 \times 12 = 1\,500\,000\text{ FCFA}$
- Consommables + Téléphone: 5 000 000 FCFA

TOTAL: 13 500 000 FCFA

4.3.2. Unités régionales:

- Indemnités
- Consommables

4.2.3. Postes d'observation:

- Carburant: $50\text{ L} \times 450\text{ FCFA} \times 40 \times 12 = 10\,800\,000\text{ FCFA}$
- Perdiem: $2000\text{ FCFA} \times 15 \times 12 \times 30 = 10\,800\,000\text{ FCFA}$
- Indemnités:

5. INTERVENTION EN CAS D'APPARITION DE FOYER DE PESTE BOVINE

En cas de confirmation d'un foyer de peste bovine par le Laboratoire Central Vétérinaire, les structures de la Division Santé Animale de l'ancienne Direction Nationale de l'Elevage seront immédiatement alertées pour une action immédiate à entreprendre.

L'équipe mobile d'urgence de l'Unité Centrale menera des enquêtes pour situer l'extension des foyers.

Le Laboratoire Central Vétérinaire mettra à disposition la quantité de doses de vaccins demandée par les structures de la Division Santé Animale.

Les structures de la Santé animale pourront recourir à une politique d'abattage du bétail infecté et à la destruction totale des carcasses par enfouissement ou incinération. Ceci doit être accompagné d'autres mesures sanitaires comme la quarantaine le contrôle et la surveillance des mouvements du bétail. Elle peut également procéder à la vaccination des bovins des villages situés dans un rayon de 20 kms. Pour les zones frontalières il est capital d'instaurer une coopération régionale entre pays pour lutter contre la maladie.

La mise en oeuvre de toutes ses mesures sera financée par les fonds d'urgence de l'Elevage.

Rinderpest Surveillance
Random Sample Survey

Sampling unit No.			Date		
District			Name of owner		
Map. Ref.			Address for contact		
Place name					
Sampling team Name of investigator					

Herd		Production		Movement		Grazing	
Species		Dairy		Settled		Common	
Herd size		Meat		Nomadic		Enclosed	
Breed		Dual Purpose		Trader		Zero	

Epidemiological Information

Can the farmer report clinical signs consistent with rinderpest?			Has he had rinderpest in his cattle/buffaloes?		
Discharges?				Yes	No
Yes		No	Date of last outbreak		
Ocular?			No. of deaths		
Yes		No	Date of last rinderpest vaccination		
Nasal?			How many cattle/buffaloes have been introduced into the herd/village during the last 12 months?		
Yes		No	Reason for introduction	Purchase	
Diarrhea?				Gift	
Yes		No		Loan	
Deaths?			Place of origin		
Yes		No	How many cattle/buffaloes have left the herd during the last 12 months		
Does the farmer consider rinderpest to be an important problem?			Reason for leaving	Sold	
Yes		No		Gift	
Have there been any rinderpest outbreaks near to his farm in the last two years?				Loan	
Yes		No	Place of destination		
Details (when, where etc.)					

Rinderpest Surveillance
Random Sample Survey
Individual Animals

Sampling unit No:

Date

No.	Animal Identification	Sex			Age Group			Vaccination history			Clinical Signs				Remarks/ Comments
		Female (F)	Male (M)	Castrate (C)	<1 year	1-2 years	>2 years	Yes vaccinated	Not vaccinated	? Unknown	Diarrhoea	Ocular Discharge	Nasal Discharge	Mouth Lesions	
1		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
2		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
3		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
4		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
5		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
6		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
7		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
8		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
9		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
10		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
11		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
12		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
13		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
14		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
15		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
16		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
17		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
18		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
19		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
20		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
21		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
22		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
23		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
24		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	
25		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	

Rinderpest Outbreak Investigation Report

Reason for investigation			Date	
District			Name of owner	
Map. Ref.			Address for contact	
Place name				
Sampling team Name of investigator				

Herd		Production		Movement		Grazing	
Species		Dairy		Settled		Common	
Herd size		Meat		Nomadic		Enclosed	
Breed		Dual Purpose		Trader		Zero	

Epidemiological Information

Disease Information		Has he had rinderpest in his cattle/buffaloes?	
Date when the first animals became sick?		Yes	No
Signs of the disease		Yes	No
Ocular discharge?			
Nasal discharge?			
Diarrhoea?			
Deaths?			
How many dead animals?			
Does the farmer consider rinderpest to be an important problem?			
Have there been any rinderpest outbreaks near to his farm in the last two years?			
Details (where, when etc.)		Date of last outbreak No. of deaths Date of last rinderpest vaccination How many cattle/buffaloes have been introduced into the herd/village during the last 12 months? Reason for introduction: Purchase, Gift, Loan Place of origin How many cattle/buffaloes have left the herd during the last 12 months? Reason for leaving: Sold, Gift, Loan Place of destination	

Rinderpest Outbreak Investigation Individual Animals

Sampling unit No:

Date

No.	Animal Identification	Sex			Age Group			Vaccination history			Clinical Signs				Samples taken			
		F	M	C	<1 year	1-2 years	>2 years	Yes vaccinated	Not vaccinated	? Unknown	Diarrhoea	Ocular Discharge	Nasal Discharge	Mouth Lesions	Eye Swabs	Lymph Nodes	Whole Blood	Serum
1		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
2		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
3		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
4		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
5		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
6		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
7		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
8		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
9		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
10		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
11		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
12		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
13		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
14		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
15		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
16		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
17		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
18		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
19		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
20		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
21		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
22		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
23		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
24		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE
25		F	M	C	<1	1-2	>2	Yes	No	?	DI	OD	ND	ML	ES	LN	WB	SE

